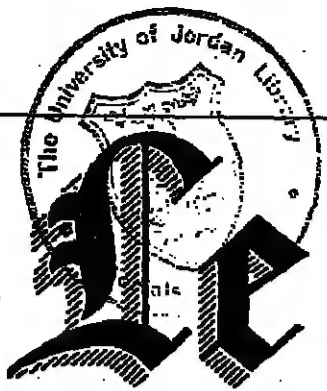


LE MONDE  
DIMANCHE  
de l'été



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

# Le Monde

Directeur : André Laurens

4,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,00 dir ; Tunisie, 200 m. ;  
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Cuba, 275 CUP ; Espagne,  
160 pes. ; France, 4,50 F ; Grèce, 200 dr. ; Hongrie,  
200 H. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 1.500 L. ; Luxembourg,  
25 F. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ;  
Soudan, 200 S. ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ;  
Yugoslavie, 200 D.

Tarif des abonnements page 9  
5, RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS CEDEX 06  
Tél. Paris 01 42 60 62 72  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. 01 42 60 62 72

## M. Yasser Arafat semble désormais favorable à une reconnaissance réciproque de l'O.L.P. et d'Israël

### Une chance à saisir

La première guerre israélo-palestinaise — dont la durée dépasse déjà celle des trois conflits précédents — achève le lundi 5 juillet son premier mois d'existence sans avoir été conclue pour ceux qui l'ont déclenchée.

Le Sud-Liban n'est toujours pas totalement « nettoyé » des « terroristes » palestiniens. Les dirigeants de l'O.L.P. retranchés dans leur bunker refusent de capituler, les troupes syriennes campent toujours sur le sol libanais, et on est encore bien loin d'un gouvernement « indépendant » à Beyrouth qui conduirait la paix avec Israël.

Le chef des phalangistes, M. Bechir Gemayel, est vraisemblablement en train de perdre l'occasion qu'il avait d'étendre son hégémonie sur le Liban « souverain » auquel rêve le général Shahrar.

Par l'intransigence dont il a fait preuve à Taef, en Arabie Saoudite, où il a été reçu jeudi et vendredi par les représentants de plusieurs États arabes, tout disposés à lui accorder leur caution, il semble vouloir jouer à fond la « carte » israélienne. Se déclarant « plutôt pessimiste » sur le sort de Beyrouth, il n'excluait pas vendredi soir un assaut contre la capitale libanaise, lequel ne manquerait pas d'être particulièrement sanglant.

M. Bechir Gemayel se rendra peut-être compte avant qu'il ne soit trop tard, que les évaluent... sur la scène internationale favorables à l'O.L.P. sont également dans l'intérêt du Liban. En effet, la première conséquence d'une solution au problème palestinien serait de « débarrasser » son pays d'une présence encombrante.

Un événement qui pourrait être capital à cet égard est intervenu ce samedi matin 3 juillet : M. Yasser Arafat a accueilli dans des termes chaleureux la déclaration commune de MM. Mendès France, Nahum Goldmann et Philip Klutznick, publiée la veille dans « Le Monde » et invitant Israël et l'O.L.P. à engager des négociations en vue d'assurer la réconciliation et la paix entre les deux peuples.

Si le gouvernement de M. Begin a encore quelque doute sur les intentions du chef de l'O.L.P., ne serait-il pas sage de le prendre au mot et de l'inviter à ouvrir des négociations ? Ce serait en tout cas dans l'intérêt du peuple israélien, de son avenir dans la région, que ses dirigeants ne laissent pas passer une telle occasion. Ils prêtent au moins une oreille attentive aux conseils de leurs amis de l'État juif ne cessent de leur prodigier.

Il est pour le moins répréhensible à cet égard que l'entente du gouvernement français, M. Giscard d'Estaing, ait été éconduite à Jérusalem avec une telle désinvolture. Le secrétaire général du Quai d'Orsay représente un gouvernement qui a donné maintes preuves de son attachement indéfectible à l'existence et à la sécurité d'Israël. Le projet de résolution que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a adopté à l'unanimité en 1947, et qui a été réaffirmé par le Conseil de sécurité à l'unanimité en 1950, n'est-il pas le révélateur de la volonté de l'Assemblée générale de faire admettre l'État juif dans la famille proche-orientale ?

Il faut espérer que le patriotisme de MM. Begin et Shahrar l'emportera sur leur volonté de régler par la force un problème vieux de plusieurs décennies et que leur un compromis honorable pourrait résoudre.

M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., semble favorable à une reconnaissance réciproque d'Israël et des Palestiniens. Dans une déclaration faite à nos envoyés spéciaux à Beyrouth, il s'engage en effet que l'appel de MM. Mendès France, Goldmann et Klutznick préconisant cette double démarche constitue une « initiative positive vers une paix juste et durable au Proche-Orient ».

La reconnaissance réciproque d'Israël et de l'O.L.P. est également l'un des points essentiels du document de travail franco-égyptien, soumis aux Nations unies au vu du règlement de la crise libanaise. Il se confirme, par ailleurs, que M. Mitterrand se rendra en visite officielle au Caire à la fin novembre.

M. Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien chargé des affaires étrangères, nous a pour sa part déclaré, vendredi avant de quitter Paris, que « par son agression caractérisée contre les peuples libanais et palestiniens, Israël avait violé les accords de Camp David ainsi que l'esprit du traité de paix entre Le Caire et Tel-Aviv » (voir en page 2). Il n'a pas exclu des sanctions contre Israël « dans le cas où la situation devait s'aggraver ».

Beyrouth-Ouest assaillie continue d'être soumise à une intense guerre psychologique.

De nos envoyés spéciaux

Beyrouth. — « L'appel de MM. Mendès France, Goldmann et Klutznick constitue une initiative positive vers une paix juste et durable au Proche-Orient », a déclaré au Monde le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat. Il a souligné : « Intervenant en ce moment précis et provenant de trois personnalités juives de grande valeur, de réputation mondiale et d'influence certaine à tous les niveaux, aussi bien sur le plan international qu'au sein de la communauté juive, cet appel revêt une importance significative. (...) Je souhaite que ces personnalités usent de leur influence pour arrêter la guerre d'extermination dont les peuples palestiniens et libanais sont l'objet, et les les invite, en ces jours cruciaux et difficiles, à visiter les camps palestiniens du Liban, pour constater de visu les massacres et les crimes qui y ont été commis par les forces israéliennes. »

Cet accueil positif de la part de M. Arafat est susceptible de constituer un élément déterminant dans l'évolution de la situation. En effet, dans leur appel publié dans le Monde, les trois personnalités juives affirment : « Ce qui s'impose maintenant, c'est de trouver un accord politique entre les nationalités israélienne et palestinienne (...) Israël doit lever le siège de Beyrouth pour faciliter des négociations avec l'O.L.P., qui conduiront à un règlement. La reconnaissance réciproque doit être recherchée sans relâche. Des négociations doivent être entreprises en vue de réaliser la coexistence entre les peuples israélien et palestinien sur la base de l'autodétermination. »

LUCIEN GEORGE  
et DOMINIQUE FOUCHIN.  
(Lire la suite page 2.)

## Le blocage des prix et des revenus impose une plus grande rigueur pour la préparation du budget

Le gouvernement met actuellement au point le projet de budget pour 1983 en tenant compte des mesures récentes concernant le blocage des prix et des revenus, mesures à propos desquelles les syndicats ont bien du mal à définir l'attitude à adopter. Le projet de budget s'efforce de casser les enchaînements inflationnistes. Il comporte cependant la création de vingt mille postes de fonctionnaires, qui s'ajoutent aux cent vingt-cinq mille emplois créés depuis juin 1981 dans la fonction publique.

Ces postes supplémentaires entraîneront une dépense annuelle d'environ 3 milliards de francs. La question de leur utilité se pose au moment où M. Fabius déclare que la gauche doit montrer sa capacité de gérer et de pratiquer une politique électorale, le déficit budgétaire ayant atteint des limites à ne pas dépasser.

### Du bon usage de l'argent public

par ALAIN VERNHOLES

La création de postes nouveaux dans la fonction publique illustre et résume assez bien un problème essentiel que pose le rôle de l'État dans l'économie : toute dépense publique est-elle bonne en soi parce qu'elle crée de l'activité ou y a-t-il des dépenses inutiles et même néfastes quand le gouvernement ne pouvant pas les financer, doit faire appel à la création monétaire ?

M. Mitterrand avait abordé la question avant son élection en promettant de créer 210 000 emplois publics et d'augmenter le rôle de la République : 150 000 pour l'État seul, 60 000 pour les collectivités locales. Le candidat à l'élysée n'avait pas pour autant éliminé toutes les dépenses publiques. S'agissait-il de répondre à des besoins pressants ? S'agissait-il de montrer clairement que l'on combattait le chômage par tous les moyens ? Ou encore le candidat à la magistrature suprême envisageait-il de donner à l'État tous les moyens d'une politique sociale visant à réformer en profondeur la société ?

Ces questions restent posées. Elles le sont au sein du parti socialiste comme au sein du gouvernement, traversé par deux conceptions différentes du rôle de l'État.

Pour les uns, toute dépense publique, ou à peu près, a des retombées positives sur l'économie. C'est cette tendance qui a inspiré la politique menée au lendemain de la victoire des socialistes aux élections présidentielles et législatives : relance par la dépense (consommation ou investissements), création massive d'emplois dans la fonction publique. On retrouve là comme un écho lointain des thèses qui, avec Richard Ferdinand Kahn (1) et Keynes, ont mis en évidence la première et la seconde guerre mondiale : l'entreprise privée étant incapable à elle seule d'assurer le plein emploi, l'État doit intervenir.

(Lire la suite page 22.)

(1) Professeur à Cambridge. A publié en 1933 une étude démontrant que des investissements dans les travaux publics (construction de routes notamment) faisaient baisser le chômage. Cette étude fut à l'origine de la célèbre théorie du multiplicateur d'investissement.

### AU JOUR LE JOUR

#### RÉSISTANCE

Les résultats du premier sondage sur le statut de Paris sont éloquentes. La question : « Voulez-vous être brisé, isolé, démantelé, déchiré, dépecé et payer plus d'impôts ? », la majorité des Parisiens a répondu « non ». Surtout pour les emplois !

D'ailleurs, dès le 1<sup>er</sup> juillet, l'écoulement des résistants parisiens en direction des marais du Sud commença.

HENRI MONTANT.

### LA SCULPTURE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE À LILLE

## Un sauvetage réussi

Rodin et Carpeaux exceptés, à la rigueur Barye et Rude, la sculpture est devenue la grande mal-aimée du dix-neuvième siècle, qui vit pourtant sa plus grande gloire et sa plus grande fécondité. Le dix-neuvième siècle a été le siècle de la « statomanie », comme dit Maurice Agulhon, du monument commémoratif, du souvenir des grands hommes et des bons citoyens confié à la pierre ou au bronze, de l'allégorie brandissant ses attributs au fronton des palais, dans les jardins, dans les cimetières, sur la moindre des places publiques.

Cette sculpture, si nous la connaissons mal, c'est qu'à force de la voir, nous ne la regardons plus, sinon avec le sourire qu'appelle aujourd'hui encore le manichéisme des jugements portés sur l'art pompier. Les musées l'exposent peu ou

## Les syndicats l'arme au pied

Les réunions au sommet se multiplient entre syndicats mais elles se tiennent en ordre dispersé et sous le signe de la foi du ralliement à l'embarras : rencontre C.F.D.T.-FEN le 25 juillet ; C.G.T.-FEN le 1<sup>er</sup> juillet ; F.O., C.F.T.C., C.G.C. le 2 juillet ; et prochainement C.G.C., C.F.D.T., la rencontre C.G.T.-C.F.D.T. étant reportée.

Chez les syndicats réformistes mais aussi à la C.G.T. et à la C.F.D.T., où l'on se contente pour le moment de « conversations exploratoires », personne ne veut constituer de front commun. L'approche d'élections professionnelles — le 8 décembre — n'explique qu'en partie cet individualisme.

En fait, les cinq centrales sont très gênées. Hostiles au blocage des salaires, elles n'ont pas voulu se réunir pour constituer un « front du réalisme » afin de promouvoir, toutes ensemble, au gouvernement qu'elles accepteraient une modération et une autodiscipline des salaires.

Confrontant leur hostilité au blocage, certaines centrales comme F.O., la C.G.T. et la FEN ne veulent pas non plus paraître trop hostiles au gouvernement. « Nous ne trahons pas le gouvernement en adversaire », a déclaré M. Henri Krawczyk après la réunion avec la FEN et, au nom de ce syndicat, M. Pommette a indiqué : « S'il y a un blocage de la discussion, nous envisagerons les actions qui s'imposent. » Même attitude à la C.G.C., C.F.T.C. et chez F.O. qui envisagent aussi une manifestation s'il y a un blocage des discussions. Du blocage des salaires imposé et accepté avec prudence, on est passé au refus d'un blocage de négociations.

Les discussions à Matignon, le 9 juillet sur les salaires des fonctionnaires, puis le 15 juillet entre le secteur privé et les syndicats, ont été très satisfaisantes. Ces derniers, très embarrasés — doivent aussi tenir compte de grèves ponctuelles qui portent préjudice aux conditions de travail mais aussi sur les salaires — comme à la S.N.C.F. — ou sur l'emploi dans la sidérurgie traduisent un réel mécontentement.

Tout « en freinant autant qu'ils le peuvent » les ardeurs combattives de certains syndicats, notamment à F.O., les dirigeants des centrales doivent remplir leur nouveau rôle : ne pas attaquer trop directement le gouvernement mais ne pas céder à ses pressions. D'où la nécessité de rester ferme au pied pour un état social à tendances creuses.

(Lire page 23.)

ANDRÉ FERMIGIER.

(Lire la suite page 18.)

### M. BADINTER INVITÉ DE R.T.L. « LE MONDE »

M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la Justice, sera invité du « Grand Jury », l'émission de R.T.L. « Le Monde », diffusée le 4 juillet, de 19 h 15 à 20 h 30. Le ministre répondra aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

La diffusion hebdomadaire du « Grand Jury » sera suspendue pendant les mois de juillet et d'août et reprendra courant septembre.

## L'avenir de la politique allemande

par ALFRED GROSSER

La politique extérieure n'est guère en question, et un changement de majorité à Bonn ne la modifierait sans doute que peu : soutien à l'économie française, dont la santé importe grandement à l'économie allemande, au point d'accepter de réviser le mark et de rendre ainsi plus difficiles les exportations pourtant menacées dans des secteurs importants ; pression

exercée sur les États-Unis pour qu'ils acceptent de négocier sur le désarmement sans que la fidélité à l'alliance indispensable soit mise en question ; condamnation de l'O.U.R.S.S. mais prudence dans les rapports avec elle et souci du sort des dix-sept millions d'Allemands de l'Est, qui ne sont en accord à la R.D.A. des avantages militaires.

(Lire la suite page 6.)

### UN ENTRETIEN AVEC LE NOUVEAU DÉLÉGUÉ INTERMINISTÉRIEL

## Il faut mobiliser les Français contre le fléau des accidents de la route nous déclare M. Pierre Mayet

Quelque quatre millions de Français ou de touristes étrangers vont, estiment les spécialistes, circuler sur les routes durant cette fin de semaine qui marque le début des grandes vacances. Ils courront des risques. L'an dernier, on avait, les 3 et 4 juillet, relevé 53 morts et 2 392 blessés après 1 723 accidents de la circulation.

Un nouveau délégué interministériel à la sécurité routière a été nommé. Il y a quelques semaines, M. Pierre Mayet, qui — ce qui déstabilise le différentiel de son prédécesseur, M. Christian Géraudeau, et lui donner un poids supplémentaire — est aussi directeur de la circulation

au ministère des transports. Il doit proposer, le 8 juillet, vraisemblablement, au comité interministériel, un certain nombre de mesures concrètes pour enrayer la progression du nombre des accidents.

M. Mayet nous a précisé dans quel esprit il travaillera : par la persuasion, l'appel au sens de la responsabilité. L'Académie de médecine vient de son côté, répondant au désir qu'avait exprimé devant elle le premier ministre, de faire des propositions pour améliorer la sécurité. Deux priorités pour elle : le respect de la limitation de vitesse, la lutte contre l'alcoolisme.

« Vous avez été nommé directeur de la sécurité et de la circulation routière au ministère des transports et de l'équipement. Vous êtes chargé d'en mettre en œuvre la plus grande part des moyens essentiels. C'est donc une simplification, une réforme administrative qui est, certes, modeste mais qui va faire gagner beaucoup de temps et sûrement accroître l'efficacité de la concrétisation de l'action de l'État en faveur de la sécurité routière. »

— La direction du ministère des transports qui m'a été confiée est chargée de la réglementation routière, de la réglementation technique des véhicules et de l'intervention en matière de sécurité et de circulation sur le réseau national. Elle apparaît donc comme l'instrument le plus immédiat et le plus efficace pour le délégué interministériel que je suis également.

— En confiant à la même personne cette double responsabilité, le gouvernement a voulu faire l'économie de débats un peu arti-

ciels entre deux structures administratives parallèles. L'une chargée de concevoir la politique de sécurité routière, et l'autre chargée d'en mettre en œuvre la plus grande part des moyens essentiels. C'est donc une simplification, une réforme administrative qui est, certes, modeste mais qui va faire gagner beaucoup de temps et sûrement accroître l'efficacité de la concrétisation de l'action de l'État en faveur de la sécurité routière.

— On note depuis quatre ans ce que vos services appellent « une certaine stabilisation » des progrès de la sécurité routière. L'an dernier, on a encore enregistré 12 428 tués et 334 000 blessés par des accidents de la route. Comment envisagez-vous de lutter contre ce fléau ?

Propos recueillis par JACQUES-FRANÇOIS SIMON.  
(Lire la suite page 17.)



Le Monde

# étranger

## L'INVASION DU LIBAN PAR ISRAËL

### Jérusalem poursuit une intense campagne pour convaincre l'opinion de l'action humanitaire de l'armée

Jérusalem. — Pour faire face aux protestations que soulève, à l'étranger et même en Israël, l'invasion du Liban, le gouvernement de M. Begin se livre depuis des semaines à une extraordinaire campagne d'information — ou de propagande — pour souligner l'importance de l'action humanitaire entreprise par l'armée pour soulager la population du Liban.

Il ne se passe pas de jour sans que l'on annonce une nouvelle initiative dans ce domaine et on ajoute que tout est mis en œuvre pour aider les habitants des localités sinistrées à reconstruire leurs quartiers en ruine. C'est au point que l'on se demande si Israël n'est pas intervenu au Liban pour faire preuve de sa générosité.

La presse israélienne participe pleinement à cette campagne, paraissant avoir oublié l'esprit critique dont d'ordinaire, à juste titre, elle peut se vanter et qui peut être envié par bien d'autres pays — sauf quand il s'agit de certains sujets comme la situation en Cisjordanie et à Gaza, le système démocratique et libéral israélien ayant toujours été sélectif et soumis à des exceptions. Toutefois, certains journaux, tel le *Jéru-*

De notre correspondant

salem Post, n'ont pas manqué de relever quelques excès. Par exemple, l'organisation à grand spectacle, le 16 juin, d'un long cortège d'ambassades vers le Liban, qui a dû être interrompu à peine commencé faute d'utilité, les médias militaires à Tyr et à Saïda ayant précisé que cette « publicité » n'était pas nécessaire.

Mais généralement, la presse israélienne est abrutie quotidiennement d'illustrations de la magnanimité d'Israël, alors qu'un voile pudique est jeté sur l'effet destructeur des opérations militaires. Les témoins israéliens n'auront eu aucune idée du résultat des derniers bombardements intensifs sur Beyrouth. On a même tenté pour que personne ne le sache, puisque les équipes de télévisions étrangères opérant à Beyrouth ont été déconseillées de transmettre leurs documents.

La station libanaise de transmission par satellite est hors service, et celle d'Israël leur a été interdite; motif invoqué par le ministère des télécommunications : « Des informations orientées peuvent nuire à l'image d'Israël ».

#### Des chiffres très partiels

Les services officiels, les correspondants de guerre israéliens, ne cessent d'insister sur un « retour progressif à la normale » au Sud-Liban. Un « responsable » militaire (1) de la région de Tyr et de Saïda a même cru bon de déclarer, dans une interview à la radio, que « la situation est désormais plus normale qu'avant l'intervention israélienne ». Il précise que les libanais étaient maintenant plus libres de se déplacer. Il est vrai qu'il y avait auparavant de multiples barrières routières.

Mais n'a-t-il pas omis de rappeler que les autorités israéliennes au Sud-Liban ont imposé à la population locale l'usage de laissez-passer très limités et un contrôle très strict des allées et venues ? N'a-t-il pas oublié, notamment, les ruines que l'entourage et les camps de réfugiés dévastés ?

révélé, le 30 juin, que 50 % des habitations dans les six camps de la région ont été détruits et que quarante mille civils palestiniens ont été jetés sur les routes durant les combats. Pour sa part, le gouvernement continue de prétendre qu'il n'y a eu que vingt mille personnes « déplacées » ou « sans abri ». La pourcentage de déplacements est donc largement inférieur à ce phénomène.

Comme pour atténuer les dégâts causés par l'invasion, Israël conteste l'« exagération accen-

tuée » de certaines indications de source étrangère à propos du nombre des morts et des blessés parmi les Libanais et les Palestiniens pendant l'opération « Paix pour la Galilée ». Mais, prise d'un mois après le début de cette intervention, les services officiels ne sont toujours pas en mesure d'opposer une estimation globale. On persiste à ne donner que des chiffres très partiels : quatre cents morts à Saïda, cinquante à Tyr et à Nabatieh; et il ne s'agit que de « chiffres libanais ».

Mme Shoulamit Aloni, députée du mouvement des droits civiques, associé au parti travailliste, a dénoncé cette imprécision et a accusé le gouvernement de se livrer à une « intolérable discrimination »; elle se demandait, en effet, pourquoi il n'était pas possible de donner la moindre indication sur le sort des réfugiés palestiniens (qui, selon l'UNRWA, étaient cent dix mille au Sud-Liban avant l'invasion).

Surtout quand il s'agit de condamner des exagérations de la part de leurs adversaires, les dirigeants israéliens devraient, eux aussi, se méfier des chiffres, puisque même ceux qu'ils avancent et qui peuvent aisément être vérifiés sont sujet à caution. Un exemple : le général Aaron Yariv a déclaré le 27 juin que l'armée détenait environ cinq mille prisonniers palestiniens. Or, deux semaines plus tôt, le 14 juin, lors d'une conférence de presse du chef d'état-major, le général Rappaport Eytan, le nombre de six mille avait été publié. Cette différence est pour le moins inexplicable, d'autant qu'on n'a pas fait état de libération massive, et que, ces tout derniers jours, selon le ministre de la défense, des dizaines de libanais, parmi ceux qui se cachent encore au Sud-Liban, ont été capturés.

FRANCIS CORNU.

(1) On ne dit plus gouverneur militaire au Liban, mais « responsable régional ».

### Israël a violé les accords de Camp David et l'esprit du traité de paix entre Le Caire et Tel-Aviv

nous déclare M. Boutros-Ghali, ministre d'État égyptien aux affaires étrangères

À l'issue d'un séjour de trois jours à Paris, au cours desquels il a été reçu par M. Mitterrand et M. Claude Châtelet, M. Boutros-Ghali est retourné au Caire le vendredi soir 3 juillet.

Le ministre d'État égyptien chargé des affaires étrangères juge « extrêmement encourageante » la déclaration de M. Pierre Mendès France, Nahum Goldmann et Philip Klutznick en faveur de la reconnaissance réciproque d'Israël et de l'O.L.P. (le Monde du 3 juillet). « Cette déclaration, a-t-il ajouté, est conforme à l'action diplomatique égyptienne et peut constituer le point de départ d'un dialogue et ensuite d'une action conjuguée pour transformer l'effroyable tragédie qui se joue en Liban en un nouveau processus de paix dans l'intérêt de tous les peuples de la région ».

Camp David ainsi que l'esprit du traité de paix signé entre Le Caire et Tel-Aviv. Israël a d'autre part totalement ignoré les recommandations que nous n'avons cessé de produire. Nous ne pouvons pas que les conséquences de ces violations ? Le ministre égyptien répond : « Notre parlement a longuement discuté de diverses sanctions. Des députés ont demandé la rupture des relations diplomatiques entre Le Caire et Tel-Aviv, d'autres ont proposé que les ambassadeurs soient pour le moins rappelés. Le gouvernement a répondu qu'il n'envisageait pas, pour le moment du moins, de telles mesures. Mais il va de soi que personne ne peut exclure de possibles options ».

M. Boutros-Ghali se dit « extrêmement préoccupé » par la suite des événements. Israël, dit-il, paraît vouloir ignorer la volonté de la communauté internationale quasi unanime. Il ne veut rien dire sur le comportement américain pour ne pas « compromettre les échanges en cours ». « En tout cas, fait-il remarquer, toutes les administrations américaines choisissent jusqu'à maintenant en raison de la fête de l'Indépendance. Le nouveau secrétaire d'État américain, M. Shultz, n'entrera en fonctions que dans une quinzaine de jours. Tandis que M. Haig expédie les affaires courantes. N'est-ce pas là un moment idéal pour qu'Israël tente un coup à Beyrouth en mettant le monde devant un nouveau fait accompli ? »

Propos recueillis par ERIC ROULEAU.

### Le plan de règlement franco-égyptien prévoit la reconnaissance mutuelle et simultanée de toutes les parties intéressées

Nations unies (A.F.P.). — Le document de travail franco-égyptien sur le Proche-Orient, remis au président du Conseil de sécurité, comporte les dispositions suivantes :

1) Il demande à toutes les parties belligères d'observer immédiatement et d'une manière permanente un cessez-le-feu dans tout le Liban, et demande le retrait immédiat des forces israéliennes de la périphérie de Beyrouth à une distance adéquate, comme premier pas d'un retrait total de ces forces au Liban. Simultanément, il demande le départ de Beyrouth-Ouest des forces palestiniennes, avec leurs armes légères, à destination d'un camp dont le lieu reste à déterminer, de préférence en dehors de Beyrouth, sur la base de conditions acceptées par les parties.

2) Le plan demande le retrait de toutes les forces étrangères du Liban, à l'exception de celles qui seraient autorisées par le gouvernement libanais. Il exprime la soutien du Conseil de sécurité au gouvernement libanais dans ses efforts pour renforcer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire.

3) Le projet demande au secrétaire général de l'ONU de déployer d'urgence des observateurs de l'ONU, avec l'accord du gouvernement libanais, pour observer le cessez-le-feu et le désengagement des forces de Beyrouth et de sa périphérie. Il demande également au secrétaire général de préparer un rapport sur les possibilités de déploiement de forces de maintien de l'ONU qui pren-

draient position aux côtés des forces libanaises (1).

4) Le document de travail demande au Conseil de sécurité de proclamer que le règlement du problème libanais doit résider dans la poursuite d'un processus pour le rétablissement d'une paix stable et de la sécurité dans la région, sur la base des principes de la sécurité pour tous les États et de la justice pour tous les peuples.

A cette fin, le Conseil confirmerait le droit de tous les États de la région d'exister en sécurité, conformément à la résolution 242 du Conseil de sécurité. Il confirmerait les droits nationaux légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'autodétermination avec ses conséquences, en tenant compte du fait que le peuple palestinien, dans ce but, doit être représenté dans les négociations, et que l'O.L.P. doit donc y participer.

5) Enfin, le secrétaire général de l'ONU serait prié de transmettre ses propositions en consultation avec toutes les parties intéressées, y compris les représentants du peuple palestinien, de tenir le Conseil régulièrement informé, avant une date qui reste à fixer, et les États membres seraient invités à coopérer avec l'ONU dans l'application de cette résolution.

(1) Les trois premiers points du document de travail franco-égyptien représentent les grandes lignes de la résolution française, adoptée par le Conseil de sécurité le 22 juin dernier, à la suite d'un veto américain. Ce texte ne prévoyait cependant pas que les forces étrangères seraient évacuées de Beyrouth-Ouest avec des armes légères, ce que leur a offert depuis M. Begin.

de Taïf, l'interminable ballet des tractations beyrouthines a repris ses droits. Propositions et contre-propositions continuent de s'échanger par des navettes bien rodées. Vendredi midi, le premier ministre libanais, toujours démissionnaire, M. Chafiq Wazzani, affirmait que des progrès étaient enregistrés chaque fois qu'il s'accordait avec M. Hani El Hassan, conseiller politique de M. Arafat, pour estimer que l'on en était à mi-chemin.

A la même heure, comme en écho, M. Ariel Sharon, ministre israélien de la défense, déclarait gentiment en déjeunant dans un hôtel de Beyrouth-Est. Venu en civil inspecter ses troupes, il s'est attablé avec ses hommes et a répondu, très décontracté, aux questions qui fusillaient autour de lui. « Nous croyons, a-t-il dit, que les problèmes doivent être résolus par des moyens pacifiques, des efforts diplomatiques et de la patience. » Mais il s'est empressé de rappeler que l'objectif de son armée restait de « détruire l'organisation terroriste au Liban ». « Nous croyons à la coexistence pacifique avec le peuple palestinien », a encore ajouté M. Sharon, avant d'affirmer : « Israël n'a pas l'intention de garder au seul pour le territoire libanais et espère bien que le Liban sera le deuxième pays arabe à signer la paix ».

LUCIEN GEORGE et DOMINIQUE POUCHIN.

(1) Interrogé ce samedi matin, 3 juillet, un porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré tout ignorer d'une évolution de la position française qui consisterait à demander une reconnaissance de l'O.L.P. à toute négociation sans en faire le préalable exclusif du peuple palestinien.

### Amnesty International demande à Israël de traiter les détenus palestiniens selon les normes internationales

Amnesty International a appelé, vendredi 2 juillet, Israël à traiter les prisonniers au Liban selon des critères conformes aux conventions internationales.

Dans une lettre envoyée jeudi au premier ministre israélien, M. Menachem Begin et rendue publique vendredi à Londres, Amnesty International cite les informations de presse selon lesquelles le plus grand des camps de civils et des combattants — sont maintenus au secret et subissent des mauvais traitements.

L'organisation humanitaire demande au gouvernement israélien de prendre des mesures pour protéger ces prisonniers et permettre que le Comité international de la Croix-Rouge leur rende visite, ainsi que leurs familles et leurs avocats.

Amnesty International demande également qu'Israël publie la liste des personnes détenues et la raison de leur détention. « Tout prisonnier détenu uniquement en raison de ses opinions politiques, de ses origines ou de ses allégeances devrait être relâché immédiatement », écrit Amnesty International.

Pour sa part, une commission de sauvegarde des prisonniers palestiniens et libanais a été constituée le 30 juin sur l'initiative d'un groupe de juristes et de médecins français. La commission se fixe pour tâche d'enquêter sur l'emplacement des centres d'internement et d'interrogatoire, sur les conditions d'internement et les procédures d'interrogatoire ainsi que sur les effectifs et identité des prisonniers, capturés par les Israéliens depuis leur intervention au Liban, le 6 juin dernier.

Parmi les signataires de ce communiqué figurent les cancres de la défense israélienne, le général Shimon Peres, le général Georges Mathe, M. Jon Nordmann, président de l'Association internationale des juristes démocrates, dont M. Jean-Michel Gendreau et M. Pierre Weiss et Gontide, ainsi qu'un avocat, M. Christian Bourgois, et une dizaine de médecins, dont M. David Machover et Raymond Galinski.

### La mission de M. Gutmann à Jérusalem s'est soldée par un échec

De notre correspondant

Jérusalem. — « Les entretiens n'ont pas toujours été faciles, mais ils ont permis de mieux connaître la situation », a déclaré M. Francis Gutmann, secrétaire général du ministère des relations extérieures, à la fin de sa mission de deux jours à Jérusalem avec M. Shimon Peres, ministre israélien des affaires étrangères. En termes diplomatiques, il signifiait que la mission dont il est chargé par le gouvernement français est pour le moment délicate dans la mesure où Israël la rejette.

En effet, dans l'entourage de M. Shimon Peres, on n'a pas pris de garde pour le moment la démarche française paraissant tout à fait mal venue. « Nous ne comprenons pas les efforts déployés par la France pour sauver l'O.L.P. », a-t-on indiqué, car ils ne peuvent avoir pour conséquence que de prolonger la crise libanaise et le problème palestinien. L'O.L.P. étant à l'origine de ces deux tragédies. « Si, de la manière la plus nette, on a déclaré que « avec l'insistance » au gouvernement français, par l'intermédiaire de M. Gutmann, de « ne pas s'engager » dans les affaires actuelles entre les États-Unis et le gouvernement libanais, qui ont pour but d'obtenir le départ de l'O.L.P. de Beyrouth ».

mann devait se rendre ensuite à Beyrouth puis en Syrie et en Jordanie, mais qu'en Arabie Saoudite — P.C.

### M. Arafat semble favorable à une reconnaissance réciproque de l'O.L.P. et d'Israël

(Suite de la première page.)

Le chef de l'O.L.P. semble donc admettre le principe de la reconnaissance mutuelle et simultanée entre son organisation et Israël, ce qui n'avait jamais été le cas jusqu'à présent, et se félicita que trois personnalités juives d'envergure internationale militent à cette fin, soulignant ainsi l'importance de l'opération. Il a également déclaré qu'il se sentait libre de se rendre en Israël.

L'initiative de M. Mendès France, Goldmann et Klutznick et la réponse de M. Arafat prendraient plus d'importance à la lumière de ce qui se passe à Beyrouth-Ouest se révélant fondée, selon lesquelles la France et la Grande-Bretagne seraient sur le point d'accorder une pleine reconnaissance à l'O.L.P., impliquant l'acceptation du principe selon lequel cette organisation est « le seul représentant légitime du peuple palestinien » (1). Une telle reconnaissance pourrait être une des contreparties politiques de base demandées par l'O.L.P. en échange de son désarmement et du départ complet de ses combattants du Liban. Elle signifierait qu'ensemble considérée politiquement. De même, l'obstacle majeur constitué par le maintien d'une présence armée symbolique palestinienne au Liban serait susceptible d'être surmonté.

C'est sur ce point, en particulier, qu'ont buté les entretiens de M. Bechir Gemayel, chef des Forces libanaises (chrétiennes), invité à Taïf (Arabie Saoudite) par la commission Intergouvernementale pour sortir les Palestiniens de l'impasse, sauver

M. Bechir Gemayel s'est cependant refusé à tout pronostic quant au sort de la capitale assiégée, se disant seulement « plutôt pessimiste » et rejetant par avance toute la responsabilité d'un éventuel assaut sur les dirigeants de l'O.L.P.

#### M. SHARON : l'objectif est de détruire l'O.L.P.

Les malgres résultats — au moins apparents — de la rencontre de Taïf ont soulagé les leaders progressistes de l'Ouest qui redoutaient un échec total ou un renouveau du leader phalangiste de ce monde arabe en échange de sa bonne volonté pour aider à faire sortir honorablement les Palestiniens de la nasse. « Il avait une carte en or, il l'a gâchée. Tant mieux pour nous », confiait dans la soirée M. Walid Joumblatt, président du mouvement national.

Autonne welle lumière n'étant venue

### Le métropolitain de Tyr accuse l'armée israélienne de torturer les suspects

Tyr (A.F.P.). — Les Israéliens qui occupent la région de Tyr « torturent » les suspects, a déclaré jeudi 1er juillet le métropolitain de la ville, Mgr Haddad, tandis qu'à Saïda le maire accuse les occupants de continuer à procéder à des rafles sans discernement parmi la population.

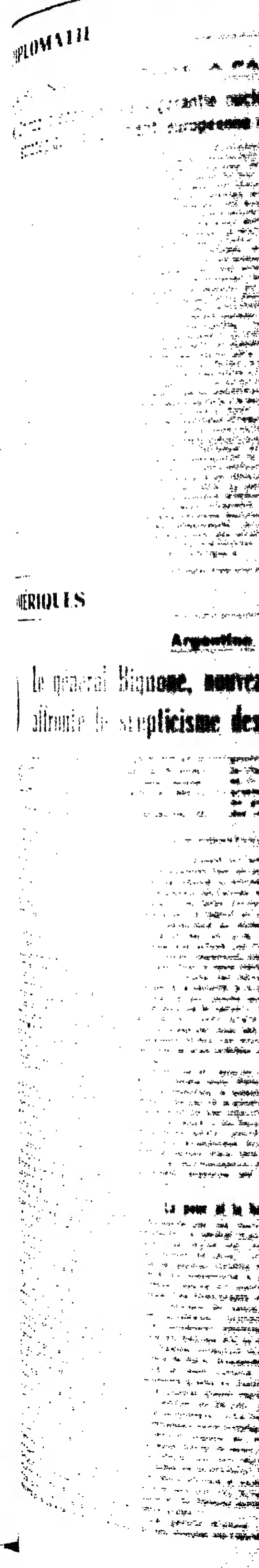
« Je me suis vu jusqu'à présent car j'attendais que les boîtes cassées », a dit Mgr Haddad. Mais ce n'est plus possible. La population a accueilli les soldats israéliens avec joie car ils la libèrent de mal (O.L.P.). Mais depuis, les soldats arrêtent non seulement des Palestiniens mais aussi des innocents et ils les torturent tous ».

Ce matin, raconte Mgr Haddad, des femmes palestiniennes du camp de Rachidiyah sont venues me voir après avoir fui leur camp : on les a frappées toute la nuit pour leur faire avouer l'emplacement de caches d'armes. Hier soir, un chrétien de Demour dont les Palestiniens avaient tué le frère a été arrêté avec son

frère. Les soldats les ont roués de coups pour leur faire admettre qu'ils étaient terroristes. Ce matin, ils ont été libérés avec des excuses, mais le frère ne pourra pas marcher pendant quelques jours ».

Au sortir de chez le métropolitain Haddad, l'officier israélien accompagnant les journalistes a estimé que les personnes maltraitées — des cas isolés, selon lui — étaient sans doute victimes des drames servant dans l'armée israélienne : « Ils sont brutes, nous n'y pouvons rien », a-t-il dit, mais ils sont très forts pour trouver rapidement ce que nous cherchons : des noms et des caches d'armes ».

Le problème des prisonniers n'est pas le seul point de désaccord entre l'administration israélienne de Saïda — qui officiellement n'est que le dirigeant de l'« unité d'aide civile » — et le maire libanais de la ville. L'administrateur israélien donne un bilan de quatre cents tués parmi la population civile. Pour le maire, le chiffre se situe entre six cents et mille.





## DIPLOMATIE

## LA RÉUNION DE L'U.D.E. A PARIS

## M. Chirac préconise une « garantie nucléaire stratégique proprement européenne »

La première journée de la réunion de l'Union démocratique européenne, dont la cinquième conférence annuelle s'ouvre du 3 au 4 juillet, à l'hôtel de Ville de Paris (le Monde du 3 juillet), a été principalement consacrée aux problèmes de défense et de sécurité. Devant les chefs des partis, démocrates, chrétiens, conservateurs et libéraux réunis à cette occasion, M. Jacques Chirac a suggéré de « consolider la Communauté et revoir ses mécanismes en optant résolument, et sans aucune ambiguïté, pour une structure confédérale », ainsi que de « créer un conseil politique qui regrouperait, outre les dix pays tels que l'Espagne, qui ne sont pas encore membres de la C.E.E., mais qui ont avec elle des liens politiques étroits ».

Le maire de Paris a ajouté : « L'Europe est menacée. Par la surpopulation mondiale, qui agit en sa faveur, et par la détente, qui agit en sa défaveur. Elle est menacée par la supériorité tant en armement conventionnel qu'en armement nucléaire. Par les forces déstabilisatrices d'un pacifisme et d'un neutralisme manipulés, qui affaiblissent notre capacité de défense et perturbent notre volonté de paix. Elle est menacée par la théorie de la riposte graduée mise au point par les Etats-Unis, et qui n'a plus de sens à partir du moment où les Soviétiques sont les plus puissants en matière de forces classiques. »

En ce qui concerne les armements classiques, a poursuivi M. Chirac, la preuve est faite de

la capacité des Européens à développer des armements terrestres, navals et aériens, de grande valeur, mais aussi de leur incapacité à faire profiter l'ensemble de la défense de l'Europe des possibilités de chacune des nations qui la composent. Nous devons, dans ce domaine, marquer notre unité en nous élevant au-dessus des constructions européennes, chaque fois que c'est possible. Nous devons créer une véritable industrie européenne des armements. Quant à l'armement nucléaire stratégique, il soulève les problèmes les plus difficiles puisque son emploi éventuel attirerait sur le pays qui l'aurait décidé les plus terribles représailles. On doit donc se demander si l'adoption d'un tel armement ne constitue pas un acte de désespoir. Le nucléaire sera possible avant que les forces nucléaires stratégiques françaises et anglaises aient été considérablement accrues et aussi longtemps que les Etats « sanctuarisés » n'auront pas atteint un degré élevé d'accord dans leur politique étrangère. »

M. Chirac a cependant insisté sur le fait qu'il n'était question ni « d'affaiblir l'alliance atlantique », ni de « ressusciter la défense Communauté européenne de défense », mais « de développer la coopération entre les pays européens en matière d'armement et d'étudier pour l'ensemble de l'Europe une garantie nucléaire stratégique proprement européenne, complémentaire des engagements pris par les Américains dans le cadre de l'alliance. »

## DANS UN DOCUMENT SUR LA PAIX REMIS A M. MITTERRAND

## « L'équilibre des forces en Europe ne peut être modifié unilatéralement » reconnaissent des personnalités catholiques et protestantes

M. François Mitterrand a reçu, pendant une trentaine de minutes, le vendredi 2 juillet après-midi, le cardinal Paul Gouyon, archevêque de Rennes et président de Pax Christi; Mgr Jacques Ménager, archevêque de Reims et président national de Pax Christi; le Père Gérard Defois, secrétaire national de la Conférence épiscopale de France, ainsi que le pasteur Jacques Léau, président de la Fédération protestante et président de la commission sociale et internationale sur la paix. Ces personnalités lui ont remis un document sur la paix et sur le désarmement de cent cinquante lignes environ, qui s'inscrit dans une série de textes antérieurs sur le même thème.

Dans son introduction, la déclaration se réfère à la dernière session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur le désarmement et souligne à plusieurs reprises l'intérêt de l'Europe. M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, soulignant que l'opinion publique soit davantage associée à l'élaboration d'une politique de désarmement et que soit envisagée la création d'institutions qui faciliteraient le dialogue entre les pouvoirs publics et les associations visant à promouvoir la paix.

« L'heure semble venue, affirment les responsables des Eglises,

## Washington et Madrid ont conclu un nouvel accord de coopération militaire

De notre correspondant

Madrid. — L'Espagne et les Etats-Unis ont signé le vendredi 2 juillet à Madrid un nouvel accord d'amitié, de défense et de coopération. Valable pour cinq ans, il remplace le traité conclu en 1953 et régulièrement renouvelé depuis qui avait permis au régime franquiste de rompre son isolement diplomatique. Le nouveau texte devra être approuvé par le Parlement espagnol en septembre lors de la session de rentrée.

La négociation de ce nouvel accord a été laborieuse. Sa signature était initialement prévue le 20 mai, date d'expiration du traité antérieur. Du côté espagnol, on entendait exploiter l'adhésion à l'alliance atlantique — une réalité depuis le 30 mai — pour rétablir une relation bilatérale considérée comme lointaine. Les Etats-Unis devaient prendre acte, ajoutait-on, qu'ils négociaient cette fois, non avec une dictature relativement isolée mais avec une démocratie membre de plein droit du club occidental.

Le point le plus controversé concernait le contrôle des quatre bases (trois aériennes et une navale) qu'utilisent les forces armées des Etats-Unis en territoire espagnol. Malgré les pressions américaines, le gouvernement de Madrid a obtenu que leur utilisation pour toute action qui ne serait pas directement liée à l'accord soit soumise à son assentiment préalable. Lors de la guerre israélo-arabe de 1973, les Etats-Unis avaient demandé à Madrid l'utilisation des bases comme relais pour un pont aérien à destination du Proche-Orient, mais avaient essuyé un refus.

L'Espagne veut éviter de se voir impliquée contre son gré dans un conflit semblable alors qu'elle maintient d'excellentes relations avec l'ensemble des pays arabes et n'a pas établi de relations diplomatiques avec Israël.

Les Etats-Unis devront d'autre part présenter à l'avance leur programme des vols au-dessus du territoire espagnol. Le gouvernement de Madrid estime par ailleurs avoir obtenu satisfaction sur deux autres points : les crédits américains pour l'achat de matériel militaire ont été plus que doublés (400 millions de dollars), et le nouvel accord mentionne, à l'explicitement, l'interdiction du stockage et du déploiement d'armes nucléaires dans les quatre bases.

Si le gouvernement espagnol a obtenu certains aménagements, il n'a pas cru bon toutefois de réexaminer à la faveur de l'adhésion à l'OTAN le principe même du traité de 1953. Est-il toujours justifié, se demande-t-on dans les milieux d'opposition d'extrême gauche, la présence en Espagne de quatre bases et d'une garantie de défense bilatérale, alors que l'Espagne est maintenant couverte par la garantie multilatérale de l'alliance atlantique ? Il est peu probable toutefois que les socialistes, s'ils parviennent au pouvoir à Madrid après les prochaines élections, remettent en cause cet accord avec Washington.

THIERRY MALINIAK.

## AMÉRIQUES

## Argentine

## Le général Bignone, nouveau chef de l'Etat, affronte le scepticisme des partis politiques

Le général Bignone, nouveau chef d'Etat, a prêté serment le jeudi 1<sup>er</sup> juillet à Buenos-Aires et promis le rétablissement des institutions démocratiques « au plus tard en 1984 ».

Contesté par la marine et l'aviation, le

général affronte cependant le scepticisme de la classe politique alors qu'une dévaluation de 80 % du peso est attendue et que les forces armées ont décidé la création d'un tribunal de guerre pour enquêter sur les « activités des officiers » dans le conflit des Malouines.

## Correspondance

Buenos-Aires. — Le 1<sup>er</sup> juillet, le sixième président argentin depuis six ans a prêté serment. Le général Bignone, ancien chef de l'aviation, le général Lami Dozo, s'était fait représenter par son chef d'état-major. Quant à l'amiral Araya, il était venu « à titre personnel » ; dehors, des grenadiers à cheval défilèrent au son d'une musique militaire autour d'une place de Mai quasi-déserte.

Dans un message radiotélévisé, le général Bignone a déclaré : « Ma mission est claire, rendre au pays ses institutions nationales plus tard en mars 1984. » Pour atteindre cet objectif, le nouveau président compte sur « l'appui de la société argentine », qui, estime-t-il, ne peut qu'être d'accord avec le rétablissement des institutions démocratiques.

Durant la période de transition, la recherche de la « participation active des différents secteurs du pays » sera, a-t-il dit, sa « méthode de gouvernement ». Le nouveau président a annoncé un calendrier dont le point de départ sera la promulgation, « la plus tôt possible », d'un statut des partis politiques et d'une loi électorale.

En matière économique, le général Bignone a repris la formule chère aux partis (« substituer l'économie de production à l'économie de spéculation ») et insisté sur la nécessité d'une relance, mais sans perdre de vue l'objectif de la lutte contre l'inflation.

Au plan diplomatique, la récupération des Malouines reste un objectif fondamental, et à aucun moment le nouveau président n'a parlé de cessation définitive des hostilités.

Le général Bignone semble un homme pondéré et modéré : le contraire du général Galtieri, accusé aujourd'hui de « brutalité » et d'« insipidité » — quand il n'est pas simplement traité de borracho (ivrogne) par ceux-là mêmes qui l'encensent la veille. Mais, quelles que soient ses qualités, le nouveau président aura du mal à maîtriser une situation qui peut très rapidement devenir incontrôlable.

L'unité des forces armées, qui, en réalité, n'a vraiment existé que pour renverser le dernier gouvernement péroniste, est brisée. Les efforts déployés par l'armée de terre pour essayer de recueillir les morceaux n'ont pas abouti. Les aviateurs ne veulent plus de « terrons » à la tête

de l'Etat. « Durant six ans, ils ont eu pratiquement tous les pouvoirs et voyez le résultat », affirme un officier supérieur de l'armée de l'air. Le général Lami Dozo estime que son arme a tout à gagner en se retirant du gouvernement au moment où sa popularité est au plus haut. Un communiqué diffusé par l'armée de l'air précise, cependant, que le général Lami Dozo « reste membre de la junta pour traiter des thèmes se rapportant à la sécurité, à la défense et à tout ce qui concerne les intérêts supérieurs de la nation ». La marine a aussi fait savoir qu'elle continuerait « d'exercer tous ses droits et d'assumer toutes ses responsabilités tant sur le plan intérieur qu'international ».

La marine et l'aviation ont, ainsi, voulu prendre leurs distances, tout en se réservant la possibilité d'intervenir au cas où le général Bignone s'écarterait de ses objectifs. « Institutionnalisation » du pays dans les plus brefs délais ; abandon de la politique économique hyperinflationniste depuis mars 1976 ; la lutte pour la reconnaissance de la souveraineté argentine sur les Malouines.

## La peur et la honte

Surveillé par les marines et les aviateurs, le général Bignone ne le sera pas moins par les officiers de l'armée de terre : rien ne dit que le général Cristino Nicolaides, placé en catastrophe à la tête de l'armée, pourra s'y maintenir longtemps. Les témoignages des soldats du contingent de retour des îles sont accablants : mauvaises nourritures, armement défectueux, munitions en mauvais état et en quantité insuffisante, protection médicale contre le froid, incapacité des officiers et, dans certains cas, manquements graves au devoir militaire.

Le journal Clarín reproduit dans son édition du 29 juin des propos d'un combattant : « La capitale qui commandait notre campagne a complètement disparu du moment de l'attaque contre le mont Longdon ». Ici doute que des règlements de comptes se multiplieront lorsque les six cents officiers et soldats retenus prisonniers par les Britanniques à bord du Sir Edmund auront réintégré leurs unités (1).

Le général Bignone peut-il, au moins, compter sur l'appui des partis

politiques ? Rien n'est moins sûr. Cartes, les dirigeants qui ont participé à la réunion du 24 juin l'ont applaudi. Le président du parti radical, M. Carlos Corbin, est même allé jusqu'à affirmer que le général Bignone était « un authentique démocrate ». Mais on peut se demander si les dirigeants politiques actuels survivraient à des élections libres. La situation est particulièrement confuse au sein du péronisme, divisé entre de multiples tendances et déchiré par les rivalités personnelles. Certains observateurs ont qualifié l'accord entre le général Bignone et les dirigeants politiques de « alliance de la peur et de la honte ».

Le général Bignone constituerait pour les partis un moindre mal face, à la fois, aux risques d'un coup d'Etat nationaliste et d'une avancée de l'extrême gauche.

Le nouveau gouvernement, formé sans que les partis aient été consultés, a été plutôt mal accueilli dans les milieux politiques. Le nouveau ministre de l'Intérieur, le général Lami Dozo, est jugé « sans envergure ». Le successeur de M. Alemann à la tête du ministère de l'Economie, M. Dagnino, fait déjà l'objet de critiques. M. Dagnino Pastore, qui, en juin 1982, avait succédé à M. Krieger Vasena comme ministre de l'Economie du général Onganía après une violente insurrection à Cordoba, ne serait, aux yeux des tenants d'un développement « autocentré », qu'un libéral à peine moins doctrinaire que M. Martínez de Hoz et Alemann.

L'entrée en fonctions du général Bignone a coïncidé avec la levée de l'interdiction frappant les activités politiques depuis le coup d'Etat de mars 1976. Cette interdiction était devenue, au cours des deux dernières années, plus théorique que réelle. La décision d'accepter de nouveau les activités politiques n'en représente pas moins un progrès important vers le rétablissement des libertés publiques. L'Etat de siège est toutefois maintenu ; encore le général Bignone s'est-il engagé à adapter ses dispositions. La guerre des Malouines aura donc eu au moins une conséquence positive : accélérer l'ouverture politique.

JACQUES DESPRES.

(1) M. Gerardo Schindler, ambassadeur d'Argentine en France, a déposé le vendredi 2 juillet à Paris, les manifestants aux Malouines de quelques six cents officiers et soldats argentins retenus otages, en violation de la Convention de Genève.

## Etats-Unis

## PROCTER AND GAMBLE ACCUSÉ DE « SATANISME »

## La rumeur de Cincinnati

De notre correspondant

Washington. — La vingt-troisième firme des Etats-Unis (vingt-trois mille neuf cents salariés et 11,4 milliards de dollars de chiffre d'affaires) serait-elle « soutenue par Satan » ? Pour l'avoir affirmé, oralement ou par écrit, trois grossistes de Georgie et de Floride sont poursuivis en justice par Procter and Gamble.

« Nous n'excluons pas d'autres actions pour faire cesser cette rumeur », précise D. Donald Tassone, porte-parole du célèbre fabricant de produits d'hygiène, d'entretien et d'alimentation.

Une plaisanterie ? Il faut voir avec quelle gravité on traite cette affaire au siège de Procter and Gamble, à Cincinnati. « Nous la prenons au sérieux », explique au téléphone M. Tassone, parce que les consommateurs eux-mêmes le prennent au sérieux. Au sein des forces de police, nous avons reçu douze mille appels de clients, inquiets ou intrigués. »

La rumeur est partie de la côte californienne. Il y a deux ans environ, pour s'étendre peu à peu au sud des Etats-Unis et au Middle West. Elle se fonde sur l'emblème de Procter and Gamble : une lune, enfermant un « diable » et trois étoiles. L'insigne remonte à 1851. Il évoquait à l'époque les treize Etats de l'Union.

« C'est le symbole du diable », murmure-t-on, en prétendant qu'un dirigeant de la firme de Cincinnati avait parié un jour de satanisme à la télévision. On ne se contente pas de le murmurer : des tracts ont été distribués ici ou là, et quelques vendeurs de Procter and Gamble d'annonces d'ivresse incidents. Comme la circulation des tracts de leur véhicule.

A en croire la société, cette campagne n'aurait pas eu encore d'impact sur les ventes. Certains détails suggèrent cependant qu'il s'agit « d'avantage que d'une rumeur » et que cela pourrait être un « effort organisé ». Autrement dit, une opération — diabolique de quelque concurrent.

Pour aller au Justice, Procter and Gamble n'a pas hésité à faire appel à M. Griffin Bell, ancien attorney général des Etats-Unis. Mais sachant que le diable ne se combat pas seulement par décret, la firme s'est adressée aussi à cinq personnalités religieuses qui ont accepté de fêter le mensonge. Parmi elles, le président de la congrégation baptiste du Sud et le pasteur Jerry Farwell, prédicateur vedette de la nouvelle droite évangélique.

ROBERT SOLÉ.

## A TRAVERS LE MONDE

## Brésil

QUERELLE TROIS MILLE CINQ CENTES PERSONNES AFFAMÉES et en guéguiles ont envahi et mis à sac la petite ville de Maritá, à 800 kilomètres au sud de Fortaleza, capitale de l'Etat de Ceara, dans le nord-est du Brésil, a-t-on appris le vendredi 2 juillet. Les paysans manquaient de nourriture depuis plusieurs semaines. Un responsable local a déclaré que cent vingt communes de la région se trouvaient dans une situation critique à la suite de la sécheresse qui a détruit la plupart des productions.

## Canada

LA VISITE DE M. PETERMAN. — Le ministre d'Etat ministre des transports, a trois agricoles.

commencé vendredi 2 juillet une visite officielle au Canada. Il a rencontré à Ottawa M. Pierre de Banté, ministre d'Etat canadien aux affaires étrangères. Selon ce dernier, M. Peterman s'est intéressé à l'expérience canadienne menée de 1976 à 1978 en matière de contrôle des prix et des salaires. M. Peterman devra se rendre au cours du week-end au Québec pour y rencontrer M. René Lévesque. — (A.F.P.)

## Cuba

LES CAPITAUX ÉTRANGERS seront désormais bienvenus à Cuba où ils pourront être associés aux entreprises de l'Etat et jouiront de privilèges fiscaux permettant de rapatrier leurs profits, aux termes

d'une loi approuvée le vendredi 2 juillet par l'Assemblée nationale. Les actions étrangères seront exemptées de l'impôt sur les bénéfices bruts, les entreprises étant soumises normalement à l'impôt sur les sociétés. — (A.F.P.)

## Grèce

REMANEMENT DU GOUVERNEMENT. — Le cabinet dirigé par M. Papandréou a remis sa démission collective à ce dernier, vendredi 2 juillet, comme on s'y attendait à Athènes (le Monde du 3 juillet). Ce n'est pas pour objectif de permettre au premier ministre grec de procéder à un important remaniement du gouvernement dont la nouvelle composition devait être annoncée ce samedi. — (A.F.P.)

Le Camp David  
Le Caire et Tel-Aviv

Le franco-égyptien prévoit  
une mutuelle et simultanée  
des parties intéressées

une reconnaissance  
et d'Israël



## EUROPE

### République fédérale d'Allemagne

APRÈS LE « SURSIS » ACCORDÉ AU CHANCELIER SCHMIDT

## Les trois familles politiques s'interrogent sur le choix d'une nouvelle stratégie

Bonn. — Depuis longtemps, la situation politique de la République fédérale d'Allemagne est restée confuse et paradoxale qu'aujourd'hui, même si la coalition social-libérale du chancelier Helmut Schmidt vient de franchir avec succès un obstacle très dangereux.

Il s'agissait de se mettre d'accord sur les grandes lignes du budget de 1983. Au départ, les conceptions des deux partenaires du gouvernement étaient diamétralement opposées. Les libéraux plaident pour l'austérité et pour des économies budgétaires très rigoureuses. Les sociaux-démocrates au contraire ne veulent admettre aucune diminution des avantages sociaux que la coalition gouvernementale a généreusement concédés depuis plus de dix ans aux Allemands de l'Ouest.

Ce conflit a fait croire jusqu'au dernier moment à la fin de l'alliance entre sociaux-démocrates et libéraux. Mais les nombreuses réserves de nombreux commentateurs politiques ont été une fois encore démenties par l'accord intervenu mercredi 30 juin. Cela a permis au chancelier de se présenter en triomphateur devant la presse. Après que le cabinet « unifié » ait approuvé, jeudi matin, le compromis budgétaire, M. Schmidt a déclaré qu'il avait agi non pas en tant que représentant de son parti mais en tant que « chancelier d'une coalition ».

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

### Pologne

## LA MAJORITÉ DES SUPPORTERS VENUS ASSISTER AU MUNDIAL AURAIENT « CHOISI LA LIBERTÉ »

Madrid (A.F.P.). — Environ cinq cents citoyens polonais, sur les six cents qui avaient quitté leur pays y a un mois pour assister au Mondial de football, ont fait défection et profité de leur passage dans différents pays européens pour demander l'unité polonaise. Ils ont appris vendredi 3 juillet à Madrid. En outre, sur la centaine de supporters qui sont arrivés (il y a trois semaines en Galice, l'ouest de l'Espagne), où l'équipe polonaise a disputé la phase éliminatoire du Mondial, vint-cinq (des hommes pour la plupart) viennent de demander l'unité polonaise aux autorités espagnoles. Indiquent-on de même source, parmi eux, figure notamment un économiste et architecte de cinquante huit ans, M. Bogdan Warner, qui a contribué aux autorités espagnoles le chiffre d'environ cinq cents défections. Il serait le premier à avoir abandonné la semaine dernière le collège de la localité polonaise de Puzos, où les supporters polonais devaient loger.

Parmi les vingt-quatre compatriotes qui ont suivi son exemple, plusieurs se trouvent dans une situation matérielle difficile et ont dû demander l'aide de la Croix-Rouge et d'une organisation caritative internationale spécialisée dans l'aide aux réfugiés. AIGMUR, ont souligné ces sources, le caractère massif des défections survenues depuis le départ de Varsovie est corroboré par le très faible nombre de supporters polonais présents à Barcelone, où l'équipe de Pologne dispute actuellement la seconde phase de la Coupe du monde.

Tout en confirmant le départ de Varsovie de six cents supporters, l'ambassade de Pologne à Madrid a affirmé ne rien savoir de leur sort, ayant suffisamment à faire avec la délégation officielle, a précisé un fonctionnaire de l'ambassade.

De notre correspondant

Personne en tout cas, même dans son entourage immédiat, ne se flatte de savoir si le vice-chancelier Helmut Schmidt vient de franchir avec succès un obstacle très dangereux.

Il s'agissait de se mettre d'accord sur les grandes lignes du budget de 1983. Au départ, les conceptions des deux partenaires du gouvernement étaient diamétralement opposées. Les libéraux plaident pour l'austérité et pour des économies budgétaires très rigoureuses. Les sociaux-démocrates au contraire ne veulent admettre aucune diminution des avantages sociaux que la coalition gouvernementale a généreusement concédés depuis plus de dix ans aux Allemands de l'Ouest.

Ce conflit a fait croire jusqu'au dernier moment à la fin de l'alliance entre sociaux-démocrates et libéraux. Mais les nombreuses réserves de nombreux commentateurs politiques ont été une fois encore démenties par l'accord intervenu mercredi 30 juin. Cela a permis au chancelier de se présenter en triomphateur devant la presse. Après que le cabinet « unifié » ait approuvé, jeudi matin, le compromis budgétaire, M. Schmidt a déclaré qu'il avait agi non pas en tant que représentant de son parti mais en tant que « chancelier d'une coalition ».

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

Il reste que l'immédiat, le chancelier a obtenu l'accord non seulement du cabinet, mais aussi des groupes parlementaires du S.P.D. et du F.D.P. qui, il y a quelques jours encore, se seraient prêtés à un affrontement décisif, ou même à la rupture.

Comment M. Schmidt est-il parvenu à rassembler son gouvernement et à raffermir son autorité personnelle ?

Depuis bien des mois, M. Genscher, président du parti libéral, donne l'impression de tergiverser.

L'optimisme de commande dont M. Schmidt fait preuve en cette occasion est certes quelque peu prématuré. Les critiques qui s'exercent de bien des côtés à l'égard des plans financiers du gouvernement. Que l'opposition chrétienne-démocrate dénonce le nouveau programme comme un « arrangement pour la ruine », n'est pas surprenant. Plus inquiétant peut-être pour le chancelier est le fait que les dirigeants syndicaux ne sont pas plus tendres. A leurs yeux, le gouvernement poursuit une politique d'économies qui modifie la nature même du système de sécurité sociale dont la République fédérale était particulièrement fière jusqu'à présent. Les premiers touchés par le programme d'austérité ne sont-ils pas les chômeurs, les malades et les retraités ?

chances d'obtenir la majorité absolue au Bundestag dans deux ans, ou qui le débarrasserait d'un partenaire libéral plutôt encombrant. Au surplus, si la démocratie chrétienne était appelée à se réunir à l'Assemblée fédérale, c'est le président du parti, M. Kohl, qui deviendrait chancelier. Une telle perspective ne séduit pas les autres mandataires de ce poste, qu'il s'agisse du ministre-président du Schleswig-Holstein, M. Stoltenberg, ou du ministre-président de la Basse-Saxe, M. Albrecht. Tous deux ont donc intérêt à laisser trainer les choses, pour favoriser le choix d'un nouveau candidat à la chancellerie en 1984.

Les contradictions ne sont pas moins évidentes au sein du parti social-démocrate. Certains membres de l'aile gauche paraissent plutôt favorables à une rupture avec le libéralisme, quitte à encourager ainsi la chute du chancelier Schmidt. Les partisans de cette thèse sont convaincus qu'un gouvernement Kohl n'aurait ni le temps ni les moyens de maîtriser la crise économique et politique d'ici à 1984. Un S.P.D. régenté par une cure d'opposition aurait ainsi les meilleures chances de revenir au pouvoir après les prochaines élections générales, du moins aux alentours.

La aussi, les ambitions personnelles jouent leur rôle. Un bébé du chancelier Schmidt, marquerait la fin de la carrière politique des deux autres membres de la « trinité » qui dirige le S.P.D. depuis bien des années : le président du groupe parlementaire, M. Weber, et le président du parti, M. Brandt. Une chance serait offerte aux « jeunes tiges » du S.P.D., impatientes d'occuper les postes de direction.

Le chancelier Schmidt quant à lui, envisage pas une seule minute de céder volontairement la place. N'a-t-il pas déjà fait allusion à la possibilité pour lui de conduire une fois encore le S.P.D. à la bataille électorale, en 1984 ?

JEAN WETZ.

## L'avenir de la politique allemande

(Suite de la première page.)

Malta, à l'intérieur, les blocages et les incertitudes se multiplient. La décision que vient de prendre la Fédération de Hesse, le parti libéral F.D.P., de se retirer de la coalition, au pouvoir avec les sociaux-démocrates, le F.D.P., forme campagne pour les élections du 26 septembre en proposant de gouverner après cette date avec les chrétiens-démocrates. Acquis à une faible majorité, la décision a d'autant plus fait choc que le S.P.D. de Hesse est considéré par un conservateur dur, jusqu'ici plus proche de Franz-Josef Strauss que des grands libéraux de la C.D.U., qui ont récemment gagné à Berlin et à Hambourg.

Il est vrai que le F.D.P. lutte pour sa survie. Il est déjà éliminé de nombre de parlements régionaux. Aux prochaines élections au Bundestag (au plus tard en octobre 1984), il risque de ne pas atteindre, pour la première fois, le seuil fatidique des 5 %. Or, jusqu'ici, il a su admirablement jouer des possibilités que la représentation proportionnelle offre au petit tiers parti.

Pendant qu'en Grande-Bretagne les électeurs du parti libéral, même quand ils forment 20 % des votants, se trouvent constamment réduits à l'état de « petits frères » majoritaires à un tour, qui ne leur offre même alors que 2 % de sièges, le F.D.P. a été la plupart du temps en situation d'opposition, un peu comme l'U.D.S.R. de René Fievet et de François Mitterrand sous la IV<sup>e</sup> République, ce qui leur a permis de jouer un rôle de médiateur entre la majorité absolue, et de 1966 à 1969, quand les deux grands partis gouvernaient ensemble.

Si le F.D.P. se trouvait écarté du Bundestag, ou bien la C.D.U. aurait pour la seconde fois la majorité absolue, ou bien le rôle de médiateur de la balance serait assumé par les « alternatifs ». Dans le premier cas, des problèmes nouveaux apparaîtraient, et l'un d'eux résiderait dans le quasi-monopole du pouvoir dont disposerait pour la première fois un seul parti. En effet, depuis la naissance de la République fédérale, un subtil jeu d'équilibre a fort bien fonctionné. Le parti du chancelier était minoritaire dans de grandes Länder, mais il était majoritaire dans la République fédérale, un subtil jeu d'équilibre a fort bien fonctionné. Le parti du chancelier était minoritaire dans de grandes Länder, mais il était majoritaire dans la République fédérale, un subtil jeu d'équilibre a fort bien fonctionné.

Tout un système de contrepoids limitait les possibilités du pouvoir central et donnait à l'opposition la sensation de participer tout de même à l'exercice du pouvoir. Le reflux social-démocrate, la montée de la C.D.U., risquent d'affecter cet équilibre constitutionnel du jeu démocratique allemand. Cela à un moment où la légitimité même du système des partis est contestée par une fraction importante de la population, notamment parmi les jeunes. Deux hypothèses contraires peuvent alors être formulées :

ou bien l'Etat C.D.U. provoquera une vive réaction populaire de désapprobation, dans la mesure même où le S.P.D. ne canaliserait plus au moins une partie des reflux systématiques de la gauche du S.P.D. lui-même, et de la gauche de la C.D.U. ; ou bien le gouvernement chrétien-démocrate, contestataire ; ou démocrate, s'annoncerait comme une force de médiation entre les deux camps, et de la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

Si, au contraire, il n'y avait pas de majorité possible sans les « alternatifs », on trouverait au niveau fédéral le blocage qui existe actuellement à Hambourg. Les sociaux-démocrates y ont fait face à la contestation, sera moins exposé aux pressions et donnera moins naissance aux tentations de défection violente, pendant que le S.P.D. devenu oppositionnel, donnera de nouveau à la protestation une solide expression intraparlamentaire.

## AFRIQUE

### Kenya

## Le durcissement du régime constitue une victoire du clan conservateur au sein du parti unique

Nairobi. — Le Kenya vit à l'heure de la reprise en main. Le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, qui fêtera, en octobre, ses quatre années de règne, avait d'emblée prôné la tolérance, que résume sa devise : « Paix, amour, unité ». Depuis décembre 1979, les gardes kenyans n'arbitraient plus aucun prisonnier politique. On y trouve aujourd'hui onze détenus d'opinion. Parmi eux figurent cinq universitaires, un avocat et un ancien député contestataire, M. George Anyona, inculpé fin mai. Cinq des prisonniers tombent sous le coup d'un texte qui autorise leur détention illimitée et sans jugement.

Ces arrestations marquent un brusque raidissement du régime face aux hardiesses d'une opposition, parfois virulente, mais très marginale. C'est un retour à des pratiques répressives auxquelles M. Moi s'était engagé dès son arrivée au pouvoir, à ne recourir qu'en tout dernier ressort. Cela en dit long sur son exaspération envers des dissidents qui ont, selon lui, pris sa modération pour de la faiblesse. « Ces arrestations ne sont que le sommet de l'iceberg », déclarait-il récemment. Nous allons continuer la guerre contre les éléments antisociaux jusqu'à ce que le malheur soit propre.

Absorbé depuis un an par la présidence de l'O.U.A., M. Moi délaisse la politique intérieure. Estimant avoir le champ libre, l'opposition de gauche en profite pour relever la tête. Son vieux leader, M. Oginga Odinga, chef de file de l'ethnie Luo, multiplie les critiques contre le régime et surtout, lors d'un séjour à Londres, après de ses vœux « au peuple » représentant le prolétariat. Argument de ces propos, délibérément sortis de leur contexte, le pouvoir accuse l'ancien vice-président de la République de projeter la création d'une seconde formation politique. Malgré ses démentis, M. Odinga fut exclu de l'Union nationale africaine du Kenya (KANU) (le Monde du 22 mai). Après un amendement constitutionnel adopté à l'unanimité par le Parlement, le 9 juin, le monopartisme était officiellement instauré.

De notre correspondant

Libre mais réfugié dans un mutisme total, M. Odinga se retrouve hors jeu. M. Anyona ainsi qu'un professeur, M. Nganga, avaient, quant à eux, clairement récusé un deuxième parti. Leurs écarts de langage les ont conduits tout droit en prison. La mise en circulation à Nairobi d'un violent libellé antigouvernemental semble avoir particulièrement irrité M. Moi. Ce pamphlet clandestin, intitulé « Pambana (aux armes, en swahili, c'est grand) à la clique dirigeante corrompue » et met en cause notamment le chef de l'Etat. Il dénonce « le pillage des ressources nationales », l'usage de la « soumission à l'impérialisme américain » et préconise « une guerre de classe » pour « arracher » l'indépendance authentique. Cette brochure, qui se vend « à la main », est distribuée par le peuple vialement révolutionnaire, s'achève sur une citation de Lénine. L'origine universitaire de ce texte n'est pas douteuse.

### La mise au pas de l'université

Le pouvoir a réitéré d'une part en arrêtant plusieurs enseignants universitaires en possession de documents « séditieux », d'autre part en menant campagne contre les « idéologies étrangères » véhiculées par des « agents marxistes ». Dans un pays où les doctrines n'ont pourtant guère de prise sur la population, les dirigeants se sont mis à tenir un discours de plus en plus antisocialiste. La mise au pas de l'université s'accompagne d'un tour de vis dans le domaine culturel, dont le signe annonciateur fut la destruction, près de Nairobi, du théâtre en plein air que paraitrait le meilleur écrivain kenyain, M. Ngugi Wa Thiong'o (le Monde daté 14-15 mars). Le gouvernement renforcera aussi notamment en vigilance quant au choix et au contenu des manuels scolaires et universitaires.

Le durcissement du régime constitue une victoire pour le clan « conservateur » au sein de la KANU, dont

le plus influent porte-parole est M. Charles Njonjo, ministre des affaires constitutionnelles. « 80 % des Kenyans sont favorables au parti unique », certifie-t-il récemment. La population kenyane, rurale à plus de 80 %, demeure étrangère à ces débats. L'instauration du monopartisme et la série d'arrestations n'ont pas soulevé la moindre vague, même en milieu étudiant.

Le pouvoir a-t-il réagi trop vivement ? M. Moi accuse les enseignants « comploteurs » d'avoir obtenu des armes — fusils, lances et flèches — dans un pays voisin, mais sans apporter, jusqu'à présent, la plus petite preuve. Des griefs similaires, lancés en 1980, étaient déjà restés sans suite. La principale erreur des autorités, cette fois, est l'incarcération d'un avocat, M. Kamiliwa, dont le seul tort est d'avoir accepté de défendre des opposants.

L'image libérale du régime est aujourd'hui légèrement ternie. Il est possible que certains gouvernements bailleurs de fonds traditionnels du Kenya — scandinaves notamment — aient plus de mal à suivre et à défendre leurs programmes d'aide devant leur Parlement. Les dirigeants de Nairobi s'attachent en tout cas à rassurer l'opinion kenyane sur l'évolution d'un régime tenu à bon droit jusqu'ici pour l'un des plus libéraux d'Afrique. La répression s'exerce d'ailleurs dans le respect scrupuleux du rituel judiciaire hérité des Britanniques, tandis que la presse — autre legs anglo-saxon — continue de rapporter avec soin, et apparemment sans crainte, les moindres faits et gestes du pouvoir dans cette affaire.

La plus convaincante s'il frappait avec une égale sévérité les abus d'une classe dirigeante qu'incombe jusqu'à l'arrogance la ministre de l'Administration locale, M. Ochieng. Ce dernier se vantait, il y a quelques mois devant des députés stupéfaits, d'« avoir douze maisons, douze femmes et soixante-sept enfants » et de pouvoir dépenser pour le mariage d'un de ses fils la bagatelle de 150 millions de shillings, soit quelque 30 millions de centimes.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

### Tchad

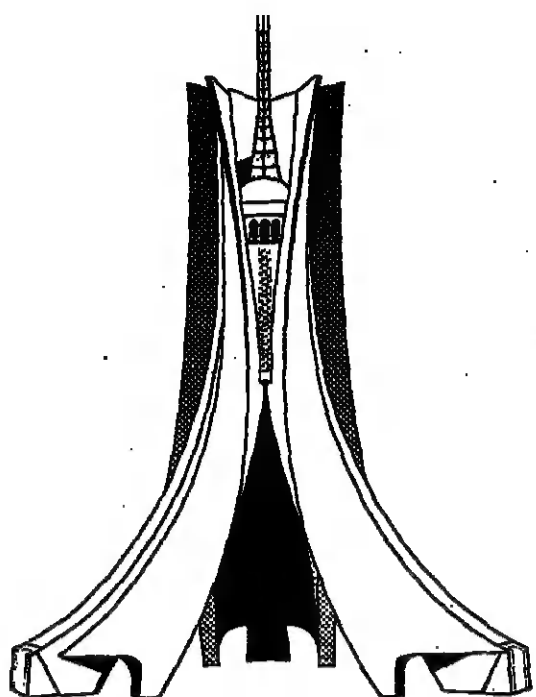
## M. HISSÈNE HABRÉ DEMANDE À LA FRANCE UNE AIDE BUDGÉTAIRE

M. Hissène Habré a fait remettre, jeudi 1<sup>er</sup> juillet, à M. Hubert Vedrine, conseiller technique à la présidence, une lettre destinée à M. François Mitterrand, a annoncé, vendredi à Paris, M. Khalil D'Abasc, commissaire tchadien aux communications. C'est la première fois qu'une mission du Conseil d'Etat provisoire, créé le 1



# Algérie : vingt ans d'indépendance

## II. - UNE VOLONTÉ DE MIEUX VIVRE



Pilier maîtresse d'un vaste ensemble culturel qui sera aménagé sur les hauteurs d'Alger, cette tour en béton de 92 mètres de haut - trois palmiers stylisés - forme une « voûte de recueillement » à la mémoire de tous les martyrs tombés pour la libération de l'Algérie. Le *Royal el Fath*, jardin de la victoire, s'étendra sur plusieurs hectares et comprendra un musée du mondialisme (combatant).

**P**OUR les dirigeants algériens, l'indépendance politique n'était pas une fin en soi. La lutte de libération devait trouver son prolongement dans le développement du pays grâce à la récupération des richesses nationales et à la réalisation de la justice sociale. Dès 1967, un plan triennal, suivi de deux plans quinquennaux, engageait le pays dans la voie d'une industrialisation rapide. Dix ans durant, le slogan « Semer le pétrole pour récolter des richesses » se concrétisa spectaculairement par la construction de centaines d'entreprises : sidérurgie à Annaba, liquéfaction du gaz à Arzew, raffinage à Skikda, construction mécanique, chimie, plastiques, etc.

Ce boom industriel atteignit son paroxysme en 1974-1976 grâce à l'augmentation du prix du pétrole survenue en 1973. Parallèlement, un gigantesque effort dans le domaine de la formation et de l'éducation dota le pays de cadres dont il a besoin. Doublée d'une révolution culturelle, cette révolution industrielle rapide et massive a entraîné une profonde mutation sociale. Génératrice de centaines de milliers d'emplois, elle engendre aussi une série de déséquilibres et de distorsions accélérant l'exode rural et l'urbanisation.

Le secteur agricole, délaissé, couvre à peine la moitié des besoins alimentaires de la population. La plupart des équipements ont été implantés dans la bande côtière - l'Algérie dite « utile » des colons - qui ne couvre que 3% du territoire tandis que les Hauts-Plateaux et le Sud, végétalisés, enfin, les basses terres de la population ont été longtemps largement ignorés, qu'il s'agisse de la distribution de l'eau, des logements, des transports, des équipements culturels ou sanitaires.

Fait plus grave, l'appareil industriel mis en place à grands frais tourne au ralenti ; la productivité est faible et les coûts de production considérables. Depuis 1978, les dirigeants, se livrant à une courageuse autocritique - peu commune dans le tiers-monde - ont entrepris de réviser leurs choix dans ce qu'ils avaient d'excessif. Le plan quinquennal 1980-1984, qui prévoit 400 milliards de dinars (520 milliards de francs) d'investissements, met l'accent sur l'amélioration de la gestion, la restructuration

des entreprises et la décentralisation d'une économie ultra-bureaucratique.

L'agriculture, réhabilitée, figure au rang des priorités aussi que l'hydraulique, le logement, les moyens de communication. Le secteur privé, longtemps tenu en suspicion, est appelé à participer à l'effort de développement sous le contrôle de l'Etat. Enfin, les autorités ont mis fin à l'exploitation excessive des gisements pétroliers afin de préserver les réserves et se sont lancées dans une bataille pour la revalorisation du prix du gaz appelé à prendre la relève de l'or noir.

Le développement de l'Algérie reste cependant menacé par une démographie galopante : la population, qui est passée de 10 à 20 millions d'habitants entre 1960 et 1980, doublera encore avant l'an 2000. En outre, les vingt années d'indépendance n'ont pas permis de régler le problème du million d'Algériens émigrés en France, bien que la question de leur réinsertion figure toujours en bonne place dans les discours officiels.

D. J.

## Planification et développement : de 1962 à l'horizon 2000

par ABDELHAMID BRAHIMI (\*)

**F**ORTE d'une population qui a doublé depuis 1962, l'Algérie, toujours marquée par l'esprit de justice et de progrès social qui a de tout temps été au cœur de ses aspirations, est, aujourd'hui, confrontée à des besoins autrement plus importants et plus différenciés à satisfaire qu'au moment de l'indépendance et qui situent bien les enjeux de la période.

Elle compte, en effet, 19,8 millions d'habitants dont près de 57 % ont moins de dix-neuf ans. Quatre fois plus d'enfants qu'en 1962 reçoivent un enseignement élémentaire, vingt fois plus d'adolescents poursuivent l'enseignement du cycle moyen et secondaire tandis que les facultés et établissements d'enseignement supérieur ouvrent maintenant leurs portes à près de 80 000 étudiants (1981-1982), et sans tenir compte des promotions formées dans les instituts technologiques) alors que les étudiants algériens inscrits en 1962 dans l'unique faculté d'Alger dépassaient à peine le chiffre de 2 000.

Du côté du monde du travail, ce sont aujourd'hui quelque 3,4 millions d'Algériens qui ont un emploi (dont plus de 2 millions en dehors du secteur agricole) alors qu'au lendemain de l'indépendance à peine plus de 700 000 trouvaient à s'occuper en dehors de l'agriculture.

La population urbaine atteint aujourd'hui 45 % de la population totale (contre 30 % environ en 1962) et soulève de multiples problèmes dont la solution n'est pas aisée. L'Algérie a connu, et connaît encore, une croissance démographique intense (3,2 % l'an) qui la situe parmi les pays du monde à très fort accroissement démographique, et cela même si on ne s'attache qu'au seul groupe des pays en développement.

Pays jeune, appartenant à ce tiers-monde dont elle assume les revendications fondamentales, c'est-à-dire celles qui doivent satisfaire les besoins sociaux des masses populaires porteuses de progrès social, l'Algérie sait qu'un développement endogène est la seule garantie à terme des résultats qu'elle a pu obtenir jusqu'à présent et de ceux auxquels elle peut prétendre dans le domaine économique et social. Mais cette trajectoire n'est ni linéaire ni aisée à suivre : des facteurs internes aussi bien qu'externes peuvent en infléchir le sens.

Si les vingt années d'expérience dans le développement économique et social montrent la finalité recherchée et les principes directeurs qui fondent la stratégie adoptée, il reste que celle-ci ne fut clairement définie et mise en œuvre qu'en 1965-1966. En rompant en effet avec les hésitations de la période antérieure, la période 1965-1966 allait inaugurer incontestablement l'ère du développement national, économique et social et marquer d'une forte empreinte son évolution durant plus d'une décennie.

Les préoccupations fondamentales de cette stratégie tendaient, dans un cadre qui se voulait planifié, à :

- Créer et développer les sources d'accumulation ;
- Assurer l'équilibre des échanges avec l'extérieur ;

- Garantir l'indépendance financière de l'Etat pour consolider définitivement l'émancipation économique de l'Algérie ;

- Faire du marché national l'assise la plus sûre de développement économique ;

- Diversifier les relations économiques extérieures en développant notamment les relations avec les pays socialistes et les pays du tiers-monde.

Lorsqu'on garde à l'esprit le fait que, au lendemain de l'indépendance, plus de 4 millions d'Algériens âgés de plus de six ans étaient illettrés et, dans leur grande majorité, quasiment exclus du circuit économique, on mesure bien que, après les investissements dans la formation, la création d'emplois sur une longue période apparaît comme l'aspect le plus crucial de la politique économique et sociale. C'est donc à la lumière des aspirations de la population algérienne, appuyées par une série de luttes sur le plan politique et économique, qu'il convient d'analyser la mise en œuvre de cette stratégie de développement.

Il peut sembler facile, aujourd'hui, d'imaginer qu'un pays organisé soit doté de ces grands services publics qui attestent, pour

ainsi dire, sa maturité et la permanence de son appareil technico-administratif. Ce n'était pourtant pas facile dans cette Algérie des années 60, manquant cruellement de cadres, de prendre en charge des secteurs vitaux pour en faire les premières entreprises publiques et de récupérer au profit de l'Etat les principales ressources de l'économie.

En moins de dix ans, un processus méthodique de nationalisation a placé sous le contrôle de l'Etat, et en fonction des exigences du développement national, les moyens industriels, les ressources minières et énergétiques. Les riches terres agricoles étaient organisées dès 1962-1963 en fermes auto-gérées tandis que des textes fondamentaux portant mise en œuvre de la révolution agraire sur l'ensemble des autres terres agricoles étaient promulgués en 1971.

Dans le même temps, la nationalisation des banques et des assurances, la mise en place d'un nouveau tarif douanier au service de l'industrie naissante algérienne, le contrôle du commerce d'importation et d'exportation avec une législation portant sur le contrôle des changes, donnaient à l'Etat les moyens de promouvoir une politique indépendante sur le plan économique, financier et commercial.

(\*) Ministre de la planification.

(Lire la suite page 13.)

## Pétrole, gaz : succès d'une stratégie

par BRUNO DETHOMAS

**« L**e moment est venu de prendre nos responsabilités. Ainsi, nous avons décidé de porter la révolution dans le secteur du pétrole. - Le 24 février 1971, moins de dix ans après l'indépendance, était ainsi amorcée la décolonisation pétrolière par le président Boumedienne lors de la commémoration de la création de l'Union générale des travailleurs algériens. Au vieux régime des concessions est substitué une prise de contrôle à 51 % des sociétés pétrolières françaises : les oléoducs et le gaz naturel sont nationalisés.

La reprise en main des richesses nationales avait certes été implicite-ment ou explicitement annoncée dans différentes déclarations des di-

rigents algériens : mais lors des négociations d'Evian, le pétrole saharien - le « pétrole franc » - si cher à M. Guillaumat - est encore de découverte trop récente pour que les Français ne cherchent pas à conserver la liberté totale d'exploitation de ces richesses. Comment d'ailleurs ne se seraient-ils pas sentis lésés ces aviateurs de la S.N. REPAL, de l'ERAP et de la C.F.P. qui s'étaient lancés, peu après la guerre, dans l'aventure saharienne avec le succès que l'on sait en 1956 (découverte des gisements pétrolier d'Hassi-Messoud et gazier d'Hassi-R'Mel).

Les accords d'Evian reconnaissent toutefois - cela n'a pas été sans

mal - la souveraineté de l'Algérie sur le Sahara. La suite sera question de patience : le 31 décembre 1963, lorsque est créée la compagnie nationale pour la recherche, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures (Sonatrach) - pour construire un oléoduc dont les compagnies françaises refusaient le contrôle à Alger - une brèche est ouverte. Le gouvernement algérien ne désistait pourtant alors que 4,5 % des périmètres d'exploration, quand les intérêts français atteignent 67,5 %.

Dix-huit mois plus tard, le 29 juillet 1965, un accord signé avec les Français établit l'Ascoop (Association coopérative) qui permet à la Sonatrach - gratuite de 50 % dans la S.N. Repal - de jouer un rôle d'opérateur et d'amorcer avec la France, dans le cadre de l'OCI (Organisme de coopération industrielle), l'industrialisation du pays.

Après la guerre israélo-arabe de juin 1967, l'Algérie décide de nationaliser les activités de raffinage - distribution de Mobil et Esso. Le 19 octobre 1968, la Sonatrach signe avec Getty Oil un accord par lequel la compagnie américaine restitue à la compagnie nationale 51 % de ses intérêts en Algérie ; c'est le premier accord de ce type par lequel un pays exportateur de pétrole. En 1969, la Sonatrach rachète les avoirs locaux d'El Paso puis prend peu après le contrôle de Sinclair. Dès lors, les revendications à l'encontre des compagnies françaises se feront plus pressantes : on leur réclame une fiscalité plus favorable au pays, des prix plus élevés : on les accuse d'investir insuffisamment. Des difficultés négociations qui seront entreprises, on aboutira à la décision du 24 février 1971 sur un marché énergétique en pleine mutation.

(Lire la suite page 14.)

## L'impératif social et le défi démographique

par Z'HOR OUNISSI (\*)

de l'émergence des masses populaires comme sujets de l'histoire, activement engagées dans le procès de transformation de leurs conditions d'existence.

### 1980-1990 : décennie sociale

Se concevant, dans un et même mouvement, comme vecteur et finalité de ce processus, nos masses populaires sont naturellement assez enclines à en interioriser les valeurs ainsi que les normes d'action en découlant. Cela à la condition toutefois que les tensions imposées par l'instance économique soient compatibles avec le degré idéal de mobilisation sociale. C'est, au surplus, à ce prix que pourra se réaliser la cohésion des « forces sociales de la révolution » autour du projet politique du gouvernement, lequel par un ordre de nécessité interne, compte tenu des caractéristiques de notre formation sociale, ne peut pas ne pas s'inscrire dans une perspective ultra-volontariste.

Ce qui apparaît donc comme une exigence fondamentale, au stade actuel du développement de notre pays, c'est de veiller constamment à l'adéquation entre besoins objectifs et irrépressibles de la société civile - la plus large et la plus profonde et choix fondamentaux assumés par la direction politique.

Or des tensions se sont manifestées ces dernières années sur le plan du fonctionnement de l'appareil économique et social, et dont la contraignante prégnance est à l'origine de la démarche nouvelle inaugurée par le congrès extraordinaire et confirmée par le quinquennal congrès du parti du F.L.N., lesquels, au travers de leurs recommandations respectives, ont placé le « social » au premier plan des préoccupations du pays, dans la mesure précise où la décennie 1980-1990 a été décrétée « décennie sociale ». Cette nouvelle ligne vise à la mise en place de « dispositifs devant se traduire au niveau social par l'adaptation et l'articulation des actions de développement autour des besoins sociaux prioritaires » (preamble du rapport général du plan quinquennal 1980-1984).

De cette perception aiguë de l'ampleur et de l'urgence des besoins prioritaires dans tous les domaines sociaux et économiques, comme de la ferme détermination de la direction politique à y apporter des réponses concrètes, est issu en janvier 1982 le secrétariat d'Etat aux affaires sociales, chargé de la définition et de la conduite en matière d'affaires sociales d'une politique nationale unifiée dans sa conception et cohérente dans sa mise en œuvre. Projet dont seule la complexité le dispute à l'ambition. Le décret portant attributions du secrétariat d'Etat aux affaires sociales et le très prochain décret organique, qui va en fixer les structures, sont à cet égard éloquentes.

### Tâches prioritaires et plan d'ensemble

La volonté du gouvernement de prendre « à bras-le-corps » les problèmes sociaux ne souffre aucune équivoque. C'est ainsi que, sur la proposition, a été adopté par un récent conseil des ministres un programme d'action sectoriel visant à fixer les tâches prioritaires en matière sociale.

(\*) Secrétaire d'Etat aux affaires sociales.

tière d'affaires sociales, en les articulant à un plan d'ensemble mettant en œuvre la nécessaire solidarité intersectorielle.

Ce programme prend en compte une série de préoccupations autour d'un certain nombre d'axes fondamentaux tels que :

- la rénovation en profondeur du système de sécurité sociale : à cet égard le gouvernement a adopté et déposé devant le bureau de l'Assemblée populaire nationale une série de projets de lois actuellement soumis à l'examen de la présente session de l'Assemblée législative ;
- la protection et l'épanouissement de la cellule familiale ;
- la protection sociale et la promotion des catégories défavorisées de la population (handicapés physiques et mentaux, troisième âge, jeunesse en danger moral, etc.) ;
- la mise en œuvre d'une politique nationale d'œuvres sociales ;
- la mise en place, conjointement et concurremment avec les autres secteurs concernés, des conditions d'un cadre de vie conforme à l'option qu'emporte une vision intégrée du mode de prise en charge des problèmes sociaux essentiels du citoyen.

De la sorte, me semble-t-il, les plus larges masses de notre peuple pourront trouver un exutoire à leur légitime attente. Répondre, cependant, à cette attente dans la perspective de renouvellement qualitatif désormais notre démarche requiert que ne soit oblitéré aucun des éléments dont la maîtrise peut s'avérer déterminante pour la mise en place d'une politique sociale conséquente avec ses prémisses.

(Lire la suite page 6.)

## SOMMAIRE

- L'industrialisation : un processus à consolider.
- L'agriculture : un secteur qui doit devenir prioritaire.
- Enseignement et formation restent une préoccupation majeure.
- Algérianité et francophonie. Poètes, conteurs, romanciers, historiens...

Nous avons publié dans le Monde daté 3 juillet :

### Progrès et épreuves d'une jeune nation

- 1830 - 1962 - 1982.
- Faire, dire, écrire l'histoire.
- Une « diplomatie de maquisards » au service du nouvel ordre international.
- L'espion de Napoléon.
- Une tentative de décentralisation originale : le code communal.
- La personnalité algérienne fondement de l'amitié nationale.
- Des institutions qui ont fait leurs preuves.
- Bibliographie.



## L'IMPÉRATIF SOCIAL ET LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

(Suite de la page 5.)

L'Algérie a-t-elle une politique démographique compatible avec les exigences du développement ? L'examen sur les deux décennies écoulées de la relation de la politique de développement à l'évolution démographique atteste de la nature et de l'ampleur du défi que le pays a relevé : à un rythme de croissance de la population de 3,2 % en moyenne s'est associé un développement économique plus rapide encore. Les recensements de 1966 et de 1977, l'enquête sur la fécondité de 1969-1970, les données les plus récentes sur la situation démographique, confirment une dynamique d'évolution de la population proprement étonnante. L'Algérie, avec une population résidente estimée au 1<sup>er</sup> juillet 1980 à 18 666 000 personnes et une structure par âges comprenant 46,5 % de moins de quinze ans, met au monde 19 000 nouveaux-nés de plus que la France en 1980 (819 000 contre 800 000) qui dispose d'une population résidente trois fois plus importante et d'une structure par âges incluant une proportion bien plus importante d'adultes.

Jusqu'à une période récente, convaincue que seule l'amélioration du niveau socioculturel et économique des masses populaires est susceptible d'entraîner une baisse de la fécondité à un niveau compatible

avec le maintien d'un rythme accéléré dans la marche vers le progrès social, l'Algérie a inscrit, au centre de sa stratégie de développement économique et social, l'édification d'une économie capable de répondre aux besoins de la population au niveau de l'emploi, de l'habitat, de l'instruction et de la santé.

Les bases de développement économique et de progrès social étaient perçues comme les seules solutions viables au problème démographique. C'est ainsi que la Charte nationale (1976) précise que « par les efforts consacrés tout particulièrement dans les zones rurales au relèvement du standard de vie des masses populaires, à travers les actions de la révolution agraire, de la révolution culturelle, des programmes spéciaux et du large déploiement de l'industrialisation sur l'ensemble du territoire, l'existence d'une population nombreuse est transformée ainsi progressivement en une base d'expansion pour l'économie, grâce à l'éducation, à la dynamisation de la vie sociale et à la promotion vers le progrès ».

Les choix en matière de politique démographique, tels qu'ils apparaissent à la fin de la décennie 1960, dans nombre de pays en voie de développement, reposent sur une idéologie diffuse qui consacre une dichotomie entre développement

économique et « solution démographique » mais laissant place à une politique de santé publique prenant en charge la protection maternelle et infantile. Il ne serait pas hasardeux d'avancer que la conjonction internationale, faisant de la décennie écoulée celle du développement et créant un environnement favorable à la revendication légitime d'un ordre économique nouveau dans les relations internationales, a contribué à occulter, dans les pays du tiers-monde disposant de ressources naturelles, les problèmes démographiques et à les évincer au profit d'une action de développement fondée sur la récupération des richesses naturelles et leur valorisation ainsi que sur la redéfinition des termes de l'échange permettant l'accumulation nécessaire au financement du développement.

## Une politique de la famille

L'Algérie, pour des raisons historiques, économiques et politiques était peut-être plus sujette que toute autre nation à croire aux vertus de l'émancipation économique comme solution exclusive aux politiques de population.

Qu'en est-il de l'évolution récente ? Prenant la mesure des transformations profondes de la société algérienne qui ont suscité, comme

elles devaient le faire, une montée considérable des besoins sociaux, le quatrième congrès du F.L.N. souligne dans ses résolutions la nécessité impérieuse de faire face à la montée des besoins sociaux tout en continuant l'effort d'industrialisation et de développement agricole. Cette instance souligne la nécessité, dans le cadre de la politique sanitaire globale, de veiller particulièrement à la protection de la femme et de l'enfant, afin d'aboutir à un équilibre de la famille, en relation avec un accroissement démographique en harmonie avec le rythme d'accroissement de notre économie. Le congrès extraordinaire du parti, en juin 1980, met l'accent sur la nécessité « d'une politique de la famille, par le biais de programmes d'action appropriés ayant pour objet la mise en place d'une planification des naissances fondée sur le consentement individuel et collectif ». De même qu'il considère que les programmes élaborés dans ce sens devront « se matérialiser dans les domaines de l'éducation, de l'information, de la culture et de la promotion sociale à tous les niveaux ».

Enfin, le comité central du F.L.N., en sa quatrième session, considérant que l'équilibre démographique fondé sur le libre choix constitue une exigence pour l'équilibre socio-économique de la nation

recommande notamment de dégager les moyens humains, matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre d'un programme national d'espacement des naissances.

A ces résolutions politiques fait écho le rapport général du plan quinquennal 1980-1984 qui assigne comme premier volet à la politique démographique durant ce plan la maîtrise de l'évolution à moyen et long terme des naissances. C'est ainsi que le plan souligne que l'action de réduction active du taux de natalité est devenue une conduite indispensable pour améliorer l'efficacité dans la construction de notre économie et prétendre répondre de façon satisfaisante et durable aux besoins sociaux de la population. Il appartient à cet effet au secrétariat d'État aux affaires sociales, en tant que département ministériel, de prendre des mesures appelées à concrétiser ce programme et de veiller à leur application. Le deuxième aspect de la politique démographique à mettre en œuvre concerne les migrations telles que les relèvent l'ampleur du mouvement d'exode rural (chaque année 170 000 personnes quittent définitivement les campagnes), l'urbanisation rapide et le développement d'un habitat précaire à la lisière des grandes villes. Il s'agit ici d'organiser, avec l'ensemble des ministères et organismes concernés, les actions en vue

d'aboutir à une occupation rationnelle de l'ensemble du territoire national et d'organiser le déploiement des activités qui garantissent à toutes les régions du pays des conditions équivalentes des niveaux de vie et de progrès.

Il y a donc une volonté nouvelle, dans la démarche présente, d'évaluer à ses justes conséquences les effets sociaux d'une insuffisante attention aux problèmes démographiques et d'y remédier, en faisant de 1980-1990 la décennie sociale orientée vers la prise en charge effective de l'ensemble des besoins sociaux de la population. En adoptant la devise « Pour une vie meilleure », le congrès extraordinaire du F.L.N. en juin 1980 souscrit au Plan d'action mondial de la population qui rappelle que, pour favoriser le développement et améliorer la qualité de la vie, il est indispensable d'entreprendre une action concertée portant sur les aspects principaux de la réalité sociale et économique, y compris la population. C'est de notre capacité à appréhender correctement les réalités sociales algériennes et à développer des réponses concrètes, débarrassées des approches rigides et inopérantes, aux problèmes qui se posent à notre société que dépendra en définitive le cours de la révolution algérienne.

Z'HOR OUMISSI.

(Publicité)

## Une mission capitale : l'électrification totale du pays avant 1990

L'impact de l'électrification sur les conditions sociales du citoyen et notamment sur l'amélioration de ses conditions de vie a amené le pouvoir à décider de l'électrification totale du pays d'ici la fin de la décennie, soit à terme 1990. Ainsi, dans le texte d'orientation de base que constitue pour le pays la charte nationale, il est stipulé : « La généralisation de l'électrification domestique à travers tout le territoire, avec comme objectif d'introduire l'électricité dans la totalité des foyers algériens, avant la fin de la prochaine décennie... ».

Des mesures pratiques de concrétisation de cet impératif prenaient très vite forme dans l'élaboration d'un plan national d'électrification dont la réalisation a été confiée à la Société nationale d'électricité et du gaz.

Avant d'en voir le contenu et les différentes phases de sa réalisation, voyons d'abord comment a évolué historiquement l'activité d'électrification dans notre pays.

## Historique de l'électrification

Historiquement, l'action d'électrification a connu plusieurs étapes différentes les unes des autres quant à l'esprit qui présidait à cette action et à son contenu.

La notion d'électrification « rurale » a pris naissance au lendemain de la nationalisation du secteur, soit en 1947 avec la création d'E.G.A.

Les faibles réalisations entreprises en ce domaine à travers le territoire national avant l'indépendance étaient uniquement dictées par les intérêts de la politique économique du moment : tout était essentiellement conçu au profit de la catégorie privilégiée de la population. Le domaine de l'électricité n'a pas échappé à cette politique.

La distorsion frappante entre la quantité d'ouvrages réalisés et la population desservie avant 1962 dénote que l'électrification rurale a consisté essentiellement à toucher soit des fermes isolées appartenant à de gros propriétaires, soit des centres où la population non autochtone était assez importante. Ainsi, seuls 451 centres et 1 000 fermes ont bénéficié de l'électricité de 1947 à 1961.

Au lendemain de l'indépendance, suite au départ massif de l'encadrement du personnel d'E.G.A., cette activité a été freinée, parfois même arrêtée, la priorité étant accordée alors à la maintenance de la production et des réseaux de transport et de distribution de l'énergie électrique et gazière.

Bien que reprise en 1965, l'activité d'électrification restera cependant très modeste jusqu'en 1970, en regard à la faiblesse des moyens de réalisation, leur mauvaise organisation et l'insuffisance de personnel qualifié. Sur cette période, 75 centres (ou ensembles d'habitations groupées pouvant aller du hameau au village important), représentant 15 000 foyers, soit 110 000 habitants, ont bénéficié de l'électricité : en 1970, le taux national d'électrification (ou rapport entre le nombre total d'abonnés et le nombre total de foyers existants) n'est que de 38 %.

Ce n'est qu'à partir de 1970 que l'électrification a connu son véritable démarrage avec les différents programmes de développement nationaux et régionaux : premier et deuxième plan quinquennal ; programmes spéciaux

pour les régions désertiques... Cette action a cependant connu un essor particulier avec le début d'exécution du véritable défi que constitue le plan national d'électrification, qui devra être achevé avant 1990 et dont les crédits sont

## Le plan national d'électrification

Au mois de mars de l'année 1978, le conseil des ministres approuvait, lors d'une de ses séances de travail, le plan national d'électrification et en confiait la réalisation à la Sonelgaz. Cette décision constituait l'aboutissement d'une série d'actes de préparation de cet ambitieux programme.

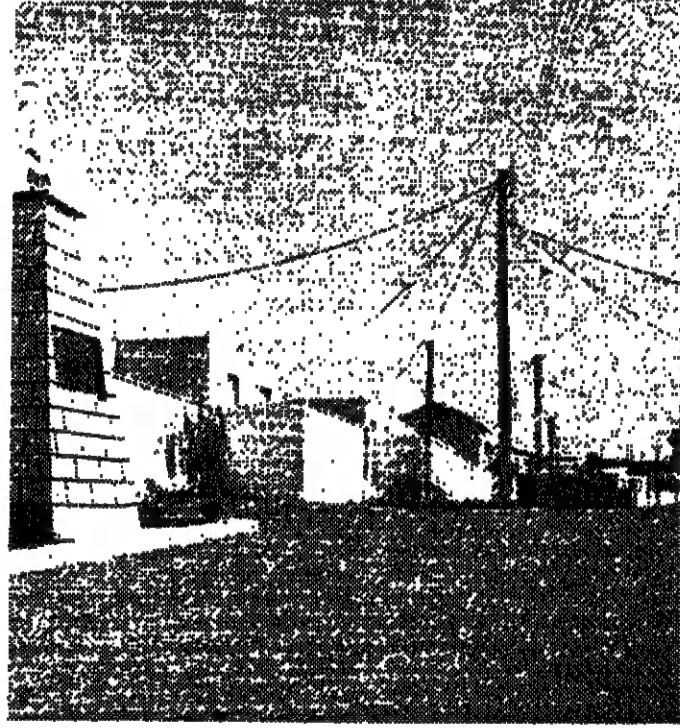
En effet, dès la fin du premier plan quinquennal, il a paru nécessaire à la Sonelgaz de mesurer le chemin qui restait à parcourir avant d'atteindre l'électrification totale du pays. C'est ainsi que, en 1974, il fut décidé de procéder, en relation avec les autorités locales, à une vaste opération de recensement des centres non électrifiés. Ce recensement comportait une estimation physique et financière des travaux à réaliser : pour améliorer la précision des évolutions, une actualisation périodique du recensement est opérée.

Dans l'élaboration des programmes, la solution qui a été adoptée est une solution consistant à électrifier par « grappes ».

de six milliards et demi (6,5) de dinars entièrement financés par l'Etat. La participation du citoyen dans le coût de son alimentation n'excède pas 12 dinars, somme symbolique qui doit couvrir les frais de gestion et d'abonnement.

alimentant à la fois les centres importants, moyens et quelques centres isolés pour un même grappe, laissant éventuellement de côté certains petits centres ou habitats isolés. Cette approche a l'avantage de subordonner la politique de l'électrification à celle de l'habitat. Elle peut, par ailleurs, être adaptée aux problèmes spécifiques de chaque région, selon que celle-ci a une vocation d'habitat regroupé (les gros centres sont alors électrifiés en priorité) ou alors la région a une vocation d'habitat isolé (l'électrification s'effectue alors de la même manière et en même temps dans les gros centres et dans l'habitat isolé).

Face aux écarts importants existant dans les taux d'électrification des différentes régions, des critères d'équilibre inter-régionales ont été fixés à la Sonelgaz ou aux autorités locales qui sont chargées de les appliquer d'une façon rigoureuse lors de l'élaboration des programmes



## Où en est la réalisation du plan et que reste-t-il à réaliser ?

L'ensemble des moyens mis en œuvre a permis entre 1970 et 1981 d'amener l'électricité dans 2 252 centres représentant 400 000 foyers. Ces réalisations ont nécessité la pose de 28 600 km de lignes moyenne tension ; 18 800 km de lignes basse tension

et plus de 16 500 postes de transformation. La capacité annuelle de réalisation du réseau est passée de 600 km en 1970 à 3 700 km au cours de l'année 1981. Le taux d'électrification de l'Algérie a ainsi connu la progression suivante.

## Progression du taux d'électrification de l'Algérie

	1970	1974	1977	1981	1982
Taux d'électrification Algérie	38 %	48 %	57 %	65 %	70 %

De 65 % en 1981, le taux d'électrification de l'Algérie passera à 96 % en 1990 et se traduira par l'électrification de 10 000 centres représentant 800 000 foyers et nécessitant la pose de 49 000 kilomètres de réseau. Le rythme de croisière sera atteint en 1984 avec une capacité annuelle de réalisation de 6 000 kilomètres. En plus de ce programme d'électrification des

régions qui ne bénéficient pas encore de l'électricité, la Sonelgaz intervient aussi d'une façon conséquente pour le raccordement en électricité des habitations nouvelles. L'importance du programme national de l'habitat amènera l'entreprise à fournir l'électricité à 85 000 abonnés nouveaux par an entre 1982 et 1984 et à 14 500 abonnés entre 1985 et 1990.

## Programme de limitation des écarts entre les différentes Wilayates

TAUX D'ÉLECTRIFICATION	NOMBRE DE WILAYATE				
	1979	1980	1981	1985	1989
Compris entre 0 % et 20 %	0	0	0	0	0
Compris entre 21 % et 40 %	8	4	1	0	0
Compris entre 41 % et 60 %	11	13	15	0	0
Compris entre 61 % et 80 %	6	8	7	17	0
Compris entre 81 % et 100 %	6	6	8	14	31

L'électrification dans tous les foyers algériens, facteur de progrès social, mettra fin à l'isolement de millions d'habitants qui, jusque-là, ne bénéficiaient pas de

ses bienfaits : confort ménager, éclairage public, pénétration de l'information et des loisirs dans les coins les plus reculés, mécanisation de certains métiers...

الشركة الوطنية للكهرباء والغاز  
Société Nationale de l'Electricité et du Gaz  
2, Boulevard Salah Bouakouir Alger

## Moyens nécessaires pour son exécution

Pour mener à terme cette action, la Sonelgaz a dû adapter ses structures. Cette révision des structures était devenue d'autant plus nécessaire que les entreprises privées de réalisation devenaient de plus en plus incapables à répondre au programme considérable.

Une direction de l'électrification a été créée en 1976 pour prendre en charge la réalisation de tout le programme. Cette direction a été organisée en cinq (5) grandes régions (Alger, Oran, Constantine, Sétif et Tougourt) couvrant tout le territoire

national et constituant des unités de base décentralisées dotées de tous les moyens matériels et des ressources humaines nécessaires. Des efforts conséquents ont été entrepris pour répondre aux besoins nombreux en personnel que requiert la réalisation de ce plan qui a créé 4500 emplois nouveaux. L'école technique Sonelgaz de Blida a assuré et continue d'assurer la formation de chefs de brigade et de monteurs électriciens.

L'industrielle



# L'industrialisation : un processus à consolider

par A. BENACHENHOU (\*)

L'industrialisation algérienne a suscité bien des controverses. Ses détracteurs de droite dénoncent le déficit des entreprises publiques, le fonctionnement du monopole du commerce extérieur confié au secteur public, la négligence de l'agriculture, la place subordonnée laissée à l'entreprise privée. Ses détracteurs de gauche dénoncent l'insuffisance de planification des investissements, les surcoûts de l'industrialisation et l'autoritarisme social produit par l'ascension vertigineuse d'une technocratie accablée d'avoir enterré l'autogestion et de prêter peu d'attention à l'élévation du niveau de vie des masses populaires. Les plus inconséquents d'entre eux parlent même d'une ambition socialiste fondée sur la recherche des marchés.

Pourtant, nourrie par un nationalisme économique ancré dans la guerre de libération nationale, l'industrialisation algérienne a produit une dynamique économique et sociale qu'il convient de souligner. Les limites de celle-ci, qu'il faut identifier, ne peuvent conduire qu'à la nécessité de sa consolidation, seule voie à suivre pour éviter de tomber dans la division inégale du travail industriel à l'échelle mondiale.

La dynamique économique produite réside d'abord dans la croissance des investissements. Hors hydrocarbures, ces investissements ont représenté presque 70 milliards de dinars au cours de la période 1967-1978, soit 11 milliards de dinars par an au cours de cette dernière période.

L'outil de production installé s'est diversifié très rapidement. Au cours de la période 1965-1971, l'accent est mis sur les biens intermédiaires et d'équipement destinés à l'agriculture (tracteurs, machines agricoles, vannes et pompes, engrais, tubes) ou au bâtiment et aux travaux publics (camions, acier, ciment, tubes), partiellement sur ceux destinés à l'industrie elle-même (électricité, gaz naturel, machines-outils simples) et enfin sur la production des biens de consommation (textiles, agro-alimentaire, électro-équipement, matériel téléphonique, etc.). Au cours de la deuxième période 1972-1978, l'outil de production industrielle se diversifie encore plus : dans le domaine des produits intermédiaires, les films plastiques, les produits phytosanitaires, les produits sidérurgiques longs, les sanitaires ; la production de charpente, de chaudronnerie, de grues, d'engins de travaux publics, de câbles, de matériel téléphonique, complète la production d'équipements, tandis que, dans le domaine des biens de consommation, l'électroménager apparaît et se développe (cuisiniers, réfrigérateurs, radio-télévision).

Les capacités de production installées en 1980 couvrent entre 70 % et 100 % des besoins des ménages, sauf pour les médicaments, le sucre, les mobiliers et les véhicules particuliers, qui restent largement ou totalement importés. Pour les biens intermédiaires ou les biens d'équipement, cette couverture est de l'ordre de 60 % à 100 %, sauf pour les produits chimiques, l'aluminium, les aciers spéciaux, les engins de travaux publics ou les biens d'équipement industriel, qui restent largement ou totalement importés.

La valeur ajoutée par l'industrie a été multipliée par trois entre 1967 et 1978, même si on estime que le taux d'utilisation des capacités de production installées en 1980 est de 60 % à 70 % pour les unités installées depuis plus de cinq ans et plus faible encore pour les unités plus récentes, obligeant le pays à un effort supplémentaire d'importations. Au cours des années 1980 à 1982, le taux de croissance de la production industrielle s'est accéléré, avec une meilleure montée en production des unités récentes. L'effort d'accumulation passé produit actuellement ses fruits de manière plus nette.

## La dynamique sociale

L'emploi industriel a été multiplié par quatre durant la période 1967-1980, même si on admet que 10 % de ces emplois sont quasiment inutiles au sein des entreprises et que 10 % encore constituent des effectifs de support technique et social à la production. En fin de période, l'emploi industriel constitue 20 % de l'emploi non agricole, hors bâtiment et travaux publics et hydrocarbures.

Deux caractéristiques du développement industriel doivent être aussi notées : la première est que le poids du secteur public s'est fortement accru puisque sa part dans la valeur ajoutée industrielle est passée de 48 % à 73 % et que cette tendance va se confirmer à mesure de la mon-

tée en production de l'outil public. La seconde est que le développement industriel a contribué à un réajustement régional substantiel par les emplois manufacturiers publics et les revenus créés à la faveur de la naissance d'entreprises publiques régionales ou locales et des unités de production locales des entreprises nationales, au point que les wilayas côtières favorisées, qui représentaient 56 % de l'emploi industriel public en 1970, n'en ont plus que 29 % en 1982. De son côté, le secteur privé, à la faveur de la protection des marchés croissants, a pu développer son accumulation aval du secteur public essentiellement dans le textile, la transformation des plastiques, l'industrie alimentaire et celle du bois, du liège et du papier, développant des stratégies de marché et de prix telles que ses résultats financiers résultent plus de la spéculation que de la productivité, sans pour autant restituer à la collectivité nationale, en raison de la forte évasion fiscale, une part de la manne cédente.

La dynamique sociale qui a accompagné le mouvement d'industrialisation est restée en deçà de la dynamique économique.

Dans le secteur public, la gestion socialiste des entreprises (G.S.E.), promue par le pouvoir politique, accède rapidement par l'U.C.T.A., tolérée par la technocratie peu encline à partager le pouvoir, à être mise en œuvre à partir de 1974, comme forme de participation de travailleurs réputés « producteurs-gestionnaires ». Elle a déterminé un meilleur accès à l'information et un certain contrôle des actes de gestion par les collectifs de travailleurs, mais plus fréquemment par leurs représentants choisis selon une procédure globale qui souvent, et récemment encore, n'a pas reçu l'adhésion totale des travailleurs.

## Le coût du processus industriel

La G.S.E. aura au moins déterminé trois processus sociaux positifs. D'une part, sa mise en œuvre a montré la nécessité d'une certaine décentralisation des actes de gestion en faveur des unités de production dotées d'institutions de participation. Elle a aussi permis une liaison plus correcte entre les niveaux de rémunération et les efforts productifs des collectifs, avec notamment un resserrement très net de l'éventail des salaires au cours de la période 1974-1980 et une réduction des frais de gestion. Elle a enfin, et ceci est notable, produit une prise de conscience des limites de la démocratie d'entreprise lorsque les formes de participation des travailleurs, dans l'espace public régional ou national, sont insuffisantes pour garantir que la politique économique globale règle le problème des logements, des transports, des circuits de distribution et de formation de prix, qui affecte indirectement l'effort productif des travailleurs.

Dans le secteur privé, si les droits syndicaux et de grève sont reconnus aux travailleurs, leur pouvoir réel de négociation est faible en raison de la structure des qualifications, de l'instabilité de l'emploi qui en découle et du développement massif du travail au noir que révèlent les statistiques et les enquêtes.

Il convient maintenant d'identifier, avec équité, les limites du processus d'industrialisation tel qu'il s'est concrètement réalisé. Ces limites sont trop nombreuses aux yeux de certains, qui feignent parfois d'oublier que l'acte de développement est nécessairement coûteux parce qu'il est restructurant d'une réalité sous-développée. Le coût de l'industrialisation a été élevé. En raison de l'accélération du rythme des investissements industriels, rendue possible par le réajustement du prix du pétrole et par le maintien nécessaire de la consommation improductive, l'acte d'équipement mais aussi de production industrielle est devenu plus coûteux, d'abord en raison des stratégies des firmes exportatrices d'équipement et d'assistance technique vers l'Algérie, puisqu'on estime, par exemple, que le coût de l'assistance technique s'est accru en valeur absolue et en valeur relative et qu'il représente, en 1978, 2,6 % de la PIB (assistance à l'exploitation) et 11 % des coûts d'investissement.

En 1978, le secteur industriel, hors hydrocarbures, était responsable de 46 % des dépenses d'assistance. La moindre maîtrise des maîtres d'ouvrage sur l'acte d'achat et sur la gestion de projets de plus en plus nombreux et diversifiés, les lenteurs d'une administration mal organisée pour gérer le développement, et enfin le bouleversement de l'univers technologique des collectifs de travailleurs - dont la moitié, selon des statistiques récentes, n'aurait eu

aucune formation professionnelle - ont aussi contribué à accroître les coûts.

Le coût du développement industriel a été alourdi par la multiplication des activités et des fonctions au sein des entreprises publiques. Cette concentration du pouvoir économique, justifiée au départ par la rareté relative des ressources humaines de gestion et de développement, a limité par la suite la mobilisation de ces mêmes ressources et produit des surcoûts de gestion en raison de la taille des entreprises et de l'inadéquation de leur organisation à mesure que leurs activités se diversifiaient.

Le développement industriel lui-même a été inégal. Les priorités industrielles n'ont pas toujours été respectées, ainsi qu'en témoigne le lancement de la production de biens de consommation non prioritaires à un moment où les capacités financières et humaines pouvaient être mobilisées par la consolidation de l'industrie de consommation de masse, l'élargissement des biens industriels nécessaires à l'agriculture et à la construction, et le lancement d'une industrie de biens d'équipement pour laquelle les obstacles techniques, financiers et commerciaux étaient partiellement levés après une décennie de développement industriel. Les statistiques ne révèlent la part faible et en régression de l'industrie de biens d'équipement dans le développement industriel en Algérie. Elle a été de 10,6 % des investissements sur la période 1974-1980 et de 8,6 % pour le plan 1980-1984, ces sommes allant d'ailleurs essentiellement à la production d'équipements pour le bâtiment, les transports et les communications, et beaucoup moins aux équipements industriels stricto sensu.

L'organisation du développement technologique local a opposé et oppose encore les partisans d'une séquence favorisant la remontée, à partir des biens de consommation et des biens intermédiaires, vers les biens d'équipement et la recherche industrielle et ceux qui sont convaincus que les automatismes de marché et le libéralisme technologique, dont ont profité les entreprises, rendent cette remontée problématique, et qui sont donc plus volontaristes en matière de promotion technologique nationale.

Une autre controverse née du développement industriel en Algérie a trait aux effets de blocage que l'industrialisation rapide aurait exercés sur le développement des autres secteurs, en particulier l'agriculture, la construction et les infrastructures économiques et sociales.

En réalité, il est plus raisonnable d'admettre que, sur le marché des biens et des services comme sur celui du travail, le secteur industriel a pu, sans difficultés, concurrencer les autres secteurs que les formes et les règles de gestion immobilisent au motif d'une rationalité financière et d'un atavisme bureaucratique auxquels échappaient très largement les responsables du développement industriel, qui ont aussi complété l'offre locale de biens et de services par un recours intense aux capacités extérieures.

De son côté, le secteur privé industriel, dont la taille initiale a favorisé l'indifférence à son égard, a progressivement construit des marchés dont le fonctionnement a produit, lui aussi, des dérèglements inflationnistes et des mouvements spéculatifs dont émergent les statistiques lorsqu'on les examine soigneusement.

## Les alliances du capital privé

La dynamique sociale a, de son côté, rencontré des obstacles. La tentative sans cesse renouvelée de la technocratie de retenir le pouvoir à son profit au sein des entreprises et de n'accepter, en dehors d'elles, que du bout des lèvres un dialogue social ouvert sur le rythme et les conditions du développement industriel a représenté un de ces obstacles. Les travailleurs, dans un univers inflationniste et face à la pénurie de logements, hésitaient en permanence entre les avantages potentiels d'une cession industrielle limitée aux portes de l'entreprise et un syndicalisme fondé essentiellement sur la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

De son côté, le capital privé, fort de certaines alliances au sein des appareils d'Etat, s'efforçait à la consolidation au lieu de s'occuper à produire et à innover. Il est clair, aussi, que l'insuffisance de règles du jeu très claires à son égard l'a autorisé à ne respecter quasiment aucune, se confortant dans une semi-clandestinité.

Si on considère maintenant les moyens de consolider la politique in-

dustrielle comme instrument de construction d'une économie nationale, quelques lignes d'action s'imposent de manière évidente. La première est la mobilisation du réservoir de productivité né de l'écart entre l'ampleur de l'effort d'accumulation industrielle et le volume des productions qui en est résulté. Les mesures déjà en cours, telles la restructuration des entreprises ou la réforme des règles de rémunération, devraient porter leurs fruits si des visions trop abstraites ou trop générales ne l'emportent pas sur la connaissance de la réalité industrielle. En particulier, la multiplication et la spécialisation du nombre des entreprises ne seront utiles que si les tâches de coordination, d'impulsion de l'exploitation et du développement sont remplies avec efficacité et que si le poids des critères financiers imposés aux entreprises ne pèse pas sur la logique de développement de certaines activités qui restent à promouvoir.

## Un code de conduite

Mais il paraît évident que la croissance de la production industrielle restera malgré tout dépendante des résultats qui seront obtenus en matière de politique du logement et de maîtrise de l'inflation. Faute de ces résultats, l'absentéisme, la mobilité du travail, les mouvements sociaux, risquent d'être un frein objectif à la montée en production de l'outil industriel.

En effet, on ne doit pas oublier que, si la productivité du travailleur de l'industrie a reculé de 13 % entre 1967 et 1978, son pouvoir d'achat, lui, a reculé de 12 %, tandis que la production de logements à l'échelle nationale a plutôt favorisé les zones rurales et les classes moyennes dans les villes, le logement social étant resté largement en deçà des besoins objectifs d'une classe ouvrière en expansion.

C'est dire que la bataille industrielle se gagnera aussi dans la

(\*) Professeur agrégé à l'université d'Alger.

hausse de productivité du secteur de l'habitat et une meilleure maîtrise des circuits de distribution de l'offre locale ou importée. Cette mobilisation du potentiel productif contribuera à la réduction du coût du développement industriel lui-même, en élargissant l'offre locale des biens d'investissement. Mais les surcoûts ne résultent pas uniquement de causes internes : leur réduction suppose une meilleure maîtrise de l'acte d'achat à l'étranger, en particulier par une gestion plus performante des programmes d'importation et par une plus grande mobilisation en vue d'un accès moins onéreux et plus fiable aux moyens technologiques étrangers. L'Algérie a, par le passé, fortement milité en faveur de cet objectif et en a fait une des priorités du nouvel ordre économique international (N.O.E.I.).

La troisième ligne d'action est la consolidation et l'élargissement de la base industrielle. Pour avoir financé son accumulation par la mobilisation de la rente liée aux hydrocarbures et l'emprunt extérieur, l'Algérie se trouve face à l'obligation de préparer, sans précipitation mais méthodiquement, son avenir industriel aussi bien pour réduire sa dépendance technologique que pour promouvoir ses exportations industrielles.

L'industrie de biens d'équipements, l'ingénierie de « process » et la recherche industrielle constituent les éléments centraux de la préparation de l'avenir des générations montantes.

Une vigilance plus grande encore est indispensable pour compenser les risques de division inégale du travail industriel à l'échelle mondiale parée des atouts de l'interdépendance entre les nations. La coopération Sud-Sud, récemment mise à l'honneur en Algérie, n'a de sens que par rapport à cet objectif fondamental.

Enfin, la quatrième ligne d'action qui s'impose est celle de la construction du marché privé. En effet, si personne ne doute de la nécessité de mobiliser un potentiel de productivité et de dynamisme présent dans l'artisanat et la petite entreprise privée, on doit être conscient que, faute d'organiser la concurrence au sein des branches industrielles où le sec-

teur privé est appelé à jouer un rôle croissant, le développement de ce secteur risque fort d'élargir le prédominance du produit global sans contrepartie productive réelle. Un code de conduite est ainsi devenu indispensable qui puisse permettre d'inscrire objectivement l'entreprise privée dans l'effort de développement national.

## La seule voie d'avenir

Le plan 1980-1984 a été conçu comme un plan de réajustement en faveur de l'agriculture et de l'hydraulique, des infrastructures économiques et sociales et du logement. Le développement industriel est relativement freiné au profit des autres secteurs, tandis que des efforts de réorganisation sont faits en vue d'améliorer la productivité des activités non agricoles en général.

Étant données les caractéristiques démographiques, agricoles, financières de l'Algérie, la seule voie d'avenir est la consolidation et l'extension du développement industriel. Aussi bien, rien ne doit être épargné pour stabiliser les collectifs de travailleurs et les équipes de gestion en vue de mettre maintenant à profit une expérience industrielle chèrement payée par le pays.

La redistribution du pouvoir économique, dont la justification est l'impératif d'approfondissement du processus de planification et la poursuite de l'expérience de participation des travailleurs, ne doit conduire ni à l'annulation de la décision économique publique, source de surcoûts excessifs, ni à la concentration exagérée de cette même décision, source d'immobilisme. Au-delà des jugements hâtifs, cachant des stratégies douteuses, l'industrialisation algérienne doit être analysée avec lucidité et, à travers les ajustements nécessaires de courte période, doit être poursuivie avec méthode.

L'Algérie a, pendant vingt ans, patiemment reconquis son pouvoir économique interne et ne peut se permettre de délaisser un instrument essentiel de l'autonomie et de l'indépendance économique.

(Publicité)

## FAITES CONNAISSANCE AVEC L'I.N.R.H.

Institut national des ressources hydrauliques

Tout le ministère de l'Hydraulique dont le siège est situé au lieu-dit « Clairbois » avenue Mohamed-Bi-Mourad-Rais, Alger

### A - MISSION

L'Institut national des ressources hydrauliques (I.N.R.H.), établissement à caractère administratif, créé par décret n° 81-167, du 25 juillet 1981, a pour mission la mise en application des programmes d'inventaire des ressources en eau et en sols irrigables du pays.

### B - DOMAINES D'INTERVENTION DE L'I.N.R.H.

- B1 - DANS LE DOMAINE DE L'HYDROGÉOLOGIE (EAUX SOUTERRAINES) :
  - Réalisation de l'inventaire et du bilan des ressources en eau ;
  - Surveillance des nappes ;
  - Réalisation des cartes de ressources en eaux souterraines ;
  - Mise en œuvre de décisions relatives à la conservation qualitative et quantitative des ressources en eaux.

### B2 - DANS LE DOMAINE DE L'HYDROLOGIE (EAUX DE SURFACE) :

- L'I.N.R.H. gère le réseau hydroclimatologique ;
- Diffuse les données hydroclimatologiques ;
- Effectue les études méthodologiques sur les régimes en vue de la réalisation de l'inventaire des ressources ;
- Réalise des études hydrologiques liées à des aménagements ;
- Étudie l'ensemble des phénomènes hydrologiques ;
- Met progressivement en place un réseau de prévision des crues.

### B3 - DANS LE DOMAINE DE LA PÉDOLOGIE, DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE :

- L'I.N.R.H. est chargé :
  - De réaliser l'inventaire des ressources en sols ;
  - De cartographier les caractéristiques hydrodynamiques des sols ;
  - D'étudier les aptitudes culturales des sols ;
  - D'apprécier l'évolution de la nature des sols en vue d'assurer leur protection.

### B4 - DANS LE DOMAINE DES ANALYSES :

- L'I.N.R.H. a pour mission :
  - De définir les normes de potabilité des eaux ;
  - De répondre aux besoins en matière d'analyses chimiques des eaux et des sols ;
  - De promouvoir un programme de contrôle de la pollution sur toutes les formes ;
  - D'élaborer les données techniques nécessaires aux projets de traitement et d'épuration des eaux.

### C - STRUCTURES

- En plus des structures centrales implantées à Alger, l'I.N.R.H. est représenté à l'heure actuelle par :
  - Deux directions régionales : Oran et Constantine ;
  - Une antenne à Annaba ;
  - Vingt-cinq (25) secteurs hydrologiques réparties à travers l'ensemble du territoire national.

### D - PERSPECTIVES

Pour répondre aux objectifs qui lui sont assignés, l'I.N.R.H. se propose d'étendre les structures créées ci-dessus en vue de les porter à l'issue de la période quinquennale :
 

- De deux (2) à six (6) pour les directions régionales ;
- De une (1) à quinze (15) pour les antennes (à raison d'une antenne pour « bassin versant ») ;
- De vingt-cinq (25) à trente-deux (32) pour les secteurs hydrologiques.



(PUBLICITÉ)

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

# SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULERIES, MEUNERIES, FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

(SN SEMPAC)

LA SN SEMPAC :

## DÉVELOPPEMENT — PRODUCTION — COMMERCIALISATION

Les produits fabriqués et commercialisés par la SN SEMPAC contribuent beaucoup à satisfaire les besoins énergétiques exprimés en calories de l'individu.

Ils contiennent une ration non négligeable de protéines végétales et de sels minéraux indispensables pour le fonctionnement harmonieux des fonctions vitales de l'être humain.

Compte tenu de leurs composantes nutritives, les produits de la Société Nationale SN SEMPAC participent, en termes de valeurs énergétiques, à la ration alimentaire de l'individu, pour 64 % environ. Cette participation était de 61,70 % en 1975.

Sur la base des ventes réalisées, les consommations « per capita » de semoules et farines enregistrées durant l'année 1973 se situaient à 78,80 kg. Selon les statistiques établies par le Secrétariat d'État au Plan, les dépenses alimentaires globales par habitant pour l'achat des produits à base céréalière représentaient 10 % des budgets familiaux.

En 1975, la consommation « per capita » de semoules et farines est passée à 100,18 kg. Pour l'année 1980, l'organe central de la planification a fixé la consommation de ces produits à 179 kg/habitant/an.

Aussi, la consommation « per capita » est appelée à augmenter sensiblement dans les années à venir corrélativement avec le rythme de la progression démographique, l'élévation du niveau de vie et la détermination du pays.

La ration alimentaire elle-même s'est améliorée en passant de 1 769 en 1969 à 2 079 en 1973 et à 2 154 en 1977.

C'est dire l'importance que revêt l'opérateur de la Société Nationale SN SEMPAC pour la prise en charge, la planification et l'exécution de la politique alimentaire nationale.

### ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

La Société Nationale SN SEMPAC devait faire face à la pression sans cesse croissante de la demande résultant :

- de l'explosion démographique ;
- de l'élévation du niveau de vie ;
- de la diminution de la part de l'autoconsommation en raison de la révalorisation des produits agricoles (augmentation des prix de blés à la production) ;
- de la pénétration du réseau de distribution de la Société Nationale SN SEMPAC ;
- de la perturbation du marché des légumes et des féculents et de la hausse des prix de ces produits.

### LA FONCTION DÉVELOPPEMENT AU SEIN DE LA SN SEMPAC

Durant la décennie écoulée, l'entreprise a consenti d'importants efforts en matière de développement, plus particulièrement dans la réalisation d'unités de production, pour tenter de combler le déficit.

C'est ainsi que la fonction développement occupe une place prépondérante au sein de l'entreprise, qui n'a pas cessé de lui accorder l'importance voulue tant en matière de moyens structurels qu'en moyens financiers, en liaison avec l'évolution et la complexité des tâches qui lui incombent.

La nécessaire prise en charge par la Société Nationale SN SEMPAC, au plan de la conception des projets futurs à réaliser, a déterminé dans le courant de l'année 1980, dans le cadre de la restructuration des directions fonctionnelles de l'entreprise, le renforcement de la division engineering et développement.

Cette nouvelle orientation a donné à la fonction développement une dimension nouvelle en matière d'études et du suivi des réalisations.

L'engineering ainsi créée constitue un élément tout à fait nouveau qui cadre avec la politique suivie par l'entreprise en matière de réalisations des projets.

L'objectif visé en matière d'engineering au sein de la Société Nationale SN SEMPAC est la mise en valeur de réelles possibilités existantes quant à la maîtrise au plan de la conception d'une partie des études pour la réalisation des projets moulins notamment.

Cet objectif prôné au niveau de l'entreprise est repris dans les faits grâce aux structures nouvelles mises en place.

Bien qu'il existe actuellement certaines limites d'ordre conceptuel et technique, une détermination et une volonté certaines, qui puisent leur source dans les acquis importants réalisés à ce jour par l'entreprise, ont fait qu'il était possible de démarrer l'engineering au sein de la Société Nationale SN SEMPAC.

Les acquis en question se résument dans :

- la maîtrise du processus technologique dans le domaine de la meunerie (l'ensemble du personnel d'encadrement algérien) ;
- la capitalisation de l'expérience en matière de réalisation des projets planifiés (divers types de contrats) ;
- l'existence d'une étude de standardisation des moulins et silos réalisés pour le compte de la Société Nationale SEMPAC et qui constitue un potentiel scientifique et technique d'ordre.

Ainsi, le but recherché, et ce, dans le cadre de la politique de développement prônée en Algérie, est de passer du simple statut de consommateur de technologie au statut de producteur de technologie.

Car si l'importation de la technologie externe d'une manière générale s'avère indispensable au départ, elle devrait constituer un moyen d'intériorisation du processus de production des techniques au cours d'une phase ultérieure.

Cette phase, il faut bien le souligner, devrait être intégrée dans un processus qui toucherait toutes les capacités scientifiques et techniques nationales et à tous les niveaux de qualification.

L'action montante des équipements est toujours appréhendée par la Société Nationale SN SEMPAC avant son démarrage.

C'est dans ce sens qu'elle envoie en formation, pour chaque projet à réaliser, une équipe pluridisciplinaire de techniciens pour une adaptation au poste auprès du fournisseur des équipements et qu'elle assure la formation de haut niveau et de la cheville ouvrière dans son école :

Ecole algérienne de meunerie de Blida.

La perception de cette participation à la phase montage des équipements ne reflète en réalité que le bien-fondé de l'attitude adoptée par l'entreprise face aux partenaires étrangers.

A ce titre, il faut sans doute parler ici de la décision prise par la Société Nationale SN SEMPAC de procéder au montage de tous les équipements de la biscuiterie de Chercell (6300 x/J) par des techniciens algériens sans aucune assistance technique étrangère.

Dans le cadre de la diversité relative aux différents types de contrats établis par la Société Nationale SN SEMPAC à savoir lots séparés et clés en main, l'entreprise a acquis une expérience intéressante pour les projets futurs à réaliser.

Il faut souligner que la Société Nationale SN SEMPAC n'a jamais conclu de contrat produit en main, et ce, grâce à la maîtrise de processus technologiques dans le domaine de la meunerie par ses propres techniciens.

### ACTIVITÉ PRODUCTION

Au lendemain de sa création, la Société Nationale SN SEMPAC s'est vu confier la gestion et le développement des semouleries, minoteries, fabriques de pâtes alimentaires héritées de l'époque coloniale et caractérisées par une vétusté des installations, une hétérogénéité des procédures de gestion et la sous-qualification du personnel.

Au plan organisationnel, les premières structures de gestion dans le secteur furent les comités de gestion : forme d'organisation spontanée témoignant de la prise de conscience des travailleurs du secteur. Le principe d'organisation a été alors généralisé à l'ensemble du secteur qui a été nationalisé le 22 mai 1965.

Les impératifs de conciliation de l'autonomie de gestion confiée par l'autogestion à ces comités et d'une politique nationale cohérente et solidaire en vue du développement du secteur ont conduit à une restructuration suivant le thème de l'autonomisation de la fonction production par la création d'entités économiques de production.

Devant cette situation et pour répondre aux impératifs de la demande nationale, une action de réorganisation d'unification des procédures et de maîtrise des unités de production a été mise en place.

En outre, l'évolution démographique et l'impact des plans de développement sur les revenus des ménages ont accentué des actions d'engorgement dans les domaines production et maintenance en vue de l'augmentation de la production destinée à limiter les besoins en importation de produits finis parallèlement au lancement et à la réalisation d'un vaste plan de développement de l'entreprise visant à assurer la satisfaction totale de la demande nationale.

Le blé, demeurant la base de l'alimentation de notre société, fournit par le pain dans la consommation individuelle par jour la majeure partie des calories.

A cet effet, en tant qu'agent industriel et commercial intervenant comme un outil de planification adéquat en matière de politique alimentaire, le rôle de transformateur des blés et de fabricant de produits dérivés (semoules, farines, pâtes alimentaires, couscous, pain, etc.) de la SN SEMPAC lui assigne d'autres responsabilités dans les domaines de l'industrie, de la sécurisation, de l'approvisionnement du marché national et de l'indépendance économique.

La prise en considération de la situation alimentaire par la SN SEMPAC, de par son rôle très important dans la vie économique du pays, l'a amenée dès 1973 à lancer un plan de développement très ambitieux.

Avant l'entrée en production des nouvelles capacités projetées, l'entreprise devait répondre à la demande sur ces produits par :

- l'allongement du temps de marche des unités de production qui est passé de 250 jours/an à plus de 330 jours/an ;
- l'utilisation rationnelle des matières premières mises en œuvre ;
- une meilleure maîtrise du processus de production et des techniques.

Les gains réalisés par l'allongement du temps de marche sont de 12,33 % pour la farine, 17,35 % pour la semoule et 56,51 % pour les pâtes alimentaires entre 1975 et 1980.

Le programme de développement a permis à ce jour de doubler la capacité initiale. Ce programme a également permis le développement de la production d'autres produits.

Nous citerons à cet effet l'accroissement de 300 % en pâtes alimentaires, la couverture de la demande nationale en levure de panification, la production de biscuits qui participe à la satisfaction de plus de 50 % de la demande, la production industrielle du pain et la production d'aliments infantiles « Sabiamine ».

Les effets heureux de cette politique sur la sécurité alimentaire des citoyens seraient limités sans une action de protection du consommateur à travers un contrôle rigoureux de la qualité des produits.

C'est ainsi qu'un vaste réseau de laboratoires a été mis en place au niveau des unités de production pour les contrôles relatifs aux aspects chimiques, physiques et organoleptiques et au niveau régional pour les aspects bactériologiques et recherches appliquées.

Nous ne terminerons pas sans souligner un point saillant de ce potentiel de production, à savoir sa MAINTENANCE.

En effet, les résultats obtenus de la satisfaction des besoins du citoyen n'auraient pas abouti au niveau atteint sans la mise en place d'une organisation rationnelle de la fonction maintenance et de l'efficacité de ses interventions.

Deux orientations fondamentales ont été suivies parallèlement et représentent les éléments constitutifs de la politique de maintenance :

- soutien aux unités de production ;
- développement de la fonction maintenance.

En ce qui concerne les pièces et accessoires des chaudronneries (représentant environ 20 % des installations d'une semoulerie) l'ensemble des besoins exprimés par les unités sont couverts par les ateliers de l'entreprise.

Enfin, la décentralisation de la fonction maintenance a permis une plus grande responsabilité de l'unité de production en matière d'entretien, de gestion et de conservation des biens constituant son patrimoine.

### LA COMMERCIALISATION

La fonction commercialisation de la Société Nationale SN SEMPAC a été organisée à partir de 1968 après la nationalisation du commerce de gros pour se substituer à quelque 1 200 grossistes privés. De 1968 à 1976, la distribution était assurée conjointement par la SN SEMPAC et l'ONACO pour le sud du pays.

Dès 1976, la SN SEMPAC devait prendre en charge intégralement la distribution de ces produits en se dotant de moyens organisationnels, matériels et humains appropriés et en l'inscrivant dans un processus de forte décentralisation des pouvoirs d'action et de décision.

Les 31 unités polyvalentes économiques de wilaya devaient dès lors la pierre angulaire d'une politique commerciale dont les objectifs essentiels visaient :

- à satisfaire en tous lieux du territoire national les besoins essentiels des populations ;
- à protéger le pouvoir d'achat des populations par le contrôle et la stabilisation des prix ;
- à écouler, orienter et soutenir la production nationale.

La réalisation de ces objectifs était sous-tendue par une pénétration accrue du marché conditionnée par une densification du réseau de distribution et un équivalent important en moyens de transport permettant de garantir la disponibilité et le réapprovisionnement exigés par la demande.

La priorité accordée aux investissements de production aux premier et deuxième plans quadriennaux avait relégué la fonction commerciale dans un état de sous-équipement tel que le projet commercial de la SN SEMPAC apparaissait insurmontable.

Dès lors, une mobilisation accrue des moyens de production et de l'appareil commercial devenait indispensable à la réalisation de l'objectif visé à l'horizon 1980 pour le deuxième plan quadriennal d'offrir une ration alimentaire de 170 kg de céréales « per capita ».

L'appareil commercial devait, à son tour, connaître un développement accéléré, comme l'illustrent l'extension du circuit de distribution et le parc de transport.

Composé de 165 dépôts et points de vente en 1976, le circuit de distribution était composé à la fin de l'année 1981 de 809 dépôts, soit une évolution de plus de 100 dépôts par an.

En 1980, déjà, la quasi-totalité des communes du pays étaient couvertes par le réseau SN SEMPAC.

Les résultats obtenus de cette extension du réseau ont été :

- un accroissement sensible de la demande sans rapport avec l'extension démographique qui indique une satisfaction plus grande des besoins d'un plus grand nombre de consommateurs. Le taux de croissance des ventes observées sur la période 1976-1981 donne 8,6 % pour les semoules, 4,9 % pour les farines et 7,2 % pour les pâtes alimentaires ;
- une disponibilité plus étendue de la gamme des produits SN SEMPAC sur l'ensemble du territoire national pour atteindre les localités les plus enclavées. En 1976, certaines wilayates du pays méconnaissaient les pâtes alimentaires ;
- un contrôle des prix appliqué à la consommation. Le réseau de distribution comptait plus de 250 points de vente témoins qui réalisaient la distribution directe au consommateur et qui affichaient les prix réglementaires.

— une information du public sur la production nationale, toute la production SN SEMPAC, et notamment par les produits où l'offre est marginale par rapport aux besoins (biscuits, confiseries, chocolats...), était diffusée sur l'ensemble du réseau.

Le réseau de distribution de la SN SEMPAC, alimenté par 110 unités de production et 9 ports, dessert pour sa part quelque 45 000 clients constitués de 4 000 boulangers, 40 000 détaillants, des collectivités, coopératives de consommation, etc.

Pour plus de 60 % de cette clientèle, la livraison directe magasin-client est assurée par les moyens propres de l'entreprise.

Le support logistique de la production et de la commercialisation est essentiellement assuré par les moyens de transport de l'entreprise.

Le parc s'est accru de 1 000 véhicules entre 1977 et 1981 en véhicules de différents types de tonnage réalisant 5,5 millions de tonnes pour 1981, soit 90 % du total des marchandises transportées.

A l'instar de la fonction de distribution, la fonction transport est entièrement dévolue aux unités polyvalentes économiques de wilaya qui ont la charge de l'exploitation et de la maintenance de leur flotte.

La nécessité de concilier les impératifs d'entretien du parc avec sa taille ont amené la SN SEMPAC à donner la priorité aux véhicules de fabrication nationale ; c'est ainsi que la marque SONACOME compose actuellement 80 % du parc.

Pour faire face à la demande et en appoint à la production nationale, la Société Nationale SEMPAC réalise des importations au travers des 9 ports. Ces importations sont essentiellement destinées aux wilayates déficitaires et sont réalisées par les neuf unités polyvalentes économiques de wilaya.

Les problèmes que l'entreprise s'attache à résoudre dans la prochaine étape sont :

- dans le domaine du stockage et de la sécurité alimentaire, la réalisation d'une infrastructure viable offrant les meilleures conditions de sécurité des approvisionnements et des produits et un meilleur accueil et service à la clientèle ;
- dans le domaine des transports, la réalisation d'une infrastructure de maintenance adaptée à la dimension du parc actuel, composé de plus de 2 000 véhicules lourds, et la recherche d'une coordination à l'échelon soit régional, soit central, avec d'autres opérateurs pour l'optimisation de l'utilisation de ce potentiel important ;
- dans le domaine de l'organisation commerciale :
  - au niveau des structures, l'amélioration et la valorisation des tâches commerciales par leur simplification et leur assouplissement permettant ainsi de réduire les formalités de vente et d'accélérer l'exécution des services à la clientèle. La pratique de la livraison à domicile sera généralisée à l'ensemble de la clientèle sur le territoire national, notamment dans les localités les plus reculées ;
  - au niveau de la politique des produits, l'amélioration de la qualité et l'élargissement des gammes aux goûts du consommateur seront poursuivis par des micro-investissements de valorisation et d'innovation de l'appareil de production et le développement d'activités nouvelles (aliments infantiles, biscuits, levures...).

Ces actions seront sous-tendues, évidemment, par des mesures de rigueur dans la gestion et le contrôle de l'appareil commercial, de telle sorte que soient non seulement équilibrés ses coûts de fonctionnement, mais aussi qu'ils deviennent la source d'accumulation nécessaire au développement de l'entreprise.

L'agriculture



UNERIES,  
DUSCOUS

ATION

## L'agriculture : un secteur qui doit devenir prioritaire

par SLIMANE BEDRANI (\*)

L'AGRICULTURE algérienne, après vingt années d'indépendance, est dans une situation de crise.

L'agriculture reste extensive, l'ensemble céréales-jachères continuant d'occuper plus de la moitié de la superficie agricole utile, même dans le secteur agricole d'Etat, pourtant le plus « moderne » (cf. tableau 1).

La production n'a que faiblement augmenté (cf. tableau 2). De 1967 à 1973, son taux de croissance annuelle a été de 1 % et, de 1974 à 1977, de 2 % seulement.

De son côté, la population continue de croître à un rythme élevé : 32,6 % en 1977 et 33,4 % en 1979.

Pourtant, la dernière enquête sur la consommation des ménages (1979) montre que les Algériens, en moyenne, mangent quantitativement et qualitativement mieux qu'en 1967-1968. L'amélioration provient, en fait, principalement d'un accroissement massif des importations. Ainsi, pour les céréales — aliment de base de la population — les importations dépassent actuellement la production (cf. tableau 3).

Comme pour de nombreux pays du tiers-monde, le poids des importations alimentaires devient de plus en plus lourd. En dinars courants, celles-ci ont été multipliées par cinq entre 1966 et 1979 et représentent cette année 16 % des importations totales et 15 % des exportations d'hydrocarbures.

Comment en est-on arrivé là ?

Les réponses à cette question se trouvent dans la stratégie, effectivement réalisée, consistant à favoriser systématiquement les secteurs non agricoles sur le plan de l'affectation des ressources, dans le choix d'un modèle de production agricole difficile à étendre rapidement à l'ensemble de l'agriculture, dans l'existence de la rente minière provenant des hydrocarbures, à la poursuite de résoudre jusqu'à maintenant les problèmes alimentaires de la population, et, enfin, dans la faiblesse politique des masses rurales à défendre leurs intérêts face aux couches dominantes urbaines.

### Le déséquilibre dans l'affectation des ressources

Incontestablement, l'agriculture a pâti du modèle d'industrialisation adopté par l'Etat. D'emblée, celui-ci ne s'est pas interrogé sur le type d'industrie à promouvoir : il devait, en tout point, être semblable à celui des pays les plus avancés. L'importation des usines ou produits clés en main de beaucoup des ensembles industriels algériens traduit cette option.

L'Etat ne s'est pas non plus interrogé sur le rythme de l'industrialisation : il devait être plus rapide, brûler les étapes. Il l'a été : ceux qui ont connu le pays au début des années 60 et qui le reviennent aujourd'hui sont étonnés par la transformation de certains paysages sous l'effet de ce qu'on peut appeler, sans exagérer, une véritable bulimie industrialiste.

Mais cette façon de faire se révèle dévoratrice de beaucoup d'argent, d'équipements, de cadres, de force de travail qualifiée, de ressources de toute nature. Et malgré la stratégie officiellement fondée sur la théorie des industries industrialisantes — impliquant pourtant une liaison étroite entre agriculture et industrie, — l'agriculture va subir une concurrence sur tous les plans, qui freinera dramatiquement sa croissance.

En matière d'affectation des ressources pour l'investissement, la part relative de l'agriculture connaît une décroissance régulière et reste modeste par rapport à ce qui est accordé aux autres secteurs de l'économie (1). La part de l'agriculture, de l'hydraulique et des pêches dans les investissements publics réalisés tombe de 20,5 % à 12 % et à 7,4 % respectivement pour les périodes 1967-1969, 1970-1973 et 1974-1977. Certes, le montant absolu des investissements augmente, passant de 3 162 millions de dinars (1 dinar = 1,50 franc) en moyenne annuelle pour la période 1967-1969 à 29 766 millions de dinars en 1979 (1980). Cependant, celle-ci demeure faible par rapport aux besoins énormes d'une agriculture (et d'un milieu rural en général) sous-équipée, aux sols en voie de dégradation rapide, aux ressources en eau mobilisées très faibles pour un climat semi-aride, à la population paupérisée dans de nombreuses régions.

On a montré qu'il ne suffit pas d'accorder des masses financières importantes à l'agriculture pour qu'elle se développe (2). Encore faut-il que se trouvent sur le marché les biens et les services indispensables à la réalisation des investissements et au déroulement normal des processus de travail agricoles. De ce point de vue, parce qu'ils paient mieux la force de travail (qualifiée ou non), parce qu'ils se trouvent généralement dans les villes, donc près des centres de décision, parce que la concentration de leurs investissements près des centres urbains leur permet de trouver plus facilement des entreprises de réalisation et des facilités d'approvisionnement, parce qu'ils jouissent d'un prestige social plus grand que le secteur agricole, les secteurs non agricoles accaparent de façon quasi monopolistique les ressources limitées disponibles (3).

Pour toutes ces raisons et pour d'autres aussi (concentration des investissements sociaux dans les villes et persistance de mauvaises conditions de vie — logement, santé, scolarisation — à la campagne), les cadres et la force de travail — qualifiée ou non — choisissent de vivre en milieu urbain, les entreprises et les capitaux privés préfèrent travailler et s'investir en ville.

### Un modèle technologique inadéquat

Le déséquilibre, aux dépens de l'agriculture, dans l'affectation des ressources est d'autant plus fâcheux que le modèle technologique que tente de généraliser, dès le départ, la politique agricole est résolument « moderniste » (4). Celle-ci cherche à promouvoir une agriculture fortement mécanisée, fortement utilisatrice de produits chimiques et d'intrants industriels, requérant une force de travail hautement qualifiée, intégralement marchande bien évidemment. Comme pour l'industrie, il n'est point question de modèle adapté aux conditions économiques, techniques, sociales du pays : il s'agit de faire mieux que les colons et de copier, autant que possible, les modèles technologiques d'Amérique du Nord ou d'Europe.

Malheureusement, comme pour les usines ou produits clés en main, ce modèle n'aurait pu fonctionner de façon correcte que si l'Algérie avait été déjà un pays hautement industrialisé ou, tout au moins, un pays recevant sans barrière d'entrée les flux de biens, services et force de travail qualifiés nécessaires au fonctionnement des éléments importés des modèles technologiques adoptés. Or, d'une part, les responsables de l'économie ont la volonté de contrôler les échanges extérieurs (5) et multiplient donc les procédures d'importation déjà compliquées ; d'autre part, les capacités matérielles, humaines et financières sont limitées (6).

Le résultat est que les ensembles industriels comme l'agriculture « moderne » travaillent en dessous de leur capacité de production, non par absence de débouchés, mais par absence de maîtrise des modèles technologiques choisis (7). Ainsi les vaches laitières importées d'Europe sont loin d'atteindre les rendements qu'elles ont dans leurs pays d'origine, parce qu'elles ne trouvent pas dans les fermes algériennes et dans l'environnement de celles-ci, l'ensemble des biens et services nécessaires (approvisionnement suffisant en quantité et en qualité, logement, soins...). Ainsi, les céréales, qu'on veut produire comme en Belgique, bénéficieront-elles peut-être de toutes les façons culturelles et de tous les engrais nécessaires, mais seront envahies par les mauvaises herbes parce que le désherbant aéra fait défaut pour une raison ou pour une autre. Ainsi, il est possible d'avoir de belles récoltes de fruits ou de légumes, mais on manquera de routes et/ou de moyens de transport pour les acheminer totalement vers les marchés.

### Rente minière et importations alimentaires

Le choix de cette technologie fortement dépendante du marché mondial et, également, la volonté de l'étendre rapidement à toutes les exploitations agricoles se traduisent ainsi par des gaspillages de ressources et une faible efficacité des investissements.

La rente minière dont bénéficie l'Algérie grâce à l'exportation des

hydrocarbures a, dans un certain sens, constitué un frein au développement agricole (8). En effet, elle a permis l'accumulation massive des importations de produits agricoles et alimentaires et a donc rendu moins urgente la mise en œuvre d'une politique agricole énergique, moins subordonnée aux politiques menées dans les autres secteurs de l'économie. En permettant de fournir à la population les produits de base à des prix largement subventionnés (ou achetés sur le marché mondial à prix bas), la rente minière a partiellement découragé la production agricole, donc l'illusion d'une faible importance de l'agriculture, persuadé qu'il n'était pas dangereux de laisser précéder les zones d'agriculture jugées marginales et cela malgré le maintien du discours sur la nécessité d'accroître la production agricole et d'améliorer le niveau de vie des masses rurales.

Contrôlée par les couches étatiques dominantes urbaines, la rente minière favorise et renforce la subordination des campagnes aux villes tout en permettant d'amortir ou d'atténuer les tensions pouvant apparaître dans certaines régions, entre certains groupes sociaux. Elle inhibe ainsi en partie, mais en ce sens elle n'est pas le seul facteur, la constitution d'une organisation paysanne et de travailleurs agricoles pouvant intervenir, en tant que groupes de pression puissants, dans la définition des objectifs socio-économiques fondamentaux.

L'Union nationale des paysans algériens — seule organisation autorisée des paysans et travailleurs agricoles — sous la tutelle du F.L.N. a toujours été une organisation relativement fragile. Les dirigeants, à quelque niveau qu'ils soient, ont peu de poids face aux autorités administratives qui concentrent le pouvoir effectif entre leurs mains. De ce fait, les dirigeants de l'U.N.P.A. ont tendance à être davantage les porte-parole du pouvoir auprès des paysans que l'inverse. Cela conduit les travailleurs agricoles et les paysans à ne considérer que de façon formelle l'Union, à ne se mobiliser que peu en son sein, à essayer de régler leurs problèmes de façon individuelle, quand ils en ont la possibilité. Travailleurs agricoles et paysans pauvres n'ont jamais constitué une force réelle, et a fortiori pu acquiescer une expression politique autonome, même aux moments les plus forts de la révolution agraire où certains éléments des villes (étudiants et travailleurs volontaires) ont tenté d'aider l'Union, à cette époque naissante, à constituer la réserve de main-d'œuvre où puisent au fur et à mesure des besoins, les acheteurs de force de travail.

### Vers une nouvelle politique dans l'agriculture ?

Le premier plan quinquennal (1980-1984) semble amorcer un tournant décisif pour l'agriculture. Celle-ci bénéficie, en ce sens, de ce plan, de 20 milliards de dinars, soit autant qu'il avait été prévu d'investir pendant les treize années précédentes. Quant au secteur de l'hydraulique, les investissements prévus s'élèvent à 23 milliards de dinars, soit trois fois et demie ce qu'il y a été dépensé durant la période 1967-1978.

La politique tracée par ce plan vise la « débureaucratisation » de l'agriculture, la restructuration des exploitations « autogérées » et accordé un intérêt plus grand au secteur agricole privé. Cependant, les choix stratégiques antérieurs semblent plus avoir subi des aménagements qu'avoir été radicalement bouleversés. Le premier indice en est que la part relative de l'agriculture dans les investissements totaux demeure modeste. Agriculture, forêts, hydraulique et pêches ne totalisent que 11,8 % des investissements prévus au titre du plan quinquennal, contre 15,7 % au seul développement des hydrocarbures. Le deuxième indice en est que, bien qu'augmentant en termes absolus, les investissements dans l'agriculture continuent de connaître un faible taux de réalisation. Celui-ci a même tendance à baisser pour ce qui est des investissements décentralisés (effectués au niveau des wilayates) sur un cours budgétaire (9).

En 1981, les exploitations agricoles (tous secteurs juridiques confondus) et les coopératives agri-

coles de services n'ont utilisé que 37 % des crédits accordés pour cette année-là. Quant aux investissements centralisés (effectués au niveau du ministère de l'Agriculture), les paiements cumulés fin 1981 ne représentent que 19,4 % des autorisations de programme prévues.

Le faible taux de réalisation est, certes, dû en partie aux problèmes posés par la réorganisation des structures agricoles (exploitations, offices agricoles et administration centrale) depuis 1980, mais il est aussi l'indice de ce que l'agriculture continue d'être une préoccupation secondaire des autorités. La « débureaucratisation » de l'agriculture consiste en la restructuration des exploitations agricoles d'Etat et des offices de l'agriculture. Elle inclut la libération de la commercialisation pour le secteur agricole d'Etat.

### Accroissement ou contrôle du profit ?

De nature purement technique, la restructuration vise à refaçonner les exploitations de manière qu'elles deviennent, selon les termes officiels, « humainement gérables et économiquement viables ». Il s'agit de redécouvrir les domaines « autogérés » et les coopératives nées de la révolution agraire pour faire des exploitations moins grandes du point de vue des superficies, plus spécialisées sur le plan des productions, et de les doter de tout le capital et de la main-d'œuvre qualifiée nécessaires (10). Actuellement en cours, cette action se heurte au moins à deux obstacles. Le premier est l'insuffisance du nombre d'ingénieurs et de comptables (on en prévoit un par exploitation). Cela a obligé le regroupement des exploitations « restructurées » en « unités mères » dont on ne voit pas très bien en quoi elles diffèrent, sur le plan de la gestion, des anciennes domaines. Le second obstacle est l'indifférence de beaucoup de travailleurs, que les concepteurs de la restructuration ont presque totalement laissés à l'écart des opérations. Celles-ci ont été vues sous un angle simplement technique, alors qu'elles sont loin de l'être. Mesure venant d'en haut, comme beaucoup de celles qui l'ont précédée, la restructuration est perçue par certains travailleurs comme la dernière lubie « de ceux qui commandent ».

Mesure techniquement justifiée sur beaucoup de points, la restructuration aurait gagné à être entreprise et réalisée par les travailleurs eux-mêmes (permanents et saisonniers), assistés, sur leur demande, par le personnel technique de l'administration. Elle aurait gagné à faire intervenir la paysannerie pauvre et sans terre, qui demeure, malgré la révolution agraire, désemparée de tout ce qui a trait aux ex-exploitations coloniales.

Autrement que la restructuration, la directive autorisant — depuis juillet 1980 — les exploitations du secteur agricole d'Etat à vendre leur production au plus offrant a accueilli l'adhésion massive des travailleurs de ce secteur. Désormais, les organismes commerciaux d'Etat se trouvent en concurrence avec les acheteurs privés. Les prix agricoles à la production augmentent. Au sein de l'Etat, les partisans de la logique d'accroissement du profit semblent l'avoir enfin emporté sur les partisans de la logique de contrôle du profit (11). Cette mesure renforce la bourgeoisie commerçante, mais permet un meilleur approvisionnement des villes et évite à l'Etat de consacrer trop d'argent pour subventionner le déficit des organismes commerciaux étatiques. Mais la conséquence est que les prix à la consommation des fruits et légumes baissent de niveaux records, n'étant plus freinés par la politique de prix bas pratiquée précédemment par le secteur commercial étatique, celui-ci ayant tendance désormais à s'aligner sur les prix du marché (12).

### La nouvelle politique vis-à-vis du secteur privé

Le plan quinquennal inaugure une nouvelle politique vis-à-vis du secteur privé. Déjà depuis la fin du deuxième plan quinquennal (1977), celui-ci bénéficie de davantage de crédits et de matériel. En 1978, les

(\*) Enseignement à l'université d'Alger, Auteur de *L'Agriculture algérienne depuis 1966*, Economica, Paris, O.P.U. Alger, 1982.

TABLEAU 1. — Structure de l'occupation du sol dans le secteur agricole d'Etat

	Fin de la période coloniale	Moyenne 1966-69	Moyenne 1973-74	Moyenne 1974-77
Jachère	28,7	29,9	25,6	25,1
Céréales	30,7	31,3	34,2	34,5
Vigne	12,3	12,3	7,8	7,5
Agaves	1,2	1,7	1,7	1,7
Arbres fruitiers	1,3	1,9	2,9	3,5
Cultures fourragères	2,3	1,7	7,5	7,2
Cultures maraichères	1,0	1,4	1,8	1,9
Légumes secs	0,8	1,5	2,2	2,0
Cultures industrielles	0,5	0,5	0,7	0,4
Autres	21,2	17,9	15,5	12,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : D'après statistiques agricoles A et B.

TABLEAU 2. — Evolution de certaines productions agricoles (base 100 : moyenne annuelle 1967-1969)

PRODUCTION	1964-1967	1978-1981
Céréales	128	98
Légumes secs	145	125
Maraichage	130	170
Vin	201	29 (1)
Agaves	82	95
Effectif bovins (2)	66	100
Effectif ovins (2)	46	100

(1) Moyenne annuelle 1978-1980.

(2) Année 1955, Base 100 en 1981.

propriétaires exploitants limités dans le cadre de la révolution agraire se sont vus exemptés d'une nouvelle limitation au cas où ils mettraient en irrigation tout ou partie de leur propriété. A partir de 1979, le quota de matériel agricole mis à la disposition du secteur privé a considérablement augmenté par rapport aux dix années précédentes. Il en va de même pour les crédits d'équipement et de campagne. Une autre mesure officiellement annoncée, mais qu'aucun texte juridique n'a encore légalisée, concerne la possibilité pour des exploitants s'attaquant aux superficies limitées définies par la loi d'acheter des terres agricoles jusqu'à concurrence de cette superficie-limite. A l'évidence, ces mesures cherchent à créer et à renforcer une bourgeoisie agraire moyenne (13) en espérant que son esprit d'entreprise permettra un accroissement rapide de la production agricole (14).

Il est certain que les objectifs ambitieux dans les domaines de l'agriculture et de l'hydraulique ne se réaliseront que partiellement. Cela suffira, ajouté à la nouvelle politique vis-à-vis du secteur privé, à faire progresser la production agricole plus rapidement que par le passé.

Cependant, la croissance de la production connaîtra diverses fortunes.

a) Elle restera bien en deçà des besoins d'une population qui croît bien trop vite et dont les exigences alimentaires grandissent. Le maintien de l'actuelle stratégie de croissance sans une planification rigoureuse des naissances repousse à un futur lointain l'objectif d'autosuffisance alimentaire.

b) Elle se fera par une augmentation de la dépendance technologique de l'agriculture de façon directe

(par l'importation d'équipements, d'engrais, de semences...) et/ou indirecte (importation de moyens de production et de savoir-faire pour fabriquer les moyens de production destinés à l'agriculture). On reporte ainsi la dépendance de l'aval (biens alimentaires) vers l'amont (biens technologiques).

c) Elle s'effectuera aux dépens des paysans pauvres et des travailleurs agricoles. Les premiers n'ont pas (et n'auront certainement pas) les moyens de moderniser et/ou d'agrandir leurs exploitations et seront donc progressivement contraints de quitter la terre. Les seconds, mal défendus sur le plan syndical, seront bien obligés de passer sous les fourches caudines de ceux (privés ou étatiques) qui leur donneront du travail.

d) Elle s'accompagnera de coûts écologiques élevés. La recherche de la production maximale, dans tous les pays à agriculture marchande, a toujours entraîné une dégradation de l'environnement : pollution des sols par les produits chimiques, érosion, destruction d'une partie de la faune et de la flore.

Le prochain plan tirera-t-il les conclusions de ces vingt années, riches en expériences, en mettant en œuvre une stratégie radicalement différente, de rupture progressive mais réelle avec le marché mondial, de rejet du mimétisme tons azimutés des pays du Nord, d'un développement plus rapide des campagnes en mettant un frein à la croissance urbaine, d'une industrialisation vraiment autonome visant prioritairement l'accroissement de la productivité agricole, d'une politique démographique harmonisant la croissance de la population et la nécessaire croissance de son niveau de vie ? Telles sont les questions qui se posent aujourd'hui.

(1) Même en admettant un coefficient de capital plus faible dans l'agriculture que dans l'industrie, l'agriculture reste en ce domaine le parent pauvre.

(2) Cf. S. Bedrani, *L'Agriculture algérienne depuis 1966*, Évaluation ou privatisation ? O.P.U. Alger, 1981, et *Economica*, Paris, 1981.

(3) A tout cela, il faut ajouter que l'organisme de planification, s'il a été souvent laxiste sur le plan des investissements industriels, a toujours été relativement dur sur le plan des formes d'investissement envers ses interlocuteurs du ministère de l'Agriculture.

(4) Cf. S. Bedrani, « L'Agriculture algérienne face au marché mondial », in *Les Politiques agraires en Algérie : vers l'autonomie ou la dépendance ?*, ouvrage collectif, C.R.E.A., Alger 1982.

(5) Un minimum de contrôle des échanges extérieurs est nécessaire pour rendre crédible et possible l'objectif d'intégration de l'économie, c'est-à-dire le « néo-mercantilisme de la maîtrise industrielle ».

(6) A titre d'exemple, l'engorgement des ports (plusieurs dizaines de navires dans la baie d'Alger en permanence) n'est pas le moindre signe de la faiblesse de la capacité d'importer.

(7) La maîtrise de la technologie ne peut s'entendre que comme la capacité de sa reproduction locale. Par exemple, maîtriser la production de blé au moyen de tracteurs implique la capacité de fabriquer et les tracteurs et les machines servant à fabriquer ceux-ci.

(8) Cf. A. Benachem, « Route minière et développement agricole », in *Les Politiques agraires en Algérie...*, op. cit.

(9) En dinars courants, le rapport des investissements prévus aux investissements réalisés passe de 60 % en 1979 à 44 % en 1980 et à 42 % en 1981.

(10) La restructuration comporte également les mesures de renforcement de mise à la retraite des vieux travailleurs et d'expulsion des « indus-occupants » (personnes vivant sur les terres des domaines, mais n'y travaillant pas), qui seront relégués ailleurs.

(11) Cf. même référence que note (2).

(12) Cela risque, à terme, d'aviver les revendications pour des hausses de

TABLEAU 3. — Evolution de la production et des importations de quelques produits

	1979			1980			1981		
	Production	Importations	%	Production	Importations	%	Production	Importations	%
Céréales (10 <sup>3</sup> tonnes)	1 617,5	1 533,8	95	2 197,3	2 952,8	89	2 123,9	2 534,4	116
Légumes secs (10 <sup>3</sup> tonnes)	532	875	164	513	560	108	321	1 165	363
Œufs consommés (10 <sup>6</sup> unités)	451	528	117	580	502	87	579	593	164
Viande (10 <sup>3</sup> tonnes)	213	7	3	227	12	5	248	16	6
Pommes de terre (10 <sup>3</sup> tonnes)	501	161	32	591	174	29	600	184	31

\* Estimations.

## Le Monde

Service des Abonnements

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.

273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

533 F 962 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER

(par messageries)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque

postal (ou virement) voudront bien

joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou

provisoire (deux semaines ou plus) :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.



## ALGÉRIANITÉ ET FRANCOPHONIE

## Poètes, conteurs, romanciers, historiens...

par JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

JEAN SÉNAC, disparu à peine quadragénaire en 1973, et qui reste un des maîtres de la littérature algérienne de graphie française (terme qu'il préfère à *francophonie*), avait coutume de prendre le contre-pied de ceux qui, dès l'indépendance en 1962, prédisaient la disparition prochaine de cette littérature née du colonialisme.

S'il n'est pas niable que la culture française, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres nations méditerranéennes comme le Liban, l'Égypte ou la Turquie, s'est implantée au Maghreb à la faveur de la colonisation, il n'en est pas moins vrai, particulièrement en Algérie, qu'elle s'est rapidement enracinée dans la réalité locale, devenant même souvent un instrument de lutte contre la domination française. C'est d'ailleurs ainsi que la francophonie a gagné au pays de Camus et de Robert (celui du dictionnaire) ses galons d'algérianité, et c'est pour cela que Sénac prédisait que la greffe de français se maintiendrait en Algérie, et même y trouverait un épanouissement qu'elle n'y avait pas encore connu. L'inventeur de la notion de *corpoïme* ajoutait qu'évidemment les veines arabe et berbère seraient appelées dans le même temps à retrouver leur ancienne audience : l'idée sénégalaise du *dialogue des cultures* pour trouver au sein d'un même peuple une illustration quotidienne pour peu que l'émulation ne soit pas confondue avec la concurrence.

Il est encore un peu tôt pour dire si les intellectuels et les artistes algériens sont sur la voie du *mutuel enri-*

chissement ou s'ils s'orientent vers celle de l'exacerbation des antagonismes. Mais pour le reste, on peut constater que les voies arabo-islamique et berbère sont de nouveau fréquentées, tandis que l'inspiration en français — la seule que nous envisageons ici (1) — continue d'être fertile dans les domaines les plus divers.

## Les fruits empoisonnés

La réputation de Mouloud Mammeri, ce Kabyle d'éducation marocaine, aujourd'hui doyen des romanciers francophones algériens, n'est plus à faire. Sa fresque sur fond de guerre d'Algérie *l'Opium et le Bâton*, dont le cinéma algérien a tiré un film à grand spectacle, a fait le tour du monde. Mammeri nous donne maintenant le roman du premier âge de l'indépendance. Vingt ans, le temps des bilans est là. Et il faut le faire même si l'émancipation nationale n'a pas apporté que lait et miel. A travers l'itinéraire de ce journaliste algérien qui, jadis, paya de sa personne dans le combat indépendantiste, Mammeri remonte jusqu'à aujourd'hui, écrivant peu à peu, à travers l'expérience d'un homme, l'histoire du désenchantement des intellectuels algériens. Le combat n'est jamais fini, et celui que le héros de *la Traversée* doit mener avec sa plume contre la censure et le conformisme est parfois aussi dur que la lutte contre le pouvoir colonial, et en tout cas plus amer. « *Et puis, avant de partir, il a empoi-*

sonné tous les fruits. Après son départ, la montagne de Chréa s'est figée dans les teintes neutres, à Alger-Plage les vagues ont cessé d'être bleues, les nattes sont devenues des filles au rissu adipeux, étalées sur un sable couleur de boue. Le salut ! Il a emporté la beauté de la terre avec lui. Il nous a tués avant de mourir. Un criminel ! » Est-ce la France qui est responsable à jamais des maladies infantiles de l'indépendance ? Lyricisme et déraison relativisent heureusement le pessimisme du romancier.

C'est naturellement sous l'angle de sa spécialité que Mahfoud Kaddache, le plus réputé des historiens algériens francophones, a traité la saga du nationalisme algérien ou plutôt de ses prémices peu connues, de 1919 à 1951. Ces deux dates encerment la période pacifique de la revendication musulmane en Algérie. La France ayant laissé passer maintes occasions de traiter le problème à froid, les Algériens se lanceront, de 1951 à 1954, dans la préparation de l'insurrection. Kaddache, qui avait déjà traité en détail de la vie politique dans la seule ville d'Alger de 1919 à 1939 (*Le Monde* du 14 avril 1971), nous donne cette fois, à travers deux solides tomes, un panorama à peu près complet, sourci de sources nombreuses et variées, de la lente fermentation de l'entre-deux-guerres, alors que les Français, insoucients, célébraient avec éclat le centenaire du débarquement à Sidi-Ferruch. Mais le ver

était dans le fruit à l'intérieur duquel le travail de l'historien algérien nous permet de suivre le patient cheminement vers l'explosion du 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Mohamed Arkoun est également un universitaire algérien, mais établi en France, dont les études font autorité en islamologie. Dans un petit ouvrage, *l'Islam, religion et société*, réalisé sous forme d'entretien avec deux chrétiens, le Père Maurice Bormans et le journaliste italien Mario Arosio (le livre a fait l'objet d'une édition en italien), Arkoun apporte les réponses d'un musulman serein et moderniste aux questions que nombre d'Occidentaux se posent sur la guerre sainte, la laïcité et l'islam, le personnalisme musulman, etc.

## Le régime du transistor

Rabah Belamri intervient, lui, dans un genre habituellement oral en Algérie : le conte populaire (2). Né en 1946 à Lafayette, bourg de colonisation fiché en plein massif de Petite-Kabylie et rebaptisé aujourd'hui Bougaa, Rabah Belamri, éduqué à la fois par sa famille de village arabo-berbère et par l'école française, devenu aveugle en 1962 faute d'un traitement adéquat, s'est souvent des contes qu'utilisait une de ses parentes pour distraire les enfants. Il est allé le revoir et il a enregistré ses histoires que plus personne

n'écouterait depuis le règne du transistor et de la télévision. Cela donne deux petits recueils agréables à lire aussi bien pour l'adulte que pour l'enfant, ouvrant une porte sur l'univers à la fois prosaïque et enchanté de l'imaginaire arabo-islamique, version algérienne. La plume agile de Belamri, déjà remarquée dans un ouvrage d'une tout autre veine (*Louis Bertrand et l'idéologie coloniale*) (3), devrait faire merveille dans l'étude qu'il prépare sur Jean Sénac à l'aide d'archives inédites.

La poésie est peut-être le domaine où l'inspiration est actuellement la plus féconde parmi la génération de la guerre d'indépendance. Sénac, précisément, avait révélé les talents de neuf jeunes poètes dans son *Anthologie de la nouvelle poésie algérienne* (4). Le Père Jean Dejeux, observateur vigilant de la francophonie maghrébine, a rassemblé « à la mémoire de Jean Sénac », quatorze jeunes auteurs qu'il présente avant de donner un échantillon de leur œuvre. On a l'impression d'une véritable explosion, comme chez Salah Gueniche :

En ce siècle d'épousailles  
à crédit  
Scrupuleusement déposées  
J'ai l'indemnité  
De la nuit sanglante  
Au musée de leurs mémoires  
Amoureusement truquées  
Un jour...

Le Père Dejeux appartient à l'ordre des Pères blancs, mais c'est à un véritable travail de... bédiction qu'il s'est livré au service de la francophonie nord-africaine en publiant, aussi, deux bibliographies commen-

tées, pratiquement exhaustives, sur la littérature maghrébine de graphie française de 1920 à 1978. Les auteurs algériens de toutes inspirations y occupent naturellement une place prépondérante.

\* Mouloud Mammeri : *la Traversée*, Plon.  
\* Mahfoud Kaddache : *Histoire du nationalisme algérien. Question nationale et politique algérienne, 1919-1951*, deux tomes. SNED, 3, boulevard Zirout-Youcef, Alger.

\* Mohamed Arkoun, Maurice Bormans et Mario Arosio : *l'Islam, religion et société*. Cerf, Paris.  
\* Rabah Belamri : *Contes populaires (d'Algérie)*, deux volumes. Publi-uid, 25, rue de l'Espérance, Paris (13<sup>e</sup>).

\* *Jeunes poètes algériens*, présentés par Jean Dejeux. Éditions Saint-Germain-des-Prés.

\* Jean Dejeux : *Bibliographie méthodique et critique de la littérature algérienne de langue française 1945-1977*. SNED, Alger, et *Situation de la littérature maghrébine de langue française. Bibliographie méthodique 1920-1978*. OPU, 29, rue Abou-Nouas, Hydra-Alger.

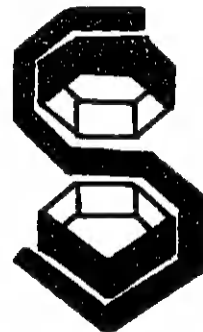
(1) M. Abdelmadjid Meziane avait traité « Le renouveau des lettres arabes » dans *le Monde* du 27 novembre 1981.

(2) Signalons à cet égard une « première » due au Conseil international de la langue française : une édition bilingue de *Contes maghrébins*.

(3) Office des publications universitaires, Alger, 1980.

(4) Éditions Saint-Germain-des-Prés, 1971.

## Publicité



الشركة الوطنية للصناعات الغذائية  
Société Nationale de Gestion et de Développement des Industries Alimentaires

13, Av. MUSTAPHA SAYED EL-OUALI

SOGEDIA

L'entreprise socialiste « SOGEDIA », société nationale de gestion et de développement des industries alimentaires, a été créée par ordonnances n° 72-45 du 3 octobre 1972, et regroupe trois secteurs d'activités :

- Le secteur sucre et fermentation ;
- Le secteur corps gras ;
- Le secteur jus et conserves.

Elle a pour mission de gérer et de développer les industries suivantes :

- **INDUSTRIE SUCRIÈRE** : Extraction du sucre à partir de la betterave locale, raffinage et conditionnement du sucre roux importé.
- **INDUSTRIE DES CORPS GRAS** : Trituration de graines oléagineuses, raffinage des huiles alimentaires et industrielles, production de margarines et graisses végétales, savon de ménage et de toilette et glycérine.
- **INDUSTRIE DE LA CONSERVE** : Production de conserves de fruits et légumes, jus et nectars de fruits, concentrés de jus de fruits.

## I. — PRODUCTION.

Vingt-six unités et une unité de travaux composent l'infrastructure de production de la SOGEDIA.

## A) — LE SECTEUR SUCRE ET FERMENTATION.

Le secteur sucre et fermentation est composé de cinq unités de production : deux sucreries-raffineries, une raffinerie de sucre, une agglomération de sucre.

Les capacités de production de ce secteur pour les principaux produits sont de : traitement de la betterave sucrière, 300 000 tonnes/an ; raffinage du sucre roux, 231 000 tonnes/an ; conditionnement du sucre : 147 050 tonnes/an.

## B) — LE SECTEUR CORPS GRAS.

Le secteur corps gras se compose de huit unités de production. Les capacités de production de ce secteur sont de : trituration des graines oléagineuses, 81 000 tonnes/an ; raffinage des huiles alimentaires, 246 300 tonnes/an ; margarines et graisses végétales, 18 500 tonnes/an ; savon de ménage, 70 200 tonnes/an ; savon de toilette, 5 100 tonnes/an.

## C) — LE SECTEUR DES CONSERVES.

Le secteur conserves se compose de treize unités de production d'une capacité globale de traitement de matières premières d'origine agricole de 236 530 tonnes/an.

## II. — DISTRIBUTION.

## A) — SUR LE PLAN INTERNE.

A partir de 1976, la SOGEDIA a lancé une opération tendant à la création d'un réseau de distribution et à la diffusion et mise en application d'une politique commerciale.

En effet, de par son projet, l'entreprise SOGEDIA doit répondre à la nécessité de mettre à la disposition du consommateur, sur l'ensemble du territoire national, toute une gamme de produits de sa fabrication, par un approvisionnement judicieux, qui assurerait au pays un certain stock de sécurité et aux unités de production une régularité d'exploitation.

C'est ainsi que ce réseau de production compte aujourd'hui 165 dépôts de vente à détaillants et à collectivités, et 199 points de vente directe à consommateurs.

Les dépôts de vente ont pour mission de commercialiser les produits de l'entreprise aux détaillants et collectivités dans les localités où ils sont implantés.

Les points de vente ont pour mission de commercialiser les produits de l'entreprise directement aux consommateurs. Ils constituent des témoins quant aux prix pratiqués et quant à la disponibilité des produits fabriqués par les unités SOGEDIA.

## L'ENTREPRISE A COMME OBJECTIF DE :

- Développer son réseau de distribution commerciale pour mieux couvrir le pays. Pour cela, des dépôts seront ouverts dans les grandes communes et les zones désertées ;
- Élargir la gamme des produits et améliorer la prestation ;
- Systématiser l'opération livraison aux détaillants ;
- Développer les relations avec les collectivités pour susciter et cerner la demande en produits commercialisés par l'entreprise ;
- Améliorer et diversifier la présentation des produits SOGEDIA. Si, actuellement, l'entreprise, ne disposant pas d'un parc propre, se trouve dans l'obligation de faire appel aux sociétés de transport, elle compte se doter de moyens propres pour mieux répondre aux exigences du réseau de distribution.

## SUR LE PLAN EXTERNE.

Les exportations portent essentiellement sur les produits excédentaires, après satisfaction des besoins nationaux. Ce sont : les conserves de fruits ; l'huile essentielle ; les tourteaux de colza ; la glycérine ; les mélasses. La prospection des marchés extérieurs est intensifiée ; en 1982, pour trou-

ver de nouveaux débouchés à la production, notamment les confitures.

Cette action devra être accompagnée d'un effort d'amélioration de la quantité et de la présentation de nos produits pour faire face à la concurrence internationale. Pour cela, l'entreprise SOGEDIA est dotée de laboratoires d'unités dont la fonction est le contrôle de la matière première, du produit dans les différentes étapes du processus de production et du produit fini.

Elle est également dotée d'un laboratoire national qui a pour fonction :

- La recherche appliquée dans le but de résoudre les problèmes concrets qui se posent à l'industrie alimentaire et de diversifier la gamme de produits ;
- Le contrôle de la production dans le but de veiller sur la qualité des produits pour protéger la santé du consommateur et la renommée de la société ;
- De veiller au respect des normes arrêtées en la matière ;
- De veiller, par le biais des laboratoires des unités, à faire respecter les normes qualitatives de production ;
- D'analyser les composantes et la résistance des emballages susceptibles de diversifier nos conditionnements.

## III. — FORMATION.

Sur le plan de la formation, l'entreprise a pris conscience qu'il fallait renforcer son encadrement pour répondre aux exigences d'une gestion efficace.

C'est ainsi que l'entreprise a orienté ses efforts sur certains axes de travail qui permettront :

- De recycler et de perfectionner les cadres et agents de l'entreprise qui ont besoin de compléter leur formation pour mieux la servir, et accéder à des postes supérieurs dans la hiérarchie ;
- De mieux organiser et suivre la carrière de chaque agent.

## IV. — DÉVELOPPEMENT.

Conformément à son objet, la SOGEDIA réalise un programme de développement en rapport avec la planification et pour répondre aux besoins de la population.

Ce développement répond, en outre, à la volonté de l'entreprise de diversifier sa production, pour une meilleure intégration des activités de ses différentes unités.

En conclusion, la SOGEDIA, de par l'objet de la mission qui lui est confiée, dans le cadre de la promotion des industries alimentaires, constitue un puissant instrument de développement dans les secteurs d'activités qui lui sont rattachés.

L'e  
restent la p

REPU

UNIVER  
ALG

de l'Ense  
de la recherche  
sur cette velle u

BE SOIN DE VOTRE

ENSEIGN

vos projets

un comme cela

de logement, d





## L'enseignement et la formation restent la préoccupation majeure des dirigeants

par DANIEL JUNQUA

Priorité des priorités, l'enseignement et la formation consomment chaque année, depuis l'indépendance, le quart environ du budget général de l'Etat, crédits de fonctionnement et d'équipement confondus. Ce pourcentage a lentement baissé, passant de 25,7 % en 1978 à 21,3 % en 1982, mais les quatre ministères intéressés — enseignement fondamental, secondaire, formation professionnelle, enseignement supérieur et recherche scientifique — se partagent encore 18 milliards de dinars, soit plus de 24 milliards de francs. Cet effort a largement porté ses fruits puisque le taux de scolarisation des enfants de six ans a été de 100 % en 1981, chiffre qui n'est plus que de 40 % en 1982, mais qui est en passe d'être dépassé.

Plus de quatre millions d'enfants ont fréquenté les écoles et les collèges, tandis que les lycées accueillent 1 200 000 jeunes, et l'université près de 300 000 étudiants. Ces chiffres, les dirigeants algériens les présentent avec fierté, mais ils ne cachent pas les défauts, notamment les lacunes de notre appareil éducatif sans être vraiment en mesure d'évaluer le chemin parcouru.

Les responsables ont dû relever un double défi : résorber un héritage qui ne laissait guère honorer la colonisation et faire face à un développement démographique parmi les plus forts du monde (7). L'héritage : deux siècles de déshérence et de jettant une lumière crue sur la réalité de la « mission civilisatrice » de la France : en 1961, les jeunes Français étaient scolarisés à 100 %, les enfants algériens à 15 %.

En juillet 1981, il n'y avait que 1 000 instituteurs algériens. Mille autres seront recrutés à l'été 1982, les nouvelles recrues et une poignée de Français pour assurer la rentrée scolaire. 15 000 enseignants

français avaient alors, il est vrai, traversé le Méditerranéen avec l'esprit de retour.

Il y avait une question cependant de « retour » : les enseignants algériens, recrutés, la grande majorité d'entre eux ont pour tout bagage le certificat d'études. Tous reçoivent six semaines d'une formation pédagogique avant d'être affectés à la bataille. Après par une période de coopération envoyés par l'UNESCO, ils accueillent, dans un tour de force, quelque 1 100 000 élèves, tandis que 35 000 jeunes entrent dans les lycées et que 11 000 instituteurs français viendront toutefois, au fil des ans, apporter leur aide.

Cette première rentrée de l'indépendance fut dans l'exaltation et dans un exceptionnel climat de mobilisation, les responsables ne l'évoquent pas sans émotion. « Les moins de vingt ans, nous dit l'un d'entre eux, représentent aujourd'hui les deux tiers de la population. La colonisation, qu'ils n'ont pas connue, leur apparaît comme un phénomène historique, lointain, sans rapport avec la réalité actuelle. Et tout naturellement, ils critiquent les faiblesses, dénoncent les défauts, recensent les lacunes de notre appareil éducatif sans être vraiment en mesure d'évaluer le chemin parcouru ».

### Ecoliers, étudiants et enseignants

Les « insérés » de l'Hexagone sont nombreux, mais longtemps chez eux, ils ont accompli. Quant aux montons, cette infanterie aux pieds nus lancée dans la bataille du savoir avec plus de fougue que de compétence, ils n'étaient plus que 6 000 en 1980 et doivent disparaître en 1985 à la fin du plan quinquennal en cours. Les plus nombreux ont été déjà recyclés. Sur les 94 000 enseignants du primaire, 100 000 algériens, les autres sont encore un tiers d'« instituteurs » recrutés à la fin de l'enseignement moyen mais tous ont passé une année dans les instituts de perfectionnement de l'éducation (IPE), où

découvrent, parfois en plusieurs exemplaires, dans toutes les wilayas (départements) du pays. Quant au nombre des instituteurs à part entière, il est multiplié par 27, passant de 100 à 2 700.

L'effort poursuivi systématiquement pour résorber les déséquilibres régionaux a permis de porter le nombre d'instituteurs à 100 000. Désormais, l'école fait partie intégrante de la vie algérienne. On trouve des écoles dans tous les villages, les plus isolés des Aurès, comme dans les oasis du Grand-Sud.

Mais le Hoggar, des enseignants primaires accueillent l'été les enfants nomades, les nomades, les nomades pris en charge. Et le spectacle de groupes d'enfants cheminant vers l'école au dos ou à la main le long des sentiers figure parmi les souvenirs obligés d'un séjour en Algérie.

La disparité entre la scolarisation des filles et des garçons tend également, mais beaucoup plus lentement, à diminuer. En ville, dans le primaire (6 à 11 ans), les filles sont presque identiques à la moyenne (treize à seize ans), les filles sont presque identiques à la moyenne (treize à seize ans), les filles sont presque identiques à la moyenne (treize à seize ans).

Une rupture avec la tradition française

Les obstacles dans cette voie ne manquent pas et pendant longtemps encore des ambitions auront bien du mal à s'inscrire dans la réalité. Mais la machine est lancée. La mise en place du premier cycle de l'enseignement fondamental sera achevée avec la rentrée de septembre 1982 et la réforme touchera alors 1,7 million d'élèves.

L'école fondamentale, largement inspirée des systèmes en vigueur dans certains pays de l'Est, va opérer une rupture avec la tradition fran-

çaise léguée par la colonisation. L'action du même type s'était déroulée en 1971 au niveau de l'université, profondément réformée par l'adoption d'une série de mesures visant à adapter l'enseignement indigène aux problèmes spécifiques du pays. Puisant son inspiration dans le modèle américain, M. Benyahia, qui était alors ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, avait pris des mesures révolutionnaires : disparition de l'année universitaire remplacée par des semestres, suppression des facultés traditionnelles au profit d'instituts, raccourcissement des cursus, instauration, enfin, d'un système très souple de modules, intégrant chaque fois que possible la théorie à la pratique. La division en modules, que l'étudiant peut suivre dans l'ordre de son choix, était pour corollaire nécessaire le maintien continu des connaissances. Elle devait faciliter la réalisation d'une « intégration », l'objectif étant de supprimer les cloisonnements entre les disciplines. L'enseignement supérieur, au service du développement du pays, devait enfin lui fournir les cadres, les cadres scientifiques, dont il a besoin.

Les étudiants n'ont pas été les seuls à bénéficier de ces réformes. L'application des moyens en hommes et en équipements dans l'Algérie d'aujourd'hui est un défi. L'Algérie dispose d'un matériel scientifique et technique qui, en 1974, était passé de 35 000 à 80 000 en 1982. Les grandes universités d'Alger, d'Oran, de Constantine et d'Annaba sont venues ajouter huit autres universités implantées dans des capitales régionales de moyenne importance comme Tizi-Ouzou, Batna ou Bel-Abbès. Le recours à l'assistance étrangère est encore très important. L'un des défis de l'enseignement est encore des coopérateurs, français, russes, roumains, syriens, égyptiens, etc. Or la durée du cursus universitaire en modules implique un encadrement beaucoup plus nombreux que le cursus traditionnel, les étudiants travaillant en petits groupes. Elle implique aussi un plus grand nombre de salles de travail, de bibliothèques, de laboratoires et

d'équipements. Le rendement de l'université est donc faible. Un peu plus de 1 000 diplômés seulement ont été délivrés en 1980-1981. La durée des études est anormalement longue et le niveau des étudiants laisse à désirer. En revanche, les efforts faits pour orienter les étudiants vers les sciences commencent à porter leurs fruits. Le pourcentage des inscrits dans les filières économique, juridique et littéraire n'est plus que de 40 %, chiffre jugé encore trop élevé. L'accroissement continu des effectifs pose avec de plus en plus d'acuité le problème de la sélection et de l'orientation, deux maux familiers des étudiants qui les jugent contraires à la démocratisation, principe sacré de l'université algérienne. Les autorités ne peuvent cependant rester sans réagir devant de telles distorsions, et l'Université algérienne, la seule à avoir le statut de méditerranéen, doit particulièrement veiller sur le plan social et éducatif.

De façon générale, le grand problème du système éducatif algérien reste sa faible rentabilité. Les dépenses sont énormes et les résultats, quant à l'école, chaque année, ne sont pas toujours satisfaisants. Le taux de réussite ne dépasse pas 25 %. Pour récupérer dans les années à venir, il faut que l'enseignement, qui a été interrompu pendant des années, soit en mesure de mettre l'accent sur la formation professionnelle. Le plan quinquennal en cours prévoit la construction de 100 000 places de formation, et 65 d'entre elles sont d'ores et déjà prises également pour faciliter l'apprentissage. Elles sont réparties entre un certain nombre de centres, quelque 6 000 contrats ayant déjà été signés au cours du premier trimestre 1982 avec des entreprises et des artisans. L'Algérie espère ainsi se doter de tous les artisans, ouvriers professionnels, petits commerçants qui lui font actuellement cruellement défaut.

(1) A la rentrée de 1980, 1 000 élèves nouveaux en septembre 1980, 1 100 élèves en septembre 1981.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## UNIVERSITAIRES ET CHERCHEURS ALGÉRIENS A L'ÉTRANGER

Le Ministère algérien de l'Enseignement et de la Recherche scientifique met en place un vaste programme de développement de l'enseignement et de la recherche scientifique : six universités, huit centres universitaires, huit grandes écoles et vingt-trois centres de recherche, répartis sur onze villes universitaires, y participent.

ILS ONT BESOIN DE VOTRE APPORT POUR LA FORMATION ET LA VALORISATION DE LA RECHERCHE.

Vous pouvez être ENSEIGNANT ou ENSEIGNANT-CHERCHEUR et contribuer sur place au développement de l'Université par vos idées, vos projets, vos recherches, par la création d'équipes.

Nous comprenons comme cela votre participation à l'édification de l'Université algérienne.

Les conditions de logement, d'équivalence de vos diplômes, de salaires, de carrières, vous préoccupent ? Ce sont aussi nos préoccupations.

Ecrivez à :

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
B.P. n° 498 Alger-Gare  
ALGÉRIE

Nous répondrons à toutes vos questions et interrogations.

Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique





خطوط الجزائر  
AIR ALGERIE

## CONFORT, FIABILITÉ ET SÉRIEUX

Le peuple algérien s'apprête à célébrer dans les prochains jours une date marquante de son histoire : la vingtième anniversaire de l'indépendance nationale.

Pour la compagnie nationale Air Algérie, il s'agit en réalité de commémorer un double événement. Trente-cinq années se sont en effet écoulées dans la vie de la compagnie (dont la création remonte en 1947), au cours desquelles elle n'a été ménagée pour lui donner l'éclat d'aujourd'hui. À tous égards, que ce soit au plan des moyens matériels dont la compagnie se trouve actuellement dotée ou au plan de la rentabilité commerciale proprement dite, elle est une entreprise qui a franchi dans le sens d'un meilleur rayonnement de l'image de marque de la société un long chemin. Et ce n'est pas seulement pour le fait du passé et de son compte aujourd'hui, en témoignage de sa jeunesse, mais surtout pour le fait de son avenir, en témoignage de sa maturité, que la compagnie, parmi l'une des premières compagnies aériennes du tiers-monde, a obtenu des résultats : volume du trafic, étendue du réseau, flotte...

Trente-cinq années dans la vie d'une compagnie, c'est beaucoup, mais pas trop, même pour dresser un bilan un peu satisfaisant, et qui le soit sans nul doute encore d'aujourd'hui. Si on l'ampute de cette période comprise entre 1947, date de la création de la société, et 1963, date de sa nationalisation, et pendant laquelle sa mission ne pouvait être que celle d'une compagnie qui se consacrait aux intérêts économiques de l'Algérie, jusqu'au recouvrement de la souveraineté nationale, n'était en effet que faiblement utile. En effet, sa flotte n'était composée pour l'essentiel de deux appareils d'un autre âge : les Caravelles, DC 3 et DC 4, Noratlas 255, Comets. Constatant, avec des moyens aussi limités et une politique aéronautique régie par la loi du profit et orientée vers la satisfaction des besoins de la colonisation, en ce temps la société ne pouvait que ne pas vouloir pour des raisons évidentes de donner les moyens de la réalisation d'une autre politique que son rôle consistait précisément à combattre. En fait de réseau, seule une petite portion du territoire pour le réseau domestique était couverte, l'option était prise dans toute la mesure de l'effort des régions à forte densité de population tout en veillant par ailleurs à donner au réseau international un caractère purement et simplement colonial.

Les choses changent radicalement selon ce schéma jusqu'en 1963, qui vit s'ouvrir une ère nouvelle, marquée en fait par l'accession du pays à l'indépendance. C'est à cette date en effet que la Compagnie générale de transport aérien, issue des années plus tôt de la fusion Air Algérie - Air Transport, passait sous l'autorité du ministère des transports et devenait compagnie nationale. Cette importante mesure politique permettait à l'État algérien, qui détenait dès lors 91 % du capital social de l'entreprise, de faire d'Air Algérie l'instrument privilégié de l'exercice de la politique aéronautique du pays.

L'année 1970 a vu les portes de l'État portées à 99,99 % dans le réseau capital, ce qui donnait une nouvelle dimension au rôle de l'aviation dans l'économie du pays en prévision du développement des plans quinquennaux. L'ultime étape de nationalisation, intervenant le 15 septembre 1972 à la suite du rachat des 17 % de capital détenus par Air France, achevait l'algérianisation de l'entreprise.

Compagnie générale, puis nationale, par cette mesure de portée politique extrêmement profonde, Air Algérie est devenue une entreprise à caractère socio-économique du pays. À la faveur de la promulgation en juin 1975 de l'ordonnance n° 75-39 portant introduction de la gestion sociale des entreprises au sein de la société. Elle est baptisée depuis lors compagnie nationale de transport et de tourisme aérien Air Algérie (S.N.T.T.A.).

### Un réseau large et diversifié

Il couvre cinquante-sept destinations dont trente-quatre internationales, ce qui lui assure une présence remarquable et remarquée dans plusieurs pays d'Afrique, d'Europe et d'Asie. Les destinations qui lui permettent de s'affirmer en porte-drapeau de l'Algérie à travers le monde. L'étendue de la diversification des destinations internationales, obtenue grâce à la diversification socio-économique du pays, reflète toute l'ampleur de la mission dont se trouve investie la compagnie Air Algérie en tant que moyen de promotion des échanges extérieurs du pays et en tant que moyen de promotion de l'économie nationale. Des efforts encore plus soutenus ont été déployés en ce sens à l'avenir au niveau du réseau domestique, qui présente aujourd'hui un visage complètement métamorphosé. Par sa présence aux quatre coins du pays, jusque dans les zones les plus reculées, qu'elle a permis de sortir d'un isolement chronique qui a maintenu des populations entières dans une léthargie épouvante, la compagnie nationale Air Algérie ne se targue aujourd'hui d'avoir gagné un pari qui est pourtant loin d'être le plus aisé. Les grands centres urbains du nord et pratiquement toutes les villes du sud du pays sont desservies aujourd'hui par Air Algérie, ce qui est un fait qui ne peut que renforcer l'impact de son action, pour la plupart, reliées par des avions de faible capacité, dont l'exploitation est beaucoup plus aisée, cela en augmentant la mise en service à leur profit d'un grand nombre de lignes.

### La flotte : une évolution qualitative et quantitative

Avec une flotte moderne et performante et un équipage hautement aguerri, la société Air Algérie n'a cessé tous les ans de renforcer la qualité de sa politique aéronautique. Elle compte aujourd'hui onze Boeing-727-200, quatre Boeing-737-200, dont un tout-cargo, deux Airbus, deux QOB-2, un Hercules LC-130 et un Fokker-27 pour ses opérations de transport de passagers et de marchandises (fret). Parallèlement à cela, pour accomplir une partie d'autres missions annexes, de transports de personnes ou de marchandises ou agricoles, la société gère par l'entremise d'une filiale struc-

turée (la division du travail aérien) une importante flotte de ses avions. Pour le premier cas, une flotte légère composée de dix-sept Baccarats et d'un Fokker 100 A est affectée pour les premières tâches citées, telles que l'apport au secteur agricole (traitement des sols par épandage, surveillance des forêts...) ou l'assainissement par les appareils du type Grumman. En sus, pendant les périodes de pointe (vacances ou campagnes de plébiscite), la compagnie recourt à l'affrètement d'appareils gros porteurs pour faire face aux énormes exigences engendrées par le flux qu'accuse habituellement le trafic sur les lignes de la compagnie, en ces périodes de rush qui nécessitent une véritable multiplication des moyens. Cependant l'option de base reste toujours la renforcement de la flotte de la société par l'acquisition de nouveaux appareils, les suivants en date, un Boeing-727-200 et un Boeing-737-200, ayant été réceptionnés récemment mai dernier.

### Le trafic (passager et fret) : un indice révélateur de la crédibilité de la société

En constante progression, le trafic d'Air Algérie, en doublant tous les quatre ans, place la société parmi les premières compagnies dans le concert de transporteurs aériens du continent, voire du tiers-monde :

- 652 000 passagers en 1970,
- 2 113 000 passagers en 1980,

soit une progression de 500 % en dix ans seulement, ce qui constitue une réelle performance lorsque l'on considère la conjoncture dont souffre le secteur et l'instabilité qui caractérise l'industrie. Ce résultat, largement positif, illustre également le besoin est pour la société qui a imprégné l'activité d'Air Algérie à la suite de la politique de renforcement menée en 1968. Cette progression des effectifs croissante pour l'ensemble du réseau, soit 1981 quelque 3 101 830 passagers transportés, dont 1 422 000 sur le réseau domestique, qui, lui aussi, a suivi une courbe particulièrement ascendante consécutivement à la politique de démocratisation du transport aérien régissant la société, en dont la meilleure preuve en est l'augmentation des tarifs pratiqués sur ce réseau depuis 1970, ce qui constitue ainsi une véritable révolution comme la plus haute du monde.

Sur un autre plan, celui du transport des marchandises, l'introduction au service du premier Plan de deux Boeing-737-200, un tout-cargo et un convertible en la réception d'un troisième Boeing-737-200 convertible à la fin de l'année ont été d'un impact considérable, permettant de doubler la capacité de charge : 2 412 tonnes en 1981 contre 2 714 tonnes en 1970.

### Une réservation largement informatisée

À l'instar des grandes compagnies internationales, Air Algérie est équipée elle aussi d'un système de réservation automatique. Le système de réservation « Automat », fonctionnant depuis maintenant plus de sept ans, permet d'obtenir une réservation en moins de trois minutes pour n'importe laquelle des destinations desservies au site choisi. Présentement, toutes les agences principales implantées à travers le territoire national et à l'étranger sont dotées de terminaux de réservation du C.R.T. L'amélioration de la qualité de service étant un objectif fondamental de la société, les plans prévus l'automatisation des points de vente non encore équipés par l'opération.

### Emploi-formation : au centre des préoccupations

Le recrutement formation-emploi constitue une préoccupation majeure de la politique de l'entreprise, et ce n'est pas tel, une attention particulière lui est accordée par les responsables de la société pour la dotation d'un personnel algérien hautement qualifié, afin de se soustraire, au qui est presque totalement acquis aujourd'hui, à la dépendance technologique étrangère aux conséquences qui en découlent. À cet effet, un programme de formation ambitieux et multidisciplinaire à court, moyen et long terme est en cours d'exécution. Des nombreux techniciens, pilotes et autres personnels maîtrisant ont été, sont et seront formés dans les différents domaines de formation des grandes écoles aéronautiques du pays et à l'étranger. La politique de la formation et de l'emploi engagée par la compagnie a aujourd'hui porté ses fruits, et il n'est pour elle que de se référer à l'état des effectifs pour se convaincre que le processus d'algérianisation du personnel, option fondamentale de l'entreprise, suit normalement son cours, pour ne pas dire tout simplement qu'il est en train de l'être.

S'agissant de l'effectif, au sein de la société emploie près de 6 000 travailleurs, la plus forte proportion étant affectée au niveau du personnel au sol, qui assure à lui seul, pour les opérations aériennes la conception et l'exécution, pas moins de 6 000 employés dont 504 agents navigants techniques (commandants de bord, copilotes, mécaniciens et autres navigants), et 574 agents navigants commerciaux (stewards de bord, hôtesses de bord). L'effort est tout d'abord prioritaire au secteur de l'emploi et de la formation dans la mesure où l'impact de l'entreprise de l'aviation humaine réside dans son bon fonctionnement.

Aussi et fidèle à ses traditions d'hospitalité et de courtoisie, les efforts que s'attire le personnel au sol et navigant de la part de notre clientèle, qui trouve en eux tout ce qu'un passager est en droit d'attendre d'une compagnie aérienne digne de ce nom : compétence, réconfort, chaleur de l'accueil, n'en sont pas moins mérités.

En se donnant pour but d'ordre l'amélioration de la qualité du service et la respect du goût et des aspirations de sa clientèle, la société a pour but d'affirmer que Air Algérie a pris une sérieuse option vers le progrès, très perceptible aujourd'hui.



خطوط الجزائر  
AIR ALGERIE

ALGERIE

Planification et développement



(Suite de la page 5.)

Enfin, pendant cette même période, l'Algérie a renforcé considérablement sa maîtrise sur ses ressources naturelles et sur ses grands moyens de production, développant un fort secteur public qui assure actuellement l'essentiel de la production nationale.

Parmi les faillites, ce les taxations les plus graves, car elles ont été à la base de la préparation du plan quinquennal, il faut sans doute réserver une place particulière aux équilibres fondamentaux de l'économie dont le rétablissement constitue précisément la tâche la plus urgente. La force de ce plan. En effet, sous la poussée de l'inflation importée et de l'illusion de la dévaluation induite par le réajustement du prix des hydrocarbures, les équilibres de l'économie ont été déréglés, réajustant au mieux les objectifs secondaires, au détriment des objectifs primaires. La production par rapport aux objectifs de productivité par rapport aux objectifs d'investissement.

Par rapport à l'extérieur, la proposition à importer l'économie nationale bondit de 22 % en 1967 à plus de 44 % en 1978. On rapproche les importations des exportations, services non plus la production intérieure brute mais à la seule production matérielle de biens, la proposition à importer atteint sa débute période 32,5 % et au fin de période presque 75 %. Il est clair qu'un tiers de la production a été « fuité » à l'extérieur, réduit à 1/3 portion congrue les effets, à l'intérieur, de « multiplication » de l'accélération que l'investissement a entraînée à la dépense et à l'investissement.

Aussi, après avoir analysé les ré-  
sultats enregistrés au cours de la pé-  
riode et sur la base d'une réflexion  
approfondie, la direction politique  
du pays a adopté le cours du  
congrès extraordinaire du F.I.N. en

Une action vigoureuse a été engagée, à travers la restructuration des entreprises, en vue d'accroître les performances de l'appareil de production et l'utilisation intensive des capacités installées.

Les résultats enregistrés au cours de la période (un accroissement de la consommation de 11 % par an en termes réels) ont modifié considérablement le comportement des ménages, tant au niveau de l'alimentation que de la demande en produits industriels. Il convient par conséquent, dans l'étape actuelle, d'enga-

Il apparaît ainsi que les efforts engagés et les résultats qui seront obtenus en terme du présent quinquennat, consolidant et élargissant les progrès positifs et les acquis des deux précédentes décennies, offriront des bases solides et des bases nouvelles pour les perspectives de développement économique et social de l'Algérie à l'horizon 2000.

Les acquis importants de la période antérieure, qu'il y a lieu de renforcer, constituent, avec les potentialités humaines et matérielles que recèle ce pays, une base d'appui appréciable pour les étapes futures de son développement. Il importe de garantir à l'essor de son économie des niveaux qualitatifs supérieurs.

Le principe du « compter sur soi » qui reste notre credo, et qu'il y a lieu de mettre sans cesse en valeur et d'inscrire davantage ■■■ les faits et dans les esprits, est à même, assuré-  
■ d'imprimer ■■ un nouvel élan à ■■ poursuite des ■■ notre développement, tout ■■ rendant notre économie moins assujettie ■■ l'exté-  
rieur et moins vulnérable aux coups de la ■■ crise économique mondiale. .

monnaie. . .

de ce même contexte et pour mieux aux facteurs de perturbation que la crise internationale des années soixante-dix, le renforcement de la coopération Sud-Sud et la coopération régionale, notamment avec les pays du Maghreb et les pays africains, à la fois un impératif et un axes privilégiés de la politique de diversification des relations extérieures, à même d'accroître la capacité de négociation des pays du tiers-monde, face à l'hégémonie des pays industrialisés en vue de partenaires à part entière dans la recherche d'un développement d'un ordre économique international d'un type inconnu.

**ABDELHAMID BRAHIMI**

Pour tout renseignement, écrivez à :  
**S.N.L.B.**  
1, rue Kaddour Benin - H. Day - Alger  
Tél. : 71 22 22 22 - 52726.  
**UN CATALOGUE VOUS SERA ENVOYÉ**  
**LIEDECO**

- *L'étude de vos problèmes particuliers.*

Direction Générale -  
2, Bd Colonel Amirouche - Alger  
Tel. 63 28 55 - 63 94 10/12 - 61 13  
Télex : CREPOPAL 52 512  
Département : Etranger - CREPORE 52 284 283

**NOS AGENCES QUI COUVRENT LE  
TERRITOIRE NATIONAL SONT A VOTRE  
ENTIERE DISPOSITION**

Ces déséquilibres, maintenant parfaitement identifiés, se reflètent à tous les niveaux de la structure des investissements. Du point de vue sectoriel, un déséquilibre profond était inscrit dans la répartition du stock de capital : la disposition de chacun des secteurs de l'économie nationale, avec une concentration des ressources au niveau des industries des hydrocarbures au détriment de l'agriculture, de l'hydraulique et des secteurs sociaux.

En plus, ce déséquilibre structurel était aggravé par une répartition géographique privilégiant la



## Pétrole, gaz : succès d'une stratégie

(Suite de la page 5.)

Le changement de régime en Libye avec l'arrivée au pouvoir, le 1<sup>er</sup> septembre 1969, du colonel Kadhafi, la conférence des producteurs de pétrole à Caracas en décembre 1970, auront préparé le terrain. Première étape de nationalisation depuis celle de Mossadegh en Iran, vingt ans plus tôt, l'exemple algérien va alors s'étendre à l'ensemble de l'OPEP, les membres reprendront progressivement les rênes aux compagnies internationales la maîtrise des pétroliers.

Les compagnies françaises — après la rupture de la négociation — l'indemnisation — tenteront bien, par la suspension de leurs cotisations, de faire en sorte que la mise en garde des « majors » soit tout achat de leur « brut », un « brut » d'arrière-garde. Pour l'OPEP, l'aventure algérienne est terminée.

### Transfert de technologie

Mature son destin pétrolier, l'Algérie s'efforce, dans les années 70, d'acquiescer l'expertise pour mieux valoriser ses richesses pétrolières et gazières avant d'insister, dix ans plus tard, sur le renchérissement des hydrocarbures aidant, — la conservation, pour allonger la

durée de vie des installations et en accroître la rente.

Au lendemain de la nationalisation, la Sonatrach contrôle près de 80 % de la production de brut. La politique à suivre est alors clairement définie : l'ordonnance du 12 avril 1971 (1) : les compagnies étrangères de participer à l'exploration et au développement doivent s'associer à la Sonatrach qui détient au moins 51 % des parts. Les Algériens, par ces accords, entendent relancer l'exploration — pendant le conflit avec les compagnies françaises — mais aussi obtenir des partenaires étrangers qu'ils dispensent la formation requise pour que les Algériens puissent substituer progressivement aux techniciens « importés ». De nombreuses associations ont alors été créées : des sociétés en majorité américaines — la stratégie mise en place est menée à bien. En 1978, souligne M. Jean-Marie Chevalier (2), « Sonatrach possédait un opérateur (directeur) par l'intermédiaire d'Alfort, seize-dix-neuf des vingt-quatre appareils de forage localisés en Algérie ».

Pourtant, malgré les petites dépenses qui ont résulté de cette politique, il est vite apparu que la production pétrolière proprement dite atteindrait son plafond autour

de 10 millions de barils par jour. Aussi les dirigeants algériens se sont-ils efforcés de valoriser leur hydrocarbure, le gaz naturel. Le plan Valhyd (pour la valorisation des hydrocarbures) n'avait pas d'autre objectif : sur la base de l'évaluation — la manière prudente — à 10 milliards de barils de pétrole et à 3 milliards de barils de gaz, les Algériens ont produit vers 1985 100 milliards de mètres cubes de gaz par an et 75 millions de tonnes d'hydrocarbures liquides (pétrole, condensat, L.P.G.). Il s'agissait de dépenser 30 milliards de dollars — valeur de 1976 — au cours de la période 1976-2000.

Les Algériens, qui ont essayé les pures de la liquéfaction de gaz, ont une petite unité réalisée à Arzew pour satisfaire, dans les années 60, aux besoins des États-Unis (Panhandle, Distigas, El-Paso, Tenneco) et l'Europe (Gaz de France, Distigas, Enagaz, Ruhrgas, l'ENI). Dans le même temps étaient créées d'importants complexes de liquéfaction, construits des installations portuaires, posés plusieurs milliers de kilomètres de gazoducs, réalisés des pipelines. Le but était clair : il

s'agissait de trouver le moyen naturel des moyens d'une accumulation du capital pour assurer l'avenir de l'Algérie.

Les Algériens ont par la Federal Power Commission américaine à certains moments d'achat de gaz algérien et la volonté de la Sonatrach de rencherir le prix du gaz ont pour raison — pour l'instant du moins — de la majorité de la « partie américaine » du programme d'exportation.

Le plan Valhyd avait aussi l'inconvénient, certains dirigeants algériens, d'être trop capitaliste (à Arzew, un investissement de 1 milliard de dollars ne crée directement que 100 emplois) et d'endetter trop fortement le pays. Après la mort du président Boumedienne, les dirigeants algériens ont tiré les conséquences : annulation de la construction d'une usine de liquéfaction (G.N.L.3) et priorité donnée à l'exportation par gazoduc qui exige une moindre investissement initial du pays producteur.

### Des recettes croissantes

La politique des années 70 n'en a pas moins eu une série d'effets bénéfiques, d'abord celui de permettre un développement croissant des ressources des hydrocarbures : la production de pétrole brut de la nationalisation de 1971, elle ne représentait que 10 milliards de dollars en 1979, 10,8 milliards en 1980 et 12,4 milliards en 1982.

Le renchérissement du pétrole provoqué par le marché qui ont accompagné la révolution iranienne ont, en outre, permis aux dirigeants algériens de mettre l'accent tout à la fois sur la conservation et sur l'exploitation d'une vente pour leurs richesses. En 1980, selon les statistiques publiées par l'OPEP, la production de pétrole brut de l'Algérie a atteint 1 019 900 barils par jour contre 1 153 800 en 1979, soit une diminution de 11,6 %. C'est là une politique délibérée puisque, la baisse régulière des réserves, un plafond d'extraction de 51 000 000 de

barils (1 020 000 barils par jour) avait été fixé. A cela s'ajoutait une production de condensat de l'ordre de 7 millions de tonnes.

En 1980, la situation du marché pétrolier mondial s'est fortement dégradée. Aussi la Sonatrach a-t-elle augmenté son extraction de pétrole brut en 1981 (35 millions de tonnes) et ses six premiers mois de 1982 (sur une tendance annuelle de 30 millions de tonnes) est-elle largement supérieure au plafond fixé à 45 millions de tonnes par an.

L'autre moyen d'allonger la durée de vie des réserves, c'est de relancer l'exploration. En 1980, donc, le gouvernement a décidé d'accorder de nouveaux permis de recherche d'une superficie globale de 400 000 kilomètres carrés. Et pour s'assurer la collaboration des compagnies — profitant de la période de calme qui caractérise alors la marche, — la Sonatrach a imposé le 1<sup>er</sup> janvier 1981 31 août 1982 à ses acheteurs la prime d'exploration de 3 dollars par hectare. Une politique qui n'a évidemment pas empêché, en d'effet, puisqu'en 1981 la tendance à la diminution des réserves poursuit sa voie (- 1,5 % par rapport à 1980) (3).

Enfin la nouvelle équipe du ministère de l'énergie a obtenu — sur un marché porteur — une forte revalorisation de la valeur des réserves. Pour le pétrole brut, par son action en pointe l'intérieur de l'OPEP, ce qui n'a pas permis d'éviter, une baisse des prix de plus de 10 % du brut algérien dans le courant de 1982.

Mais la grande bataille a été portée sur le gaz. Pour les Algériens — dont les réserves gazières sont, à l'échelle mondiale, — il est indispensable qu'une même quantité d'énergie (en fonction du pouvoir calorifique) soit vendue à un même prix. D'où la revendication d'une parité du prix du gaz et du pétrole. Ce à quoi les clients — la Sonatrach répondent que le gaz entraîne en concurrence avec d'autres produits (fuels) et qu'un trop fort renchérissement pourrait le freiner.

Un accord avec la société belge Distigas, puis en février 1982 — après une série de négociations — un

autre accord avec la compagnie italienne Gaz de France — l'impulsion des présidents Chadli et Mitterrand, ce dernier en faisant un exemple de relations Nord-Sud, ont débouqué partiellement une situation qui a contraint la Sonatrach à réduire ses exportations de G.N.L. (de 11,8 milliards de mètres cubes en 1979 à 7 milliards en 1980) et à ralentir les investissements destinés à réduire la part du gaz brûlé à la torche. Il n'est pas convaincre rapidement les Américains, les Italiens...

Ainsi, en à peine plus de dix ans de développement énergétique, un travail considérable a été accompli par les équipes qui se sont succédé au pouvoir. Et si l'Algérie a toujours préservé sa stricte rigueur sur le plan des principes, elle a su faire preuve de souplesse dans l'application de ceux-ci. On peut en rendre la preuve dans la baisse du prix du condensat et des produits raffinés en 1982 — alors qu'Alger continuait à manifester une certaine intransigence sur le prix du pétrole brut à l'OPEP — qui a permis de supporter mieux qu'ailleurs les difficultés conjoncturelles et a justifié largement les investissements passés.

Il reste du chemin à faire. La bataille du gaz est loin d'être gagnée — faute ici du surspécule ? — sur un marché énergétique maussade, et l'indépendance à quelque degré d'un fait lorsque l'on faut recourir à des experts étrangers pour une technique un peu sophistiquée (liquéfaction, vaporisation, pétrochimie) et, en amont, l'ingénierie des réservoirs.

Avec une dégradation — après l'écroulement de la production — trop lourde, le plus de 80 % perdus en douze sociétés distinctes, — l'équipe qui a pu faire l'expérience passée, — nul doute s'attelle à la tâche.

BRUNO DETHOMAS.

- (1) Arab Oil and Gas Directory, 1982. Centre de la recherche pétrolière, 7, avenue Ingres, 75016 Paris.
- (2) Pétrole et gaz : de l'affrontement à la coopération, par Jean-Marie Chevalier, la paraitra dans la revue « L'Énergie » de juillet.
- (3) Le Pétrole et le Gaz, 16 juillet 1982.

(Publicité)

## ENTREPRISE NATIONALE DE GRANDS TRAVAUX PÉTROLIERS

Ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques

### Missions :

- Etude et réalisation intégrée des ensembles industriels dans le domaine des hydrocarbures et industries connexes.
- Expertise, contrôle et réception de tous matériaux, matériels.
- Entretien d'unités de traitement de gaz et de pétrole.

### Réalisations :

- Raffinerie de Hassi-Messaoud.
- Construction atelier acide nitrique à Arzew.
- Montage équipements de la cimenterie de Aïn-Kebira.
- Installations intégrées de distribution.
- Centres enfouisseurs G.P.L.
- Divers réseaux de canalisation H.P. à Hassi-Messaoud, Hassi-R'Mel, T.F.T.

### Projets en cours :

- Centrale thermique à Mers el-Hadjadj.
- Montage général unité optimisation à Hassi-Messaoud.
- Pipe-line collectes et dessertes à Arzew.
- Extension des unités de modules « O » et « 1 » à Hassi-R'Mel.
- Gaz lift Zarzaitine.

CHIFFRE D'AFFAIRES : 600 000 000,00 DA.

EFFECTIF : 7 000.

SIÈGE SOCIAL : Zone industrielle, B.P. 09, Reghaïa. Tél. : 80-06-80 et 91. Télex : 54.845 - 54.861.

DIRECTIONS RÉGIONALES : Reghaïa - Arzew - Hassi-R'mel - Hassi-Messaoud.

## Société nationale des industries chimiques

## UNE ENTREPRISE EN PLEINE EXPANSION

À sa création, en 1962, la Société nationale des industries chimiques (S.N.I.C.) comptait une seule unité de détergents dont la production était de 10 000 tonnes/an pour un effectif de trois cents agents dont dix-huit cadres. Compte tenu de la mission telle que définie dans les statuts portant sur la création et en respect des objectifs globaux de développement planifiés de l'économie nationale, la Société nationale des industries chimiques, a entrepris très peu de temps après sa naissance, un vaste effort de développement de ses structures et de diversification de ses activités dans le souci d'apporter la réponse la plus adaptée aux besoins du marché national. Cette dynamique de développement repose sur une stratégie de pénétration du secteur de la chimie fine qui confère à la S.N.I.C. sa véritable vocation.

C'est ainsi, et grâce aux investissements consentis durant les premiers et deuxième plans quinquennaux, que la Société nationale des industries chimiques gère aujourd'hui vingt (20) unités de production et quatre (4) unités de distribution. Répondant sur l'ensemble du territoire national en respect du principe du développement régional équilibré, ces unités ont permis à certaines régions de rompre la monotonie de leurs activités industrielles en favorisant l'essor de nouvelles entreprises. Les activités très diversifiées de ces unités permettent la satisfaction quasi totale et dans les délais des besoins du marché.

### LE SECTEUR PEINTURES :

Ce secteur propose aux utilisateurs une large gamme de produits : peintures bâtiment, industrielles, anticorrosion, vernis, résine. Pour répondre aux besoins urgents et massifs induits par la poussée du secteur de l'habitat et de la construction et l'essor de l'industrie algérienne, la Société nationale des industries chimiques va augmenter considérablement ses capacités de production avec le mise en exploitation dans un proche avenir de deux complexes peintures. Ce secteur important de la S.N.I.C., qui a subi un grand effort d'investissement induit par la croissance des autres activités industrielles, est un fort taux d'intégration à la fin du plan quinquennal qui coïncidera avec l'entrée en production des projets d'expansion, d'agrandissement, d'extension et de nouvelles unités.

### LE SECTEUR VERRE ET CÉRAMIQUE :

En ce qui concerne le verre, l'intervention de la S.N.I.C. se situe à deux niveaux : La production du verre plat destiné à la construction et à l'industrie automobile (verre trempé) et du verre creux utilisé pour le conditionnement des produits pharmaceutiques et alimentaires. La transformation du verre : une partie du verre plat est transformée en bouteilles et en récipients très sollicités par les fabricants de produits tels que la Société nationale des industries chimiques du bois et du liège (S.N.L.B.).

### LA CÉRAMIQUE :

La disponibilité de ressources minérales de qualité, tels le kaolin et le feldspath, combinée aux capacités de production permet de répondre largement aux besoins des minéraux en porcelaine et en faïence. Cette activité s'est consolidée récemment avec l'entrée en production des deux nouvelles réalisations de Maghnia (Tlemcen) et Milla (Constantine).

### LE SECTEUR DÉTERGENTS ET PRODUITS D'ENTRETIEN :

L'élévation du niveau de vie des citoyens ainsi que le milieu rural et l'industrialisation ont grandement influencé le marché de cette famille de produits. Contribuant au bien-être social, la S.N.I.C. met à la disposition du consommateur une gamme variée de produits d'entretien, de cosmétiques et de détergents. L'élaboration de produits de qualité est la priorité de la S.N.I.C. et elle est en phase avec les besoins du marché. Les détergents, l'offre de la S.N.I.C. va s'élargir à la phase de détergents imprimés à l'huile et à l'eau. Sur-Et-Glacière (Centre), Chelghoum-Laid (Sud).

Outre ces grands secteurs d'activité, la Société nationale des industries chimiques intervient également dans la transformation du sucre, qui se réalise dans un complexe de conception moderne qui fournit à l'industrie des sucres de table et à l'industrie alimentaire de l'amidon, de la dextrine, du glucose, de l'huile de germe, du sirop de glucose, du fourrage. Ce dernier produit a grandement contribué à la satisfaction des besoins des régions sahariennes touchées par la sécheresse.

Il est à noter également que le futur complexe d'antibiotiques utilisera une partie de ces dérivés pour la production de pénicilline, streptomycine et tétracycline.

A la gamme des produits d'entretien s'ajoute la production de lames inox dont la qualité rivalise avec celle des grandes marques internationales et qui sont fabriquées par l'unité Lames de Rouba (Alger), dont l'offre sera plus que doublée en 1983. Enfin la nouvelle unité de Soda (Ouest) fournit à l'industrie minérale et du bois des moules, des alvéoles lés et appliqués. Tout en s'efforçant de consolider au maximum son outil de production, la Société nationale des industries chimiques accorde un intérêt tout particulier à l'amélioration constante de la qualité de ses produits pour satisfaire une clientèle de plus en plus exigeante.

Dans ce souci, les laboratoires mis en place dans les usines, grâce à leur appareillage scientifique et technique, consacrent tous leurs efforts à soigner l'image de marque des produits de l'entreprise.

### COMMERCIALISATION :

Parallèlement à ses activités de production, la S.N.I.C. commercialise la totalité de ses produits par le biais de son réseau de distribution réparti dans les zones les plus peuplées du sud du pays (Sahel). On 31 570 m<sup>2</sup> en 1979 les surfaces de vente sont passées à 54 800 m<sup>2</sup> en 1982.

L'évolution très rapide de la Société nationale des industries chimiques, qui a vu en quinze (15) années d'existence ses effectifs passer à dix mille neuf cents (10 900) agents, ses capacités de production multipliées par douze (12), son chiffre d'affaires atteindre celui des grandes entreprises mondiales, s'expliquent encore durant le plan quinquennal (1980/1984). En effet, les projets d'expansion et de développement de la S.N.I.C. ne relèvent ni des efforts ni des moyens financiers pour conférer à ses travailleurs le savoir-faire nécessaire à la maîtrise des processus de production.

Enfin, la Société nationale des industries chimiques fonde de grands espoirs sur son futur centre de recherche, qui propulsera la conception de processus et de produits typiquement algériens.



## Le P.S. et le P.C. partent en campagne contre les « gaspillages » de la mairie de Paris

## Les « chantiers du président » étaient aussi ceux du maire

» L'U.N.C.A.F.N. souhaite que le projet élaboré par le secrétaire des Nations Unies et par les représentants français U.N.C.A.F.N. soit soumis, dans les plus brefs délais, au conseil des ministres et présenté rapidement au vote du Parlement. »



























Le Monde

# économie

## AGRICULTURE

### Le gouvernement appelle les viticulteurs à plus de fermeté face au négoce

L'agitation persiste dans le Midi viticole, politiquement déçu parce qu'ayant placé ses espoirs dans la gauche. Et cela parce que selon les viticulteurs le marché ne serait brutalement dégradé. Le ministère de l'Agriculture vient, pour sa part, de réagir avec vivacité. Dans un communiqué, il a dit que « la fermeté des viticulteurs du Midi doit se manifester face à leurs interlocuteurs (le négoce). Les dégradations et les actions violentes ne sont pas de nature à apporter une solution aux problèmes actuels et le gouvernement les désapprouve catégoriquement ».

Le gouvernement appelle les viticulteurs à plus de rigueur en ne cédant pas « à la crainte de voir peser les volumes d'une récolte abondante sur les prix de la prochaine campagne (...), puisqu'il y aura le nouveau règlement communautaire et l'Office des vins ». Le

La loi du 10 juillet, le conseil des ministres de l'Agriculture a par ailleurs adopté un compromis sur les prix agricoles, comportant notamment une réforme du règlement viticole de la Communauté. Après l'accord sur les grandes lignes, les deux ont confié aux techniciens, comme la loi le prévoit, la mise en œuvre technique du projet de réglementation. Les techniciens ont travaillé sur ce texte le 10 juillet. Dans le projet d'arrêté par la commission, on relève que « la loi de replantation ne peut être exercée sur des superficies classées en catégories 2 et 3, lorsque ces superficies sont soumises à des obligations d'irrigation indépendantes, énoncées par la réglementation ou par des décisions prises par les pouvoirs publics ».

En clair, cela signifie que parmi les zones de replantation les plus favorables à la replantation de la vigne, les zones susceptibles de porter d'autres cultures. En réalité, cela aboutirait à la destruction de la vigne et au développement d'un vignoble moderne, économiquement équilibré, comme il se présente dans les zones viticoles du Midi.

La catégorie 2, ce sont les zones de replantation les plus favorables à la replantation de la vigne, les zones susceptibles de porter d'autres cultures. En réalité, cela aboutirait à la destruction de la vigne et au développement d'un vignoble moderne, économiquement équilibré, comme il se présente dans les zones viticoles du Midi.

ministère rappelle que les volumes de vin de table commercialisés représentent pour la campagne en cours 21 millions d'hectolitres, dont 16,8 millions pour le Languedoc-Roussillon, 1,3 million d'hectolitres plus pour cette seule région qu'en 1981. Les importations italiennes sont inférieures de 25 %, tandis que les prix des vins importés d'Italie ont progressé de 25,2 % au 1<sup>er</sup> mai 1982 par rapport à mai 1981, hausse qui s'accroît encore et qui est due à la distillation exceptionnelle obtenue par le gouvernement en avril 1982. Cela fait dire au ministre que « les difficultés de l'agriculture du Midi ne sont pas conjoncturelles ». D'où le renvoi des viticulteurs devant leurs responsabilités, et devant aussi la promesse d'un règlement communautaire et d'un office efficaces en cas de dégradation du marché.

Les zones de vignes de vin de table caves coopératives. On estime qu'il y a une zone par hectare de vignes de vin de table caves coopératives. On estime qu'il y a une zone par hectare de vignes de vin de table caves coopératives. On estime qu'il y a une zone par hectare de vignes de vin de table caves coopératives.

Le projet communautaire prévoit la mise en œuvre de la loi de replantation de la vigne sur une zone de replantation de la vigne, les zones susceptibles de porter d'autres cultures. En réalité, cela aboutirait à la destruction de la vigne et au développement d'un vignoble moderne, économiquement équilibré, comme il se présente dans les zones viticoles du Midi.

trée à l'hectare en Amérique du Sud, un vin de table caves coopératives.

Dans l'état actuel du marché français, ces vins ne pèsent pas sur le marché, puisqu'ils s'écoulent rapidement. Les vins de table caves coopératives, les vins de table caves coopératives, les vins de table caves coopératives.

La dimension sociale du rôle de l'Etat n'est pas oubliée, au contraire. Elle n'a pas d'autonomie par rapport à l'économie dont elle fait partie. C'est aussi dire qu'aucune action sociale ne peut être envisagée si les finances de l'Etat et les entreprises ne le permettent pas.

JACQUES GRALL.

## CONJONCTURE

### Du bon usage de l'argent public

(Suite de la première page)

Après Roosevelt et le New Deal, on retrouve en France une idée dans le programme économique des hommes de la Résistance. Elle a nourri pendant trente ans un interventionnisme permanent qui, au niveau des principes en tout cas, ne s'est éteint qu'après la victoire de l'ex-majorité aux élections législatives de 1978.

Pour les auteurs, l'Etat ne doit pas jouer dans l'économie un rôle passif, il ne doit accomplir n'importe quelle tâche. Il doit au contraire prêter dans ses actions qui devront être soigneusement pesées et calculées, pour être financées avec toujours le souci de la compétitivité.

On retrouve dans cette conception la volonté de jouer le jeu de la compétition internationale, de garder au secteur privé toute son importance, d'affirmer son dynamisme. C'est un peu la conception des théoriciens de l'offre dans le monde et fort actuellement les économistes américains. Mais c'est plus encore la conception des anciens partisans du Plan qui voyaient dans la programmation le moyen terme la possibilité pour la France de corriger ses déséquilibres en ses insuffisances.

La dimension sociale du rôle de l'Etat n'est pas oubliée, au contraire. Elle n'a pas d'autonomie par rapport à l'économie dont elle fait partie. C'est aussi dire qu'aucune action sociale ne peut être envisagée si les finances de l'Etat et les entreprises ne le permettent pas.

Il n'est pas douteux que les idéologues - les fervents - du parti socialiste voudraient voir grandir le poids de l'Etat dans l'économie tandis que les libéraux - les réalistes - craignent l'inflation que le chômage, ne montrent beaucoup plus réservés et prudents sur le rôle qu'il doit jouer la puissance publique.

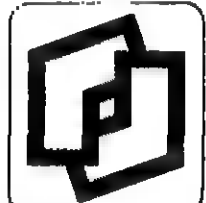
La ligne de partage n'est pourtant pas simple à tracer entre les uns et les autres. La mesure où le problème est tellement difficile à poser. Difficile car il existe en fait deux secteurs dans l'économie française pour lesquels les règles du jeu ne peuvent pas être les mêmes, du moins en apparence : un secteur ouvert à la concurrence internationale (c'est le cas pour la Régie Renault mais aussi pour la sidérurgie, Saint-Gobain, la C.G.E., Thomson...), un secteur protégé qui comprend toute l'administration (police, justice, services fiscaux, enseignement...) mais aussi, d'une certaine manière, les P.T.T., la S.N.C.F., E.D.F.

La réponse à la question posée est donc à la fois complexe et contradictoire. Le choix de l'Etat est de privilégier la création d'emplois et les apports de devises dans l'automobile pourvue en acceptant de lui offrir un certain cadre de vie en même temps qu'un certain mode de vie. Ce choix-là assurément pèse, à terme, d'un poids plus ou moins lourd. A l'inverse, la revalorisation de traitement des instituteurs apparaît tout à fait justifiée, bien que tardive et trop lente. La réévaluation de l'enseignement primaire est un investissement tellement essentiel pour la nation qu'on se demande comment on a pu laisser se dégrader aussi longtemps la qualité de son domaine.

Ce n'est pas à vingt mille emplois supplémentaires dans le besoin la fonction publique mais dans l'amélioration de la qualité de son recrutement, de sa formation, de son fonctionnement. D'une remise en cause également certaines fonctions et de leur adéquation aux besoins qu'elles sont censées satisfaire. Le gouvernement devrait, quant à lui, porter la plus grande attention au fossé qui se creuse entre la fonction publique dans son ensemble du terme, protégée, et le reste de l'économie française, exposée à la compétition aux rigueurs de la vie.

ALAIN VERNHOLES.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



# société nationale elf aquitaine

ANONYME au capital de 1.000.000.000 - Siège social : Tour Aquitaine - 92 COURBEVOIE - Direction Générale : 7, rue Nélaton - 75013 PARIS N° SIREN : RCS NANTERRE B 552 120 784

### EXERCICE 1981 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 JUIN 1982

**POURSUITE DE L'ÉCONOMIE MALGRÉ UNE CONJONCTURE DÉFAVORABLE EN PÈSE DES RÉSULTATS**  
La capacité de production pétrolière française fortement stimulée par le monde a continué d'augmenter en 1981 à la suite notamment de l'intensification de l'effort d'exploration des zones pétrolières, tandis que la demande des principaux pays consommateurs (de 10 % en France), sous le triple effet de la stagnation économique, des économies d'énergie et des transferts vers d'autres formes d'énergie.  
La situation du raffinage est encore assombrie au point que ses produits ont dû être vendus parfois moins cher que n'avait coûté le pétrole brut traité.  
Les performances des résultats d'ELF FRANCE se sont ajoutées les pertes de la pétrochimie et de la Société LE NICKEL.  
Tout en adaptant ses comportements à la conjoncture, le Groupe a pu préparer l'avenir et à son activité traditionnelle en Afrique et en Europe, il a ajouté un investissement majeur par l'acquisition de la TEXASGULF, riche en réserves naturelles. Il a pu aussi diversifier par la prise de contrôle d'entreprises ou par des participations, notamment dans la chimie fine, les énergies nouvelles et la gestion de l'énergie.

### Principales activités en 1981

#### Prospection

Le domaine minier a vu sa surface brute en 1981 d'environ 100.000 km<sup>2</sup> la suite notamment de la mise en œuvre de la loi de 1980 sur les zones de recherche minière. Les dépenses de prospection ont été de 1.200 millions de francs (dont 0,7 en France) et les investissements de développement 8,3 millions de francs (dont 0,3 en France).

#### Production

Du point de vue des activités, ELF AQUITAINE reste producteur de 14 millions de tonnes de pétrole brut en 1981. La production opérée par le Groupe a représenté 23,1 millions de tonnes d'hydrocarbures liquides et 7 millions de tonnes de gaz naturel commercialisable. Le Groupe a également produit (hors Texasgulf) 2,1 millions de tonnes de soufre (dont 0,3 million au Canada, jusqu'à la cession de ses actifs au Groupe des pays). Grâce à l'acquisition de Texasgulf (qui a produit 16 millions de tonnes de pétrole brut en 1981) et malgré la cession simultanée, au 1<sup>er</sup> juillet 1981, d'Aquiline Company au Canada, le Groupe est devenu le premier producteur de soufre du monde occidental. TEXASGULF a produit, d'autre part, en 1981 9 millions de tonnes de phosphate (dont 0,3 million au Canada) et 0,3 million de tonnes de soufre.

La situation reste difficile pour la S.N.C.F. (LE NICKEL) et Aquiline (50 %) dont le chiffre d'affaires en 1981 a été de 275 millions de francs (contre 235 millions de francs de perte de change sur les emprunts à plus d'un an).

### Commerce du pétrole brut - raffinage - distribution

Le Groupe a disposé en 1981 d'un parc de raffinage brut avoisant 38,5 millions de tonnes dont 16 provenant de gisements qui l'exploitent directement. Il a correspondu à ces capacités d'approvisionnement de 10 millions de tonnes de pétrole brut transportées en 1981 pour le compte d'ELF AQUITAINE. Le Groupe a également transporté 23 millions de tonnes de pétrole brut et 23 millions de tonnes de pétrole raffiné. Le Groupe a subi en 1981 quelque 100 millions de francs de perte économique masquée cependant dans ses comptes par la dépréciation des stocks.

de pétrole. Cette perte, la plus importante par le Groupe, a été provoquée par la marge négative, entre les prix d'achat du pétrole brut et les prix de vente des produits finis, et l'insuffisance des prix de vente à la consommation. Cette situation a-t-elle dû, pour ramener les pertes à un niveau acceptable, entraîner une dépréciation des stocks de pétrole brut, en y substituant des stocks de produits finis. Les ventes de pétrole brut ont été de 16,3 millions de tonnes, soit 23 % du marché intérieur, contre 22,5 % en 1980. Elles correspondent, en l'absence de stocks, à une diminution de 12,4 % de l'ensemble des ventes de pétrole brut. Cette diminution est due à la politique commerciale du Groupe, à la recherche des produits économiquement les meilleurs et au contrôle des prix. Sur le marché européen, les ventes du Groupe ont été de 10 millions de tonnes.

**Pétrochimie**  
Les pertes de la pétrochimie ont été de 100 millions de francs en 1981. Elles ont été provoquées par la dépréciation des stocks de pétrole brut et la dépréciation des stocks de produits finis. La perte de la pétrochimie a été de 100 millions de francs en 1981. Elle a été provoquée par la dépréciation des stocks de pétrole brut et la dépréciation des stocks de produits finis.

**Chimie fine**  
L'acquisition de la S.N.C.F. a entraîné une diminution de 36 % de la production de la chimie fine. La production de la chimie fine a été de 100 millions de francs en 1981. Elle a été provoquée par la dépréciation des stocks de pétrole brut et la dépréciation des stocks de produits finis.

**Pharmacie et cosmétologie**  
L'exercice 1981 a été marqué par la cession de la S.N.C.F. à la S.N.C.F. La production de la pharmacie et de la cosmétologie a été de 100 millions de francs en 1981. Elle a été provoquée par la dépréciation des stocks de pétrole brut et la dépréciation des stocks de produits finis.

**Recherche scientifique et technique - Innovation**  
Le Groupe a consacré en 1981 un effort important de recherche, au développement de l'innovation, un budget de 1.000 millions de francs (dont 0,3 million de francs dans les activités de recherche).

### Situation financière

Le chiffre d'affaires du Groupe s'est établi à 104,4 milliards de francs (107,2 en 1980) et les participations à 10,7 milliards de francs (10,7 en 1980). Le chiffre d'affaires du Groupe a été de 104,4 milliards de francs en 1981. Il a été provoqué par la dépréciation des stocks de pétrole brut et la dépréciation des stocks de produits finis.

En ce qui concerne le bilan, le Groupe a enregistré une diminution de 36 % de la production de la chimie fine. La production de la chimie fine a été de 100 millions de francs en 1981. Elle a été provoquée par la dépréciation des stocks de pétrole brut et la dépréciation des stocks de produits finis.

L'importance de la production du Groupe en 1981, qui dépasse 31 milliards de francs (contre 11,7 en 1980), est l'un des traits majeurs de son développement. Le chiffre d'affaires du Groupe a été de 104,4 milliards de francs en 1981. Il a été provoqué par la dépréciation des stocks de pétrole brut et la dépréciation des stocks de produits finis.

L'Assemblée a décidé de maintenir le niveau du dividende au titre de l'exercice précédent, soit, compte tenu de la division par 5 de la valeur nominale, 100 francs par action, soit 100 francs par titre de 100 francs nominal. Le dividende net, après déduction des impôts, sera de 5,25 %, mis en paiement le 1<sup>er</sup> juillet 1982.

## BANQUE PARIBAS COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS

La Banque de Paris et des Pays-Bas Compagnie Financière de Paris a été transformée en une société anonyme sous le nom de Banque Paribas Compagnie Financière de Paribas. Cette décision consacre une dénomination retenue depuis longtemps dans les milieux financiers nationaux et internationaux.



## ÉTRANGER

TRÈVE DANS LA QUERELLE DES CRÉDITS À L'EXPORTATION

### Washington donne son aval à la C.E.E.

L'affrontement sur les crédits à l'exportation bénéficie de deux mois les États-Unis et la Communauté européenne, vient de prendre fin, au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1983. Le gouvernement américain a approuvé la décision des pays de la C.E.E. relative à un relèvement du taux de ces crédits, ainsi qu'à un relèvement des pays bénéficiaires.

Il est particulièrement encourageant, a déclaré à ce propos M. Reagan, secrétaire américain au Trésor, que les grands pays exportateurs restent convaincus de la nécessité de réduire les coûteuses distorsions découlant des subventions à l'exportation. Le compromis final semble en tout cas se situer à mi-chemin des positions initiales des deux parties.

Pour éviter une concurrence nuisible en matière de crédits à l'exportation, les pays de l'O.C.D.E. (à l'exclusion de l'Islande et de la Turquie) ont adopté des règles qui fixent notamment un taux d'intérêt minimum en fonction de la durée du prêt et de la situation du pays bénéficiaire. En juillet 1976, ils avaient abouti à un « consensus » informel sur des politiques convergentes de crédit à l'exportation, en avril

1978, ils ont appliqué un « arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ».

L'adaptation de cet arrangement a donné lieu à de multiples péripéties. Après une légère augmentation des taux d'intérêt en juillet 1981, des négociations pour une majoration plus importante ont entraîné en longueur jusqu'en octobre 1981, où il fut procédé à un relèvement de 2,5 points. Cet accord expirait le 16 mai 1982 et son renouvellement a provoqué de classiques discussions et marchandages, qui s'expliquent par l'intérêt des marchés d'équipement dans le tiers-monde et les pays de l'Est.

Au départ, les Américains souhaitaient, pour les rapprocher des taux du marché, un relèvement de 2 points des taux, alors que les Européens s'opposaient à tout relèvement. Finalement, après élaboration d'un compromis, report des échéances, remaniement du compromis, un accord est intervenu qui aboutit à une majoration de 1,15 point pour les pays relativement riches (catégorie 1), de 0,35 point pour les pays intermédiaires (catégorie 2), et laisse sans changement les taux pour les pays relativement pauvres (catégorie 3, pour laquelle la C.E.E. souhaitait initialement un abaissement de 0,5 point).

Le renchérissement des taux d'intérêt, qui peut alléger le coût pour les finances publiques de ce genre de soutien aux exportations et stimuler les entreprises, s'accompagne d'un relèvement des pays bénéficiaires des crédits. Ainsi une douzaine de pays, dont l'U.R.S.S., la R.D.A., la Tchécoslovaquie, l'Espagne et Israël, vont passer de la catégorie 2 à la catégorie 1, et une quarantaine (Algérie, Brésil, Cuba, Corée, Malaisie, Mexique, Taiwan...), de la catégorie 3 à la catégorie 2.

Tous ces pays vont donc subir une double majoration des taux, de l'ordre de 1,5 point par rapport à l'ancien barème, pour les nouveaux venus en classe 1 et de 1 point pour les promus en classe 2. Toutefois, ces derniers bénéficieront, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1983, d'un taux réduit (10,5 % et 10,75 % selon la durée des crédits), ainsi que de la possibilité d'obtenir des prêts de huit ans et demi à dix ans.

L'affaire des crédits à l'exportation, évoquée lors des rencontres au sommet, est révélatrice des tensions commerciales qui existent et s'accroissent, du fait de la crise, entre les différents pays industrialisés. La hausse des taux d'intérêt sur les marchés occidentaux n'a pas facilité la solution provisoire, qui importait tout particulièrement à la France, dont les exportations d'équipement dépendent en grande partie des marchés en dehors de la zone O.C.D.E. Au-delà de son aspect économique, l'enjeu est aussi politique, la défense du tiers-monde — dont on peut apparaître soupçonné de ne pas aggraver l'endettement — rejoignant le sens des affaires.

MICHEL BOYER.

#### LE NOUVEAU BARÈME

PAYS	DE 2 A 5 ANS	DE 5 A 8,5 ANS
Relativement riches ...	12,15	12,40
Intermédiaires .....	10,85	11,35
Relativement pauvres	10	10

## SOCIAL

Un avertissement mesuré au gouvernement

### F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. examineront début septembre « l'opportunité » d'une manifestation nationale

En ces temps de blocage des salaires, la modération relative des confédérations syndicales ne se dément pas. Le sommet du 2 juillet entre M. André Bergeron (F.O.), M. Jean Bernard (C.F.T.C.) et M. Jean Menu (C.G.C.) s'est soldé par un avertissement plutôt mesuré au gouvernement. Le communiqué commun, adopté à l'issue de la discussion, indique que « les dirigeants des confédérations F.O., C.F.T.C. et C.G.C. décident de se réunir dans les premiers jours de septembre en vue d'examiner l'opportunité d'une manifestation pour affirmer leur attachement à la liberté de négociation, indispensable à la poursuite de la politique conventionnelle ».

Le résultat de cette réunion, provoquée par la C.F.T.C., est donc un compromis entre les différentes tactiques syndicales en présence. « Nous ne sommes pas des agitateurs professionnels », a souligné M. Menu. Mais, indéniablement, c'est la C.G.C. qui a fait preuve du maximum de fermeté. Le président de la C.G.C. était mandaté par son comité national pour proposer une manifestation nationale. MM. Bergeron et Bernard ont fait un pas dans cette direction non en décidant dès aujourd'hui du principe d'une telle action, mais en acceptant d'en « examiner l'opportunité » à la rentrée. « On espère toujours », a déclaré le secrétaire général de F.O. Il va y avoir des contacts et nous verrons plus clair après. » Quoi qu'il en soit

cependant, la C.G.C. organisera une manifestation à Paris à la rentrée, seule ou à trois. A moins que les conditions de sortie du blocage lui paraissent très satisfaisantes...

Tout en ayant clairement manifesté son opposition au blocage des salaires, M. Bergeron ne veut ni jouer les bouffes, ni s'engager dans un choc frontal avec le gouvernement. Mais s'il a « freiné des quatre fers », les ardeurs combattives de ses militants, perceptibles surtout dans le secteur public, il ne peut pas « faire leurs préoccupations ». Il est convaincu que si un syndicat demande aux salariés d'accepter aujourd'hui ce qu'il condamnerait hier, il ouvrira la voie à des actions incontrôlées, à une situation « à l'italienne ». Il craint aussi le développement d'un phénomène de « jacquerie » dans les classes moyennes. Toutes ces inquiétudes, il espère les faire partager à ses interlocuteurs gouvernementaux.

Dans tous les cas de figure, une telle attitude peut se révéler syndicalement payante. Si la sortie du blocage se présente favorablement

— M. Bergeron s'attendait cependant à une perte de pouvoir d'achat de 3 à 4 % en 1982 et à la poursuite des difficultés en 1983 —, les centrales réformistes en attribueront le mérite à leur menace d'action. Si la manifestation parisienne a lieu, une telle preuve de combativité peut avoir des retombées positives avant les élections prud'homales en décembre.

Très inquiètes sur l'avenir de la politique conventionnelle, confirmant leur « désaccord » avec la suspension de la loi du 11 juillet 1950, elles tendent avant tout de sensibiliser le gouvernement aux conséquences de son faux pas social. Entendra-t-il cet avertissement ? M. Bernard a tenu à souligner l'accord, non mentionné dans la déclaration des trois centrales, pour « un effort de solidarité entre les salariés à condition que les salariés ne soient pas les seuls à faire des efforts ». La volonté d'avoir un « comportement constructif » n'a cependant pas encore disparu chez les réformistes.

MICHEL NOBLECOURT.

## AUTOMOBILE

### NISSAN RENONCERAIT À CONSTRUIRE UNE USINE EN GRANDE-BRETAGNE

Nissan, second constructeur japonais d'automobiles, abandonnerait le projet de construction d'une usine en Grande-Bretagne, a annoncé le journal japonais *Asahi*, citant le président de la firme, M. Takashi Ishihara. Ce projet avait été envisagé en janvier 1981 par le gouvernement britannique. Il prévoyait la construction de deux cent mille voitures de tourisme par an, avec 60 à 80 % de pièces d'origine britannique. L'usine devait employer d'ici 1986 de quatre mille à cinq mille personnes. La Grande-Bretagne y voyait l'avantage d'une réduction des importations comme celui de la création d'emplois. Aussi avait-elle décidé de supporter 22 % environ du poids des investissements.

Aujourd'hui, Nissan estime qu'il faudra sept années pour rentabiliser ce projet et que le risque d'investissements précisément est trop grand. Selon M. Ishihara, cité par *Asahi*, le projet n'avait pas fait l'objet d'un consensus à l'intérieur de la firme, en raison des risques encourus.

Toutefois, la décision des responsables de Nissan ne sera connue qu'à la fin du mois de juillet, le vice-président de la firme devant se rendre en Grande-Bretagne à cette époque.

Sans que soit exclue l'hypothèse d'une renégociation des conditions d'implantation de Nissan en Grande-Bretagne, cet abandon, s'il était confirmé, marquerait un tournant dans la stratégie de pénétration des marchés européens par les firmes japonaises.



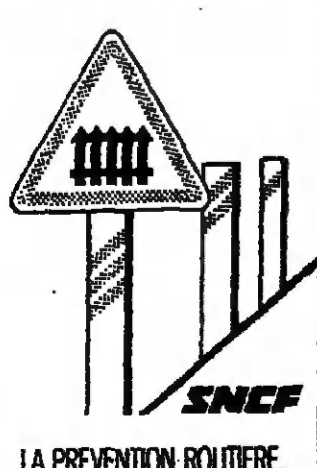
### ON N'AFFRONTÉ PAS UN TRAIN DE 800 TONNES.

AU PASSAGE À NIVEAU, LE TRAIN D'ABORD.



### ON NE RIVALISE PAS AVEC UN TRAIN LANCE À 140 KM/H.

AU PASSAGE À NIVEAU, LE TRAIN D'ABORD.



## REPUBLIC OF KENYA

Ministry of Transport and Communications

Prequalification notice to prospective tenderers for the construction of Road A1, Kenya-Sudan Road Link Lodwar-Kakuma Section Contract No RD 0167

Financed by the Saudi Fund for Development, BADEA (Arab Bank for Development in Africa) and the Government of Kenya

The Government of Kenya will shortly be inviting tenderers for the construction of the above project located in the Turkana district of the Rift Valley.

The works to be executed under the contract consists of the following:

- Construction of the 120 km long Lodwar-Kakuma section of Kenya-Sudan Road Link to a bitumen standard with 6.0 m carriageway and 0.5 m shoulders on both sides, and pavement comprising:
  - 100 to 175 mm natural material subbase,
  - 125 mm graded crushed stone base,
  - double seal surface dressing.
- Construction of 18.5 km link road to Makutano to a bituminous gravel seal coat standard of 6.0 m roadwidth. The pavement comprises:
  - 100 mm natural material subbase,
  - 150 mm natural material base,
  - single bituminous gravel seal coat.
- Earthworks: approximately 1 300,000 cubic m.
- Natural subbase: 160,000 cubic m.
- Natural base: 20,000 cubic m.
- Graded crushed base: 120,000 cubic m.
- Structures included are:
  - (I) 105 Nos. reinforced box culverts of various spans,
  - (II) 6 Nos. reinforced concrete drifts,
  - (III) about 2 300 m of concrete/metal pipe culverts.

A more detailed description and scope of the project is available and can be seen by interested contractors at the offices of the consultants:

NORCONSULT A.S.  
Kijabbe Street  
P.O. Box 48176, Nairobi, Kenya  
Telephone: 337796, 25580, and telex No. 22627.

The project is to be financed by Saudi Fund for Development, BADEA and the Government of Kenya. Subsidiaries, affiliated firms or agencies boycotted by the league of Arab States and the Kingdom of Saudi States will not be qualified to tender for the above project. Interested contractors must provide a boycott certificate with their application.

Contractors who are interested in tendering and qualify under the above regulations of Saudi Fund for Development and BADEA are requested to apply for the prequalification document which will be available after 26th June 1982 from Norconsult A.S.

Prequalification will be based upon the ability of the interested firm to perform the particular work satisfactorily, taking into account inter alia: experience and performance on similar contracts and technical capabilities and financial positions.

The Government of Kenya reserves the right to reject any or all contractors who submit their names for prequalification.

Completed prequalification documents should be sent to:

Chief Engineer (Roads and Aerodromes)  
Ministry of Transport and Communications  
P.O. Box 52692  
NAIROBI

so as to reach him not later than 12 noon on 30th July, 1982.

W.P. Wambura, Chief Engineer (Roads and Aerodromes) for Permanent Secretary.

TUR...  
...de l'argent public

QUE PARIBAS  
FINANCIERE DE PARIBAS



# CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

## Emprunt français tous azimuts

Le volume de capitaux fournis par l'euro-marché durant les six premiers mois de cette année s'est élevé à un montant record de 75 milliards de dollars contre guère plus de 50 milliards pendant le premier semestre de 1981. La grande partie de l'activité a été déployée cette année à l'égard de cinq ou six premiers mois. Sa fécondité contraste étrangement avec l'apathie qui s'est installée depuis le début du mois de juin, tant sur le marché des euro-crédits que sur celui des euro-obligations. Comment, à une dynamique sans précédent, a-t-on pu brusquement succéder un état qui frise l'immobilité ? Du côté des euro-crédits, on ne peut que constater que les besoins ne sont pas suffisants à expliquer le ralentissement actuel de l'activité des eurobanques. Ils n'ont jamais dans le passé réussi à infléchir le comportement des établissements bancaires qui ont toujours eu tendance à se fermer à l'égard de ces facteurs. On a vu les taux d'intérêt à court terme culminer à des niveaux plus élevés que ceux en vigueur actuellement et le marché euro-obligataire s'adapter en inventant au pied levé des instruments permettant d'en atténuer l'impact. La vision des besoins insolubles qui ne date pas d'aujourd'hui n'a jamais ralenti l'ardeur présumée des banques commerciales parce que vendre de l'argent est leur raison de vivre. Par contre, c'est la première fois que les taux d'intérêt dépassent d'autant le taux d'inflation. Les débiteurs, dont les revenus ne peuvent plus suffire à servir leur dette, réagissent à emprunter davantage en dollars.

Le succès de l'eurocrédit libellé en ECU pour la Compagnie Saint-Gobain dont les cent millions ont été couverts en l'espace de vingt-quatre heures montre que les eurobanques sont conscientes des besoins des emprunteurs internationaux. Ceux-ci recherchent des supports donnant accès à des taux d'intérêt moins élevés que ceux proposés sur le dollar. L'ECU, en outre, atténue le risque de change pour les débiteurs de la C.E.E. encore que sur ce point il soit maintenant possible de le contourner à terme pour n'importe quelle devise sur le marché spécialisé de Chicago. Les emprunteurs, et entre autres les Français qui, après la dernière dévaluation du franc, enregistrent des pertes de change importantes sur leurs emprunts en euros, ont pu les éviter ou tout au moins les atténuer s'ils avaient pris la précaution de le faire.

La politique française d'emprunts internationaux tous azimuts continue. Ont fait surface cette semaine

le Gaz de France au Luxembourg, l'E.D.F. en Hollande, la Caisse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E.) sur le marché des euro-emissions en dollars et le Crédit Foncier avec un euro-emprunt en ECU. Après le vif succès du crédit bancaire de 2 milliards de francs luxembourgeois de la Caisse d'Equipe-ment aux P.M.E., le Gaz de France sollicite, sous la garantie de la République française le même marché avec un crédit en deux tranches totalisant 1,5 milliard ; l'une d'une durée de six ans, est dotée d'un taux d'intérêt fixe de 14,50 % par an, l'autre, sur sept ans, aura un intérêt variable qui sera l'addition d'une marge de 0,375 % au taux interbancaire offert sur les dépôts en francs belges. De son côté, l'E.D.F. recherche sur le marché hollandais des capitaux et, avec la garantie de la République française, 150 millions de florins sur une durée de dix ans avec un coupon annuel de 11,25 % et un prix au pair. Dans l'état actuel de ce secteur, ces conditions paraissent un peu trop basses pour susciter l'enthousiasme.

### Dans le doute...

C'est pour sa part le marché euro-obligataire à taux fixe en dollars que la C.C.C.E. s'est décidée à aborder après qu'une amélioration s'y est dessinée au cours des quatre derniers jours. L'annonce, garantie par la République française, est d'un montant de 100 millions et d'une durée de dix ans. Elle est offerte à 100 avec un coupon annuel de 15,875 %. Quelques heures plus tôt, un emprunteur canadien, la British Columbia Hydro and Power Authority, avait lancé un euro-emprunt également à dix ans de 150 millions de dollars garantis par la province de Colombie-Britannique sur la base d'un prix de 99,50 et d'un coupon annuel de 15,25 % pour donner un rapport de 15,38 %. La C.C.C.E. et B.C.H. sont des emprunteurs de qualité identique, étant tous deux classés « AAA » par les agences spécialisées américaines. Ainsi la forte différence de condition entre les deux offres n'a pas manqué de surprendre. En payant près de 0,50 % de plus que le débiteur canadien, l'emprunteur français a-t-il voulu s'assurer du succès, ou cet écart reflète-t-il l'apparition d'un crédit de la France sur la scène financière internationale ?

La première hypothèse ne semble pas la bonne puisque, sur le « marché gris », c'est-à-dire sur celui qui s'installe entre le lancement d'une émission et la clôture de la souscription publique, les euro-obligations canadiennes ont été vendues à la C.C.C.E. se traitaient vendredi avec des décotes de l'ordre de 1,875-1,625. La thèse d'une baisse de la crédibilité française n'est également pas évidente, puisqu'on ne peut ju-

ger sur une seule émission. En revanche, un point est certain : la Deutsche Bank, qui dirige l'euro-emprunt canadien, a plus de muscle pour soutenir une transaction dans un marché difficile que l'américaine Salomon Brothers qui dirige l'euro-emission C.C.C.E. Lorsque l'environnement est adverse - et Dieu sait s'il l'est présentement - il faut soit s'abstenir et attendre des temps meilleurs, soit choisir pour diriger une opération l'établissement dont on sait par avance qu'il a les moyens de la supporter financièrement. Mais Salomon Brothers assume la direction de l'emprunt C.C.C.E. parce qu'il a parallèlement arrangé un « swap », c'est-à-dire que les dollars recueillis seront échangés contre des francs suisses avec un emprunteur français dont l'identité n'a pas été révélée, mais qui est très certainement du secteur public.

Le Crédit Foncier, enfin, a préféré se tourner vers l'ECU pour lever dans cette unité 40 millions sur une durée de sept ans, avec un coupon annuel de 13,75 %. L'euro-emprunt qui bénéficie également de la garantie de la République française, devrait être aussi bien reçu que celui de 40 millions d'ECU que vient de terminer avec beaucoup de bonheur la Banque européenne d'investissement. La clientèle privée, elle, reste fidèle à l'ECU et assure son succès d'autant plus que d'autres institutions européennes ont commencé à prendre goût.

Certains lecteurs nous reprochent de dénigrer systématiquement les euro-emprunts français. C'est un fait que les besoins en financements des débiteurs français sont tels qu'ils sont en permanence présents sur l'euro-marché et qu'il est assez difficile de les ignorer. Parmi les dernières critiques que nous ont été adressées, l'une concerne la comparaison faite la semaine dernière entre les emprunts libellés en sterling de la Nouvelle-Zélande et ceux de la B.F.C.E. Deux précisions doivent être apportées à ce sujet. La première est que l'émission néo-zélandaise a été réalisée sur le marché domestique anglais, tandis que celle de la B.F.C.E. a été placée sur celui de l'euro-marché. Les papiers respectifs s'adressent donc à des clientèles différentes. La seconde est que le coupon offert par la Nouvelle-Zélande est semestriel, alors que celui proposé par le débiteur français est annuel. Ce fait annule pratiquement la différence entre les taux d'intérêt respectifs et ramène celui des Néo-Zélandais à un niveau proche de celui de la B.F.C.E. Cela dit, il n'en demeure pas moins que vendredi, sur le marché secondaire, l'émission de la Nouvelle-Zélande se traitait avec une prime de 0,1875 tandis que celle de la B.F.C.E. émise à 100 était à 98,25-98,75.

CHRISTOPHER HUGHES.

Marché monétaire et obligataire

## Inquiétude aux Etats-Unis Volonté de détente en France

Les taux d'intérêt vont-ils battre prochainement tous leurs records aux Etats-Unis ? La question se pose en fin de semaine, l'annonce de détente enregistrée les jours précédents se trouvant remise en cause avec une nouvelle hausse du loyer de l'argent.

Pendant ce temps, les autorités françaises entreprennent de faire baisser les taux à court et long terme, en liaison avec celui de l'inflation souhaitée pour la fin 1982 et l'année 1983.

Aux Etats-Unis donc, le loyer de l'argent se renchérit nettement lundi 28 juin, malgré l'annonce d'une contraction hebdomadaire de la masse monétaire plus importante que prévu (2,3 milliards de dollars) ; il est vrai que l'on s'attendait à une « explosion » en juillet et que les besoins du Trésor, pour combler le déficit budgétaire, sont énormes. Les banques relèvent le taux de leurs prêts aux courtiers de Wall Street, et l'eurodollar à six mois se cotait à 17 %.

De plus, à l'approche de l'échéance mensuelle, trimestrielle et semestrielle du 30 juin, de nombreux ajustements de balances se produisent, et le marché se trouvait sollicité pour le renouvellement des emprunts en dollars à six mois (roll-over). Le jour suivant, toutefois, une heureuse surprise fut causée par le placement très aisé d'une adjudication de bons du Trésor : 10 milliards de dollars de demandes de souscription pour une émission de 4 milliards de dollars. De plus, l'argent entre banques, les Fed Funds, baissaient fortement. Du coup, l'eurodollar à six mois « plonge » de 17 % à moins de 16 %. Mais, dès le jeudi, les tensions se manifestent à nouveau sur l'annonce d'une progression des indices globaux de l'économie susceptible de relancer l'inflation et la demande de crédits.

A la veille du week-end, l'eurodollar à six mois se retrouvait à 16 1/4 %, et surtout, le « pour ou tra » de Wall Street, l'« oracle » de New-York, M. Henry Kaufman, chef économiste de la firme de courtage Salomon Brothers, renouvelait ses prédictions apocalyptiques : « Dans les six prochains mois, les taux des emprunts à court terme, et surtout à long terme, le déficit budgétaire ne diminuera

pas, au contraire, et les ponctions du Trésor seront plus fortes que jamais. Dans un an, peut-être, une certaine déflation du taux sera possible. »

Du coup, les cours des obligations se mirent à baisser et les taux à monter. On en est là. Reste à savoir quelle sera, devant une forte tension, la réaction des autorités monétaires du gouvernement et du Congrès, sans oublier celle des partenaires européens. Mais se soucie-t-on encore de ces derniers de l'autre côté de l'eau ?

En France, en tout cas, c'est la baisse, volontairement entretenue pour être en concordance avec le ralentissement de l'inflation prévu pour la fin de l'année.

Le loyer de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire est revenu de 15 5/8 % à 15 1/4 % et est appelé à baisser encore : la Banque de France donne la cadence en alignant le marché à des niveaux de moins en moins élevés : à la veille du week-end, elle a annoncé une adjudication de 6 milliards de francs sur effets de première catégorie à 15 %, au lieu de 15 1/4 % la semaine dernière et 15 1/2 % celle d'avant.

L'indication est donc claire, comme l'est également cette lettre du 25 juin, adressée par M. Jacques Delors aux banques et établissements financiers, leur notifiant le blocage des prix de tous leurs services et tarifs, à l'exception des intérêts débiteurs, qui devront suivre « la baisse escomptée du loyer de l'argent ». Il s'agit, en quelque sorte, de « déconnecter » les taux français de l'environnement international et de mener une politique autonome.

### Lente baisse des taux sur le marché obligataire

En liaison avec la détente du loyer de l'argent à court terme évoquée précédemment, les taux de rendement ont continué de baisser sur le marché secondaire des obligations (émissions anciennes cotées en Bourse). Selon les indices Paribas, ces taux sont passés, pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 15,71 % à 15,63 %, pour ceux à moins de sept ans de 15,29 % à 15,11 %. Pour le secteur public, ils sont revenus de 16,10 % à 16,04 %, et pour le secteur privé de 17,35 % à 17,24 %.

Assez paradoxalement, ce fléchissement ne provoque pas encore une ruée vers les émissions anciennes à taux fixe, pas plus que vers les nouvelles. Après détachement de leur coupon semestriel, calculé sur un rendement actuariel de 16,68 %, les cours des obligations indéméurées pour les banques et les sociétés industrielles nationalisées ont monté.

Dans cet esprit seront lancés, la semaine prochaine, deux emprunts avec indexation sur le taux moyen des obligations (T.M.O.) d'un montant de 750 millions de francs chacun, pour le compte de la Française de Raffinage et de Peugeot. Il y a tout de même des émissions à taux fixe, finalement pas trop mal accueillies, pour le compte d'Eurodif et de Francotel, toutes deux de 800 millions de francs d'une durée de dix et douze ans, au taux de 16,70 %. Visiblement, les investisseurs institutionnels hésitent, redoutant que le processus de baisse des taux en France ne s'interrompe dans quelque temps en raison de l'environnement intérieur ou extérieur. Ils craignent aussi une remontée des taux américains. Mais, nous l'avons vu, il semble que le gouvernement français veuille jouer la « déconnexion ». C'est pourquoi les emprunts à taux variables sont toujours recherchés, surtout avec indexation sur le T.M.O., les émissions avec indexation sur le marché monétaire étant délaissées en raison de la baisse dudit marché monétaire.

Les souscripteurs, toutefois, se hâtent très lentement, dans l'attente d'une éventuelle baisse des taux nominaux pour des émissions S.N.C.F. et Caisse de l'énergie, à venir d'ici peu.

Mis à part un engorgement passager en avril, le marché obligataire paraît bien se porter en 1982 : au 30 juin, les émissions étaient supérieures de 25 % à ce qu'elles étaient à la même date de 1981 (mais il y avait eu la pause des élections). M. Jacques Delors estime que les dites émissions atteindront 120 à 130 milliards de francs cette année (contre 106 milliards de francs en 1981 et 111 milliards de francs en 1980) pour dépasser 150 milliards de francs en 1983.

FRANÇOIS RENARD.

Les devises et l'or

## Un dollar recherché, un franc bien tenu

Décidément, le dollar se maintient aux niveaux élevés où il se complait depuis un certain temps : cette semaine, malgré un fléchissement passager, il s'orientait à la hausse à la veille du week-end, en liaison avec une nouvelle tension des taux outre-Atlantique (voir en rubrique marché monétaire et obligataire). Quant au franc français, il se trouve toujours dans cette période « heureuse » qui suit les dévaluations et permet à la Banque centrale de reconstruire un peu ses réserves, ce qu'elle fait actuellement.

Lundi, la devise américaine commençait par monter sous la pression des taux aux Etats-Unis atteignant 2,4955 deutschemarks à Francfort et battant derechef tous ses records sur la place de Paris à près de 6,92 francs. Les jours suivants, toutefois, elle fléchissait nettement par suite d'une détente assez brusque du taux de l'euro-dollar, retombant au voisinage de 6,80 francs et même au-dessous à un moment donné. Puis, dès ce jeudi, elle se rallierait, se conformant à la tendance sur le marché de l'argent à New-York, pour at-

teindre en fin de semaine 6,85 francs et 2,47 deutschemarks, (perdant la moitié de son avance précédente).

Pour l'instant, les milieux financiers américains et internationaux sont hypnotisés par les taux d'intérêt, appelés, dit-on, à monter en juillet et même après, ce qui a cassé net les velléités de reprise constatées sur le mark et le yen. Ainsi, l'annonce, en début de semaine d'un excédent commercial de 5 milliards de deutschemarks en Allemagne fédérale pour le mois de mai, couplé avec un surplus de 800 millions de deutschemarks pour la balance des paiements, n'a eu d'effet que pendant quarante-huit heures, et encore, le même phénomène a été enregistré par le yen lorsque le gouverneur de la banque du Japon, M. Tatsuo Maekawa eut annoncé qu'il voulait défendre la monnaie nipponne par une élévation des taux.

Le franc français vogue toujours sur son petit « nage rose » après sa dévaluation. Le cours du mark se maintient au voisinage de son nou-

veau plancher de 2,7709 francs, et la Banque de France récupère une partie des devises perdues : plus de 4 milliards de francs pour la semaine se terminant le 24 juin, les réserves officielles de change remontent à près de 26 milliards de francs. Pour l'instant, les milieux financiers accordent au franc quelque crédit, ne fût-ce que par l'effet du blocage des prix : c'est probablement à l'automne, et plutôt au début de l'hiver que le test de résistance s'effectuera en fonction des résultats de la politique gouvernementale.

Ailleurs, on a noté une hausse du franc suisse sur tous les marchés, il a atteint près de 3,27 francs sur celui de Paris.

F. R.

Les matières premières

## Hausse des métaux, reprise du sucre

Pour la seconde semaine consécutive, les prix de la plupart des matières premières (à l'exception des produits industriels, métaux, caoutchouc, se sont revalorisés. Des prodromes de reprise enregistrés aux Etats-Unis en sont-ils à l'origine ? Mais ce mouvement a besoin d'être confirmé. Les prix ont encore beaucoup de chemin à parcourir avant de devenir à nouveau rémunérateurs pour les producteurs.

MÉTALX. — La reprise s'est confirmée sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les fermetures de mines, celle d'El-Tontoute, la plus importante des productions d'activité commencent à produire leurs effets ? Cela se fait déjà sentir aux Etats-Unis avec une diminution de près de 15 % de la production minière. Quant

aux producteurs américains de métal raffiné, ils commencent à profiter de la situation et procèdent à plusieurs relèvements de prix. Le comité intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre se réunira à Lima au Pérou les 12 et 13 juillet prochains pour passer en revue la situation du marché mondial du métal rouge et étudier les moyens de surmonter la crise.

Nouvelle progression des cours de l'argent à Londres. La perspective d'un relèvement des livraisons de métal excédentaire provenant des stocks stratégiques américains explique le comportement plus optimiste du marché. Le Pérou a proposé à deux autres pays producteurs, le Mexique et le Canada de suspendre leurs ventes pen-

dant un trimestre pour permettre une remontée des prix.

La hausse de l'étain enregistrée la semaine précédente a été consolidée avec aisance sur les places commerciales. Le conseil international de l'étain a décidé de réduire de 35 % les exportations de métal des pays membres au cours du troisième trimestre. Le sixième accord international de stabilisation des prix est entré en vigueur avec l'adhésion de quatre pays producteurs (Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Australie). La Bolivie, plus important pays producteur d'Amérique latine envisagerait également de se joindre à l'accord.

TEXTILES. — Progression des cours du coton à New-York. Les superficies consacrées à la culture de cette fibre sont en diminution de 19 % aux Etats-Unis. La récolte mondiale 1981-1982 atteindra 71,1 millions de balles, en augmentation de 5,5 millions de balles sur celle de 1980-1981.

La récolte de jute du Bangladesh a été affectée par la sécheresse. Aussi, sera-t-elle en diminution d'un million de balles, pour s'établir à 4,5 millions de balles. Le report annuellement suffisant permettra de satisfaire les besoins ; aussi l'effet sur les cours n'a-t-il été que passager.

DENRÉES. — Variations peu importantes des cours du café. Le Brésil veut accroître de 5 % son quota d'exportation malgré sa récolte réduite de moitié.

Reprise sensible des cours du sucre pour la première fois depuis plusieurs semaines. La récolte européenne 1982-1983 pourrait être inférieure de 1,8 million de tonnes à la précédente.

CÉRÉALES. — Les cours du blé ont légèrement progressé sur le marché au grain de Chicago. La récolte mondiale est inférieure de 5 millions de tonnes à la précédente estimation en raison d'une forte diminution de la récolte en U.R.S.S.

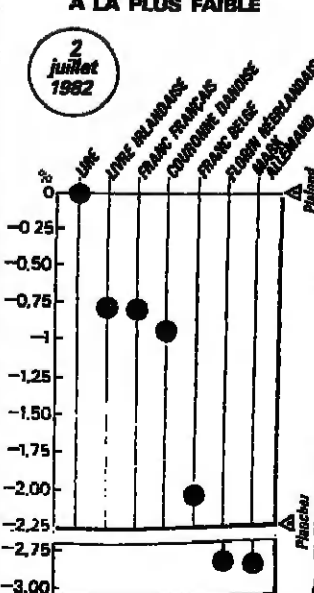
### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 JUIN AU 2 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc	Lira italienne
Londres	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1.7330	14.5988	47.7099	48.5022	2.1186	36.6981	8.7715	—
Paris	1.7240	14.6222	47.6889	48.4729	2.1097	36.6166	8.7151	—
Zurich	11.8710	6.8288	—	326.81	277.44	14.5127	251.85	4.9422
Frankfurt	3.6617	2.1248	30.7697	—	85.3097	4.4810	71.2486	1.5147
Brasilia	4.2787	2.4690	36.8438	117.79	—	3.2380	36.6892	1.7813
Amsterdam	4.2893	2.4880	36.8321	117.13	—	3.2489	36.6845	1.7742
—	81.7976	47.280	6.9985	22.5190	19.1170	—	11.2989	3.4054
—	81.7176	47.40	6.8645	22.3163	19.0514	—	11.2614	3.3802
—	4.7284	2.7285	39.8327	130.17	110.52	5.7807	—	1.5986
—	4.7341	2.7468	39.7493	129.26	110.36	5.7932	—	1.5982
—	2.8193	1.386	282.33	661.12	561.36	29.3644	587.97	—
—	2.8177	1.48225	283.87	668.19	563.68	29.5833	510.65	—
—	4.6347	2.5530	37.3389	122.08	183.64	5.4216	33.7871	0.1846
—	4.6436	2.5715	37.3280	121.35	183.59	5.4377	33.8638	0.1838

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 2 juillet, 2,6768 F contre 2,6789 F le vendredi 25 juin.

### LES MONNAIES DU S.M.E. : DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE



De nouveaux produits pour l'épargne à risques







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

#### 2. L'INVASION DU LIBAN PAR ISRAËL

#### 3. AMÉRIQUES

La réunion de l'Ude à Paris.

#### 4. EUROPE

R.F.A. : le « mur » accordé au chancelier Schmidt.

#### 5. AFRIQUE

Kenya : le durcissement du régime.

#### 5.14. ALGERIE : VINGT ANS D'INDÉPENDANCE

### POLITIQUE

15. La politique sur le statut de la capitale.

### SOCIÉTÉ

16. JUSTICE : en marge d'une campagne contre M. Jacques Attali, enthousiasme et confusion.

16. SCIENCES : le retour de Soyuz ; le fin du vol de Columbia.

17. ÉDUCATION : les inscriptions dans les universités.

20.21. SPORTS : la deuxième Coupe du monde de football ; la Tour de France ; le tournoi de Wimbledon.

### CULTURE

18. CINÉMA : interdit aux moins de treize ans, de Jean-Louis Bertucelli ; nouvelles perspectives pour l'Institut Lumière.

— PHOTO : création d'un centre national.

— CIRQUE : l'Ecole nationale au Jardin d'acclimatation.

— THÉÂTRE : le Nez à la fenêtre, à Saint-Denis.

### ÉCONOMIE

22. AGRICULTURE : le projet de règlement communautaire sur les vins.

23. SOCIAL : le rencontre F.O., C.F.T.C. et C.G.C. ; un avortement mesuré au gouvernement.

— ÉTRANGER

24. CRÉDITS CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

25. LA REVUE DES VALEURS.

### RADIOTELEVISION (207) INFORMATIONS

— SERVICES : (21) ;

— Météorologie : Mots croisés ;

— Journal officiel ;

— Carnet (17) ; Programmes spectacles (18).

### En Iran

L'AYATOLLAH SADOUGHI représentant de l'imam Khomeiny à Yazd A ÉTÉ ASSASSINÉ

Téhéran (A.F.P.). — L'un des cinq représentants de l'ayatollah Khomeiny dans les grandes villes de province d'Iran, l'ayatollah Mohammad Sadooghi, a été tué vendredi 3 juillet lors d'un attentat à la grenade dans la ville de Yazd, au sud-est de Téhéran.

« J'ai perdu un ami très cher que je connaissais depuis plus de trente ans », a déclaré l'imam Khomeiny dans un message lu à la radio. « Tout martyr j'ai apprécié le peuple vers son but », a-t-il ajouté.

Une grenade avait été lancée en début d'après-midi contre l'ayatollah, imam de la prière du vendredi de Yazd, près de la radio, qui a accusé les « hypocrites » (appellation officielle des « moudjahidin ») d'être responsables de l'attentat. Trois femmes ont été tuées et onze personnes blessées, a ajouté la radio.

Elève de l'imam Khomeiny à Qom, l'ayatollah Sadooghi, âgé de soixante-quatre ans, avait joué un rôle important dans la préparation des manifestations de Yazd qui avaient précédé la chute du chah. Il était membre de l'assemblée des experts qui avait rédigé la Constitution de la République islamique.

**BUICK**  
Skyhawk 9 cv.

Jean Charles s.a.  
28, rue Claude-Terrance, Paris 10<sup>e</sup>, 524.43.33

A B C D E F G

## ÉLU LEADER DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

**M. Roy Jenkins va tenter de convaincre les Britanniques qu'ils veulent être gouvernés au centre**

De notre correspondant

Londres. — M. Roy Jenkins a été proclamé, vendredi 3 juillet, « leader » du parti social-démocrate, après une consultation par correspondance auprès de tous les adhérents, la première de ce genre organisée par une formation politique britannique. M. Jenkins a obtenu 56 % des voix contre 44 % à M. David Owen. Quelque cinquante mille membres du S.D.P. ont participé à la consultation, soit plus des trois quarts des effectifs.

La « bande des quatre » (composée de M. Shirley Williams et de M. Roy Jenkins, David Owen et William Rodgers), qui avait dirigé le nouveau parti social-démocrate depuis sa formation en mars 1981, a donc vu M. Jenkins élargir de la déroute. Le favori de la compétition était, au cours des dernières semaines, des sondages et les commentaires de journaux influents avaient donné la préférence à M. Owen. Celui-ci, qui a été, à trente-huit ans, le

plus jeune secrétaire au Foreign Office (en 1976, dans le gouvernement travailliste de M. Callaghan), était fait remarquer, tout au long de la crise des Falkland, par ses interventions brillantes au Parlement et à la télévision, alors que son rival demeurait très discret.

M. Jenkins a cependant bénéficié auprès de ses amis sociaux-démocrates de son image d'homme d'Etat expérimenté. Agé de soixante et un ans, il a été ministre de l'Intérieur, puis des Finances dans les gouvernements Wilson et Callaghan, avant de présider, de 1976 à 1980, la Commission européenne de Bruxelles. Dès son retour à la vie politique britannique, il a songé à créer, avec des dissidents de la « droite » travailliste, un nouveau parti qui, allié aux libéraux, puisse proposer une issue contrainte pour échapper à la double domination d'Alban et des conservateurs.

L'alliance avec le parti libéral de M. David Steel a été conclue dès septembre 1981. En quelques mois, le parti social-démocrate a connu un rapide succès, remportant, coup sur coup, plusieurs élections partielles et arrivant nettement en tête dans les sondages d'opinion. L'ambition affirmée de ses fondateurs de « briser le moule du système britannique » ne paraissait plus une chimère.

Dans les derniers mois, cependant, la S.D.P. a été victime de la crise des Falkland, qui a porté au plus haut la popularité de Mme Thatcher et du parti conservateur. Le difficile partage des circonscriptions avec son allié libéral et la laborieuse définition d'un programme commun ont également nu à sa réputation. Le S.D.P. est apparu, peu à peu, comme un parti sans politique déterminée, cultivant la floc et l'ambiguïté pour attirer les mécontents des deux grandes formations traditionnelles.

Avec M. Jenkins, il s'est donné un leader plus modéré que M. Owen, qui voulait transformer la S.D.P. en un parti des réformes radicales. L'ancien président de la Commission de Bruxelles, qui a été élu en mai dernier député de Glasgow, a de meilleures relations avec M. Steel. Le chef du parti libéral a, d'ores et déjà, accepté qu'il soit le chef de toute l'alliance, appelé, en cas de victoire aux élections générales, à devenir le premier ministre d'un gouvernement libéral et social-démocrate. Il reste à M. Jenkins à restaurer l'image de son parti, à définir une politique et à convaincre l'opinion qu'environnementalistes et conservateurs, la Grande-Bretagne veut être gouvernée au centre.

DANIEL VERNET.

**POUR BIEN S'ASSEoir ET BIEN DORMIR**  
Sans l'aide du mur, la banquette-lit STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes, par un simple basculement

**CAPÉLOU**  
DISTRIBUTEUR  
37, AV. DE LA REPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> Métro Parmentier  
TEL 357.45.35

Le numéro du « Monde », daté 3 juillet 1982 a été tiré à 506 000 exemplaires.

**Aimez-vous les théories de gestion ?**

Oui ? Alors ne lisez pas cette annonce. Il y a peu de chances que notre offre vous intéresse.

Parce que notre seul but est de former des praticiens du management.

Autrement dit, des cadres réellement et immédiatement opérationnels.

Notre programme de formation polyvalente « Administration de l'Entreprise » est entièrement conçu autour de cette idée.

Il est court (9 mois à plein temps), intensif et résolument concret. Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Si votre but est d'acquiescer rapidement une telle formation, demandez-nous des informations complémentaires.

Ecrivez ou téléphonez-nous pour recevoir sans engagement les spécifications du programme, dont la prochaine session débute en octobre 1982.

**ECADÉ**  
Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse) — Tél. 021/22 15 11

## APRÈS LE VOTE MASSIF DES SALARIÉS

**La direction de Talbot accepte aussi la recommandation du médiateur**

Après quatre semaines de conflit chez Talbot, à Poissy, les grévistes ont voté massivement, à 83 %, vendredi 3 juillet, en faveur des propositions du médiateur. M. Jean-Jacques Dupuyroux, sur 3 973 voix, a obtenu 3 282 pour et 692 contre, 13 nuls. « Maintenant, tout dépend de la reprise du travail pour lundi », annonce l'usine. La direction devrait se prononcer au plus tard lundi 5 juillet.

La direction de Talbot a pris acte, samedi matin, de la recommandation du médiateur et en a accepté les mesures, après que les salariés l'eurent aussi approuvée « sans réserve ». La reprise du travail est prévue le lundi 5 juillet à 7 heures.

Considérées par la C.G.T. comme une « victoire des travailleurs », les recommandations du médiateur comportent l'adhésion des partenaires sociaux, même si elles ont provoqué selon la C.F.D.T. « une grande déception sur les salaires ».

Avant le vote, les pourparlers dans l'atelier B. 3 ont duré toute la matinée avec leurs délégués de chaîne du rapport du médiateur. Et les mesures concernant les salaires suscitent des réserves — aucun augmentation n'est prévue avant le 1<sup>er</sup> novembre — l'ensemble du projet est jugé « viable » par les syndicats. Au moment du vote, les grévistes se pressent en blocs compacts autour des dix bureaux de vote, selon le secteur auquel

ils appartiennent (presse, ferrage, carrossage...). « On dirait qu'ils n'ont jamais voté », fait observer un délégué C.F.D.T. Au milieu du bourdonnement des conversations, des voix s'élèvent, lançant : « On va voter librement aujourd'hui ! » Les visages sont souriants, ce n'est pas l'excubatrice manifestée chez Citroën, tout n'a pas été « gagné » mais les revendications jugées les plus essentielles, celles touchant à la dignité, ont été satisfaites. « Nous n'abandonnons pas pour autant nos revendications dans le domaine salarial », souligne Mme Tréhel. Pendant ce temps, les quelque cinq cents non-grévistes qui ont été évacués par les forces de l'ordre de la mairie de Poissy, occupée depuis lundi 28 juin, défilent sur le parking de l'usine en scandant : « Nous voulons le respect du droit au travail », et « Talbot vivra ».

Deux camps se font toujours face et la reprise du travail ne sera pas aisée. Mais combien, aujourd'hui, de non-grévistes n'appréhendent-ils pas l'action des cégétistes ?

**Poursuite de la grève des cheminots dans la Manche**

La grève des cheminots C.G.T. se poursuit dans la Manche. Au total quelque dix-huit trains de voyageurs ont été bloqués vendredi 3 juillet sur les lignes Paris-Granville, Paris-Cherbourg et Rennes-Caen. Samedi aucun train ne circulait sur Caen-Rennes sur Vire-Granville où trois liaisons par bus étaient prévues et sur Cherbourg où quatre lignes de car sont organisées. Cette paralysie du trafic a été engendrée par l'occupation des 0 heures vendredi des gares de signaux de Poligny et Lisson, neutralisant l'ensemble du trafic. Les grévistes protestent contre l'échec des négociations, dans la Manche, sur les salaires et les conditions de travail.

Dans les principales gares des départements de la Savoie, Haute-Savoie, Isère et Ain d'importantes perturbations dues à la grève des cheminots ont entraîné l'annulation ou la non-arrivée d'un train sur deux. Le mouvement revendicatif devait cesser samedi 3 juillet.

Par ailleurs, d'autres manifestations se sont déroulées vendredi, notamment à La Rochelle où la C.S.I. a organisé une opération de « vote » en convoquant les embouteillages sur plusieurs kilomètres, pour réclamer la reprise du travail chez Talbot à Poissy. Ce matin, l'antenne ministérielle de M. Mazaudou a été occupée par une vingtaine de militants C.F.D.T. de la Société métallurgique de Normandie pour que des discussions

**GRÈVE DES HÔTESSES ET DES STEWARDS D'AIR INTER**

Le Syndicat national du personnel navigant commercial (S.N.P.N.C.) a lancé un mot d'ordre de grève qui devrait affecter : du 2 juillet à minuit au 5 juillet à minuit Air Inter ; du 5 au 10 juillet Air France.

Air Inter déclarait assurer, ce samedi matin, 80 % de son trafic, notamment la plupart des vols en provenance de la province. La compagnie prépare un programme de remplacement et va s'efforcer, difficilement en cette période de pointe, d'affréter un certain nombre d'appareils. La direction d'Air France indique n'avoir reçu pour l'instant aucun préavis.

Le syndicat affirme rassembler 80 % des hôtesses de bord et des stewards. Il proteste contre le fait que « le personnel qu'il représente a été « mis à l'écart de la mesure générale de réduction de la durée du travail dont ont bénéficié en majeure partie les salariés en France, ainsi que le personnel au sol des trois grandes compagnies aériennes Air France, Air Inter et U.T.A. ».

Une grève de quarante-huit heures avait déjà été déclarée les 16 et 17 juin sur les trois compagnies françaises par le personnel navigant commercial.

[Stewards et stewards ont, pendant des semaines, justifié, l'urgence de les voir pris en compte était-elle si grande qu'ils soient conduits à pénaliser durement les passagers de la compagnie française ? Les nombreux en cette période de l'année, où, notamment, de nombreux enfants sont appelés à voyager seuls ?]

■ Renseignements : Air Inter : 559-35-25 ; Air France : 339-14-33.

## LE GOUVERNEMENT DÉBLOQUE 110 MILLIONS DE FRANCS EN FAVEUR DES COMMUNES DE LA BANLIEUE LYONNAISE

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — M. Olivier Philip, commissaire de la République de la région Rhône-Alpes, a le 3 juillet, détaillé les mesures prises en faveur de dix communes de l'Est lyonnais, dont Villeurbanne, Vénissieux et Vaulx-en-Velin où avaient eu lieu, l'été dernier, de graves incidents (voitures incendiées, rixes, bagarres). Une enveloppe, au total, de 110 millions de francs. Les principaux efforts concernent l'éducation nationale : cent soixante et un postes d'enseignants sont créés. Les normes d'ouverture ou de fermeture de classes primaires ont été sensiblement assouplies pour permettre un meilleur encadrement.

En matière de formation professionnelle, 10 millions de francs ont été débouqués dont la moitié pour installer des « cellules d'accueil et d'orientation ». Le ministre de la solidarité nationale est intervenu pour la création de quinze postes permanents d'animateurs.

Le ministère de l'urbanisme et du logement concentrera ses efforts surtout au quartier des Mingettes à Vénissieux où trois « tours » vont être démolies.

Les mesures les plus immédiates concernent l'envoi de cinq mille deux cents enfants de huit à quatorze ans en centres de plein air (dont cent soixante-dix en Ardèche avec l'appui de M. Gilbert Trigano, président du Club Méditerranée) et le renforcement des effectifs de police.

A noter enfin qu'un crédit n'a été affecté à la construction d'équipements sportifs qui font pourtant cruellement défaut dans certains secteurs. « Ce sera l'œuvre des années et des plans à venir », a précisé M. Philip. Aujourd'hui, la priorité est à l'animation plutôt qu'à l'équipement. C. R.

## LA ROUMANIE DEMANDE OFFICIELLEMENT UN MORATOIRE

Francfort (Reuters). — La Roumanie a demandé officiellement le rééchelonnement d'une dette de 3,6 milliards de dollars due à des banques occidentales et venant à échéance en 1981 et en 1982.

La Roumanie doit plus de 10 milliards de dollars à l'International Monetary Fund (F.M.I.) et le Fonds monétaire international (F.M.I.) a approuvé récemment le déblocage de 500 millions de dollars après avoir obtenu du gouvernement roumain la promesse qu'il procéderait à un certain nombre de réformes recommandées par les experts de cette institution.

On précise encore dans les milieux bancaires de Francfort, que la Roumanie a demandé aux quelque deux cents banques occidentales auxquelles elle doit de l'argent de donner leur réponse à sa demande de moratoire d'ici la fin du mois.

On ajoute que la Roumanie a demandé un rééchelonnement sur six ans et demi de 80 % de ses arriérés de dettes pour 1981 et des sommes dues pour 1982.

■ Deux cent cinquante-sept personnes ont été appréhendées au début de la semaine écoulée à Wrocław au cours d'une manifestation à la mémoire des victimes de la répression de l'insurrection populaire du 28 juin 1956 à Poznań, a-t-on appris vendredi 3 juillet. — (A.F.P.)

■ Déraillement à Rochefort : huit blessés. — Un train a déraillé le 2 juillet en fin d'après-midi en gare de Rochefort (Charente-Maritime). Il y a eu huit blessés graves et plusieurs légers. Les causes de l'accident sont encore mal déterminées : cinq des sept voitures du convoi se sont couchées sur la voie.

**abono terme!!!**  
Thermes Hotel COLUMBIA \*\*\*  
Thermes Hotel SMERALDO \*\*\*  
Tradition et hospitalité dans un cadre de prestige et de confort. Toutes les commodités de confort et de bien-être. Traitement au bain de boue et physiothérapie pour rhumatismes, arthrites, fractures, etc. Douches-thérapie, grandes piscines thermales et tennis. Centre d'activités - parking - casino - restauration, tous confort et service. Salles d'attente, aménagement, etc. Prix très raisonnables. Programme complet de 12 à 14 jours, avec ou sans forfait 110 à 140 000. Demandez notre brochure descriptive et autres spécimens pour nos locations. \*\*\* Tel. 0334/635555

**COLLÈGE CÉVENOL**  
Collège et lycée privés sous contrat de la 4<sup>e</sup> aux terminales A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

43400 LE CHAMON-SUR-LIGNON (1000 mètres) - Tél. (071) 59-73-33  
ANNÉE SCOLAIRE : de la 4<sup>e</sup> aux terminales A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Laboratoires audiovisuels, ateliers variés, sport individuel et collectif, études surveillées, initiation à l'informatique.

Cours de vacances : 2 sessions en juillet et août pour rattrapage, mise à niveau, matières principales renforcées.

Camp de travail : en juillet pour jeunes gens à partir de 16 ans, français et étrangers.

INTERNAT DE GARÇONS - INTERNAT DE FILLES  
ouvert les week-ends et petites vacances sauf Noël et Pâques.

Visite de M. Sandro Pertini  
Les intérêts nationaux  
la véritable union

La France en...  
de la Coupe du monde

La France en...  
de la Coupe du monde

La France en...  
de la Coupe du monde

La France en...  
de la Coupe du monde

La France en...  
de la Coupe du monde

La France en...  
de la Coupe du monde

La France en...  
de la Coupe du monde